

noces suppose que sa tendresse pour ses enfans est diminuée.

Un second mariage peut faire douter aussi de l'affection du père ; et il est des circonstances où ce doute se convertit en certitude : tel serait le cas où un homme opulent épouserait sa servante. D'après ces considérations, les rédacteurs proposaient d'obliger le père à déclarer à la famille le mariage qu'il se propose de contracter, et d'autoriser la famille à décider s'il doit conserver la tutelle.

M. *Tronchet* voudrait que le père et la mère fussent également soumis à cette formalité, et que lorsqu'ils l'auraient négligée, ils fussent privés de la tutelle.

M. *Berlier* dit que c'est d'après les observations de quelques tribunaux d'appel que la section s'est écartée du système des rédacteurs du projet de Code civil par rapport au père.

On a craint qu'un conseil de famille injuste ou prévenu n'empêchât un mariage projeté pour l'intérêt même des enfans.

Il a semblé d'ailleurs trop dur de faire dépendre du consentement d'une famille un droit que le père tient directement de la loi.

Quant aux mères remariées, pourquoi les priverait-on indistinctement de la tutelle, même lorsqu'elles l'ont bien administrée ? Sur ce point, l'opinion personnelle de M. *Berlier* serait qu'elles ne fussent point exposées à perdre la tutelle par le seul fait d'un second mariage : n'est-ce point assez, continue-t-il, qu'en ce cas elles perdent les revenus des biens de leurs enfans ? Avec un tel frein, les mères d'enfans riches se remarieront bien rarement : quant aux veuves d'artisans, laboureurs, etc., il importe qu'elles se remarient, même pour l'intérêt de leurs enfans en bas âge, qui retrouvent un appui dans le second mari de leur mère.

M. *Bicot-Prémeneu* dit qu'il existe entre le père et la mère une différence qu'il importe de ne pas perdre de vue. Le père, en se remariant, demeure le maître de ses affaires ; il n'a besoin que de lui-même pour opérer le bien de ses

enfants : au contraire , la mère qui se remarie cesse de s'appartenir. Ainsi, si on lui laisse la tutelle , il convient de rendre du moins son mari responsable.

395 et 396 M. *Bigot-Préameneu* propose de rétablir les articles 10, 11, 12 et 13 du projet de Code civil, lesquels sont ainsi conçus :

Art. 10. « Si le père veut se remarier, il est tenu, avant
« l'acte du mariage , de convoquer le conseil de famille, qui
« décide si la tutelle doit lui être conservée.

« Il en est de même de la mère. »

Art. 11. « Si le père n'a pas rempli l'obligation qui lui est
« imposée par le précédent article, il est privé de plein droit
« de la jouissance des biens de ses enfans mineurs, et de-
« vient comptable à partir du jour de la célébration de son
« second mariage. »

Art. 12. « Si c'est la mère qui s'est remariée sans avoir
« rempli la même obligation , la tutelle ne peut lui être con-
« servée , et son nouveau mari est solidairement responsable
« de la gestion , à compter du jour de l'acte de mariage. »

Art. 13. « Le conseil de famille ne peut conserver la tu-
« telle à la mère qui se remarie après avoir rempli l'obliga-
« tion prescrite par l'article 10 qu'en lui donnant pour co-
« tuteur ce second mari, qui devient solidairement respon-
« sable de la gestion. »

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit qu'il serait bien dur d'obliger le père à soumettre à la famille le mariage qu'il se propose de contracter.

Mais, au lieu de soumettre le père à la formalité humiliante de l'aveu de la famille sur son mariage , ne pourrait-on pas donner une action à la famille , ou plutôt encore au ministère public , pour le faire déclarer déchu de la tutelle, si son nouveau mariage compromettrait en effet les intérêts de ses enfans ?

A l'égard de la mère , le père devrait être autorisé à lui ôter, par son testament, jusqu'au titre de tutrice, dans le

cas où elle se remarierait. Si le père n'avait rien statué, ou qu'on crût devoir refuser au père le droit dont on vient de parler, il faudrait que la mère fût obligée à consulter la famille sur son mariage, et que l'omission de cette formalité rendît son second mari responsable de la gestion.

Il est des dispositions très-sages dans les articles que M. *Bigot-Préameneu* vient de rappeler; mais il n'est pas juste de confondre le père et la mère, car le mariage du père ne change pas l'état de la famille : elle conserve toujours le même chef, tandis que la mère remariée passe dans une autre famille et sous l'autorité de son second mari. Cette distinction a déjà servi de base aux articles adoptés au titre *de la Puissance paternelle*, aux termes desquels le père remarié conserve la jouissance des biens de ses enfans, tandis qu'au contraire la mère les perd si elle contracte un second mariage.

M. *BERLIER* dit qu'on pourrait retrancher du titre toutes les dispositions relatives au père remarié. Il demeurerait sous l'empire des principes généraux qui privent de la tutelle pour inconduite, mauvaise administration et autres cas déterminés. La loi ne s'expliquerait donc que sur la mère remariée, et alors on pourrait adopter les dispositions du projet de Code civil qui la concernent.

Toutes ces observations sont renvoyées à la section.

La section II est ainsi conçue :

SECTION II. — *De la Tutelle déferée par le père ou la mère.*

Art. 11. « Le droit individuel de choisir un tuteur parent 397
« ou même étranger n'appartient qu'au dernier mourant
« des père et mère. »

Art. 12. « Ce droit ne peut être exercé que de l'une des 397
« manières suivantes : et 397

« 1°. Par acte de dernière volonté ;

« 2°. Par une déclaration faite, ou devant le juge de paix

« assisté de son greffier, ou devant deux notaires, ou devant
« un notaire en présence de deux témoins. »

- 401 Art. 13. « Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas
« tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la
« classe des personnes qu'à défaut de cette élection spéciale
« le conseil de famille eût pu en charger. »

- 397 L'article 11 est discuté.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS demande si la mère conserve le droit de nommer le tuteur lorsqu'elle a été elle-même privée de la tutelle, ou lorsqu'elle est remariée.

Dans ce dernier cas, lui sera-t-il permis de faire porter son choix sur son second mari?

M. TRONCHET propose de n'accorder à la mère le droit de nommer le tuteur que lorsqu'elle-même est tutrice.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que la seconde des questions qu'il a proposées reste encore à décider.

Il ne voudrait pas que la loi prononçât l'exclusion du second mari, mais que sa nomination pût être contestée par la famille : les tribunaux prononceraient.

M. TRONCHET dit que la difficulté vient de ce qu'on a supprimé les dispositions présentées dans le projet de Code civil, suivant lesquelles le tuteur nommé par la mère devait être confirmé par la famille, lorsqu'il n'y avait pas contre lui de causes d'exclusion.

M. BERLIER dit que les causes d'exclusion existant pour tous les tuteurs, la confirmation de la famille est inutile à l'égard de celui auquel elles ne peuvent être appliquées ; et que, si l'on entend que la famille peut rejeter sans motifs celui que la loi n'exclut pas, c'est réduire l'élection faite par la mère à une simple désignation. Cette réponse à l'observation générale de M. Tronchet n'empêche pas qu'on n'examine la question particulière proposée par le Consul.

M. TREILHARD dit que le projet ne s'éloigne pas de l'idée du Consul Cambacérès. Il n'exclut pas de la tutelle le second mari de la mère ; mais il oblige la mère tutrice à faire agréer

à la famille le mari qu'elle choisit. Ainsi la famille défère à celui-ci la tutelle. Il est vrai qu'il peut s'être depuis rendu indigne de la confiance qu'il avait d'abord méritée ; mais les causes d'exclusion remédient à cet inconvénient.

M. BIGOT-PRÉAUMEU dit que le consentement de la famille au mariage ne doit pas empêcher de soumettre à sa confirmation le choix de la mère, si, en mourant, elle nomme son second mari tuteur. En effet, lorsque la famille a consenti à ce que la mère, en se remariant, conservât la tutelle, elle a pu être rassurée par la confiance qu'elle avait en la mère elle-même ; on ne doit pas en conclure qu'elle aura nécessairement la même confiance dans le second mari, quand il demeurera seul tuteur.

L'article est adopté avec l'amendement que la nomination faite par la mère de son second mari sera soumise à la confirmation de la famille.

Les articles 12 et 13 sont adoptés.

ap. 397,
392 et 401

La section III est ainsi conçue :

SECTION III. — *De la Tutelle des ascendants.*

Art. 14. « Lorsque l'enfant mineur n'a ni père ni mère, et 402 à 404
« qu'il ne lui a pas été choisi un tuteur par le dernier mou-
« rant de ses père et mère, la tutelle appartient de droit à
« son plus proche ascendant mâle.

« En cas de concours de deux ascendants au même degré,
« la tutelle est dévolue à l'ascendant paternel : il sera pro-
« cédé au choix du subrogé tuteur comme en l'article pré-
« cédent. »

M. BERLIER fait remarquer au Conseil que cet article diffère du projet de Code civil en ce que la confirmation de la famille n'est pas exigée. Peut-être, dit-il, est-ce trop donner aux ascendants, souvent très-âgés et peu habiles.

M. TRONCHET dit qu'il existe entre les deux projets une différence encore plus importante : elle consiste en ce que la section exclut les aïeules de la tutelle de droit, tandis

qu'elles y étaient appelées par le projet de Code civil.

M. BERLIER répond que l'intention de la section n'a pas été d'exclure absolument les aïeules de la tutelle, mais qu'il lui a paru dangereux d'admettre de plein droit des personnes en qui la faiblesse du sexe est jointe à la faiblesse de l'âge. En leur ôtant la vocation de loi, on leur a laissé la faculté d'être nommées par le conseil de famille, qui appréciera celles qui peuvent porter un tel fardeau.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que, dans tous les cas, la préférence doit être accordée aux ascendans de la ligne paternelle, en déférant la tutelle à l'ascendant mâle, lorsqu'il est en concurrence avec sa femme; que l'esprit de famille ne peut être véritablement conservé que dans cette ligne; et que, si cet avis n'est pas adopté, il faut rédiger l'article de manière à autoriser toutes les conventions qui dérogeront à la loi.

M. BERLIER dit que la mère a des titres qui n'appartiennent pas à l'aïeule paternelle, ni même à aucun ascendant mâle de cette ligne : elle a porté l'enfant dans son sein, elle l'a élevé; elle doit nécessairement avoir pour lui une affection plus vive que l'ascendante d'un degré supérieur. En cette matière la distinction des lignes n'est rien; et la mère d'ailleurs a sur l'aïeule l'avantage de n'être pas affaiblie par les années.

M. PORTALIS dit que la question est oiseuse, parce que l'aïeule s'excusera d'accepter la tutelle lorsqu'elle ne se sentira pas assez de force pour la gérer.

M. TREILHARD dit qu'on doit craindre que des conseils perfides et intéressés ne déterminent l'aïeule à se charger de la tutelle quoiqu'elle soit très-incapable.

M. RÉAL dit que cette considération doit faire préférer les dispositions du projet de Code civil.

M. BERLIER dit qu'une aïeule n'est pas toujours d'un âge assez avancé pour qu'il lui soit impossible d'administrer la tutelle. C'est par cette raison que le projet permet qu'elle soit

nommée tutrice, s'il n'y a pas d'autres tuteurs *légitimes*.

Mais il reste à examiner si, en étendant ses droits, on la fera concourir avec les ascendans mâles, ou si la tutelle sera, à son égard, légitime et nécessaire, ou seulement dative.

M. BIGOT-PRÉAMENEU rappelle que le projet de Code civil fait intervenir la famille pour prononcer sur le concours entre l'ascendant et l'ascendante.

M. TRONCHET accorde que les ascendantes ne soient exclues que lorsqu'il y a des ascendans; mais il reste à décider si l'aïeul d'un degré plus éloigné exclura l'aïeule d'un degré plus proche.

M. TREILHARD dit que la tutelle est un office viril; la mère n'y est appelée que par une exception qu'il serait peut-être convenable de faire disparaître, à plus forte raison ne faut-il point y appeler l'aïeule.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que, dans son opinion, la mère elle-même devrait être exclue de la tutelle, en lui laissant cependant la garde de ses enfans.

Toutes ces observations sont renvoyées à la section.

La section IV est ainsi conçue :

SECTION IV. — *De la Tutelle déferée par le conseil de famille.*

Art. 15, 16, 17, 18 et 19 (*les mêmes que les articles 14, 405 à 407 et 409* 15, 16, 17 et 18 de la rédaction qui précède).

Art. 20. « Le délai pour comparaître sera réglé par le 411
« juge de paix à jour fixe, mais de manière qu'il y ait tou-
« jours, entre la citation notifiée et le jour indiqué pour la
« réunion du conseil, un intervalle de trois jours au moins,
« quand toutes les parties citées résideront dans la commune,
« ou dans la distance de deux myriamètres.

« Toutes les fois que, parmi les parties citées, il s'en trou-
« vera de domiciliées au-delà de cette distance, le délai sera
« augmenté d'un jour par trois myriamètres. »

Art. 21. « Tout parent, allié ou ami convoqué, et qui, 413
« sans excuse légitime, ne comparaitra point, encourra une

« amende qui ne pourra excéder cinquante francs, et sera
« prononcée sans appel par le juge de paix. »

414 à 425
et 432

Art. 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 (*les mêmes que les articles 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 de la rédaction précédente*).

419 Art. 32. « La tutelle est une charge personnelle qui ne
« passe point aux héritiers du tuteur ; ceux-ci seront seule-
« ment responsables de la gestion de leur auteur ; et s'ils
« sont majeurs, ils seront tenus de la continuer jusqu'à la
« nomination d'un nouveau tuteur. »

405 et 406

Les articles 15, 16 et 17 sont discutés.

M. TRONCHET observe, sur l'article 17, qu'il est nécessaire d'examiner d'abord si la responsabilité sera solidaire entre parens au même degré.

M. DEFERMON dit que, si la responsabilité n'était ainsi réglée, les parens du degré le plus éloigné en porteraient le poids autant que ceux du degré le plus proche.

M. BIGOT-PRÉAMENEU dit que la section a entendu proposer qu'il y aurait responsabilité solidaire entre les parens de chaque degré, mais qu'elle serait bornée aux parens résidant dans l'arrondissement.

M. TREILHARD pense que cette limitation aux parens présens est indispensable : il serait possible en effet que les autres ignorassent la mort du père. D'ailleurs, comme le juge doit convoquer d'office, on peut, sans exposer les intérêts du mineur, restreindre l'obligation des parens.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que la nouvelle organisation des justices de paix ayant donné plus d'étendue aux arrondissemens, il arrivera souvent que tous les parens domiciliés dans le même ressort ne seront réellement pas instruits de la mort du père, et qu'ainsi l'article deviendra injuste à leur égard. Cette considération doit décider à ne rendre indéfiniment responsable que les parens qui se trouvent dans la résidence du défunt, et les autres en cas de négligence seulement. Une

Disposition plus étendue serait vexatoire ; elle exposerait des parens de bonne foi à se voir recherchés , après un laps de temps considérable , pour n'avoir pas fait des actes conservatoires dont ils ignoraient la nécessité.

Il n'en est pas ici comme dans le cas d'une assemblée de famille : tous ceux qui doivent se trouver à une telle assemblée, ayant été avertis, n'ont pas d'excuse, et sont punissables s'ils ne s'y rendent.

M. BIGOT-PRÉAMENEU voudrait que la responsabilité ne portât que sur les plus proches parens qui se trouvent dans sa résidence.

M. TREILHARD dit qu'elle doit s'étendre même aux plus éloignés, pourvu qu'ils soient dans la résidence, et en suivant l'ordre établi par le projet.

M. BIGOT-PRÉAMENEU met peu de confiance dans la solidarité : en général elle est nulle. Dans la ci-devant Bretagne, où elle était établie, les juges la trouvaient si dure, qu'ils en affranchissaient toujours sous quelque prétexte. Quant à la responsabilité personnelle, il est inutile que la loi s'en explique, puisqu'elle est de droit.

M. THIBAudeau dit que la responsabilité qu'on propose présente beaucoup de difficultés. On pourrait charger le juge de paix de convoquer la famille, ou l'officier de l'état civil de donner avis du décès aux parens.

M. TREILHARD observe que les parens peuvent n'être pas connus de l'officier de l'état civil.

M. TRONCHET dit que la responsabilité, faute de convocation, lui a toujours paru avoir des inconvéniens ; et d'ailleurs l'expérience en a prouvé l'inutilité. Elle n'avait lieu en effet que dans la ci-devant Bretagne ; et cependant, dans toutes les autres parties de la France, les intérêts des mineurs n'étaient pas compromis, parce que le ministère public veillait pour eux et faisait apposer les scellés.

Les articles sont renvoyés à la section pour les rédiger d'après les amendemens proposés par le Consul Cambacérès.

407 L'article 18 est discuté.

M. BIGOT-PRÉAMENEU demande que le conseil de famille soit toujours formé en nombre impair.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS ne voudrait pas que tous les parens fussent appelés, quel que soit leur degré; il voudrait qu'on appelât les plus proches, fussent-ils même hors de l'arrondissement; autrement il pourrait arriver que des frères même se trouveraient exclus de l'assemblée, et des parens des degrés plus éloignés ne seraient convoqués que jusqu'à concurrence d'un certain nombre. Les parens résidant hors de l'arrondissement pourraient proposer leur excuse et seraient remplacés par ceux du degré subséquent. On fait concourir les parens de chaque ligne dans une proportion aussi égale qu'il serait possible, et le concours entre les degrés de chaque ligne serait réglé: on pourrait, par exemple, appeler ensemble les frères et les oncles.

L'article sera rédigé conformément à ces amendemens.

409 L'article 19 est discuté.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS demande que la convocation ne soit pas étendue aux voisins. Les rapports de voisinage ne sont plus d'aucune considération dans les mœurs actuelles. Or, il serait injuste de soumettre à une responsabilité gênante des citoyens que le hasard fait demeurer quelquefois momentanément auprès du père décédé, et qui leur était peut-être inconnu. Il n'en est pas de même des amis, ou du moins de ceux qui avaient des rapports habituels avec le décédé. Ceux-ci pourraient être appelés; et la commune renommée, ainsi que la déclaration des gens de la maison, suffiraient pour les faire connaître.

M. TRONCHET propose de faire désigner par le juge de paix ceux qui doivent former l'assemblée.

M. TREILHARD pense que ce choix ne devrait avoir tout au plus lieu que sur une liste fournie par les parens, c'est-à-dire par ceux qui ont intérêt à la nomination du tuteur.

L'article est adopté avec l'amendement proposé par le Consul.

L'article 20 est adopté.

411

L'article 21 est discuté.

413

M. BIGOT-PRÉAMENEU propose d'autoriser les parens à comparaître par un fondé de pouvoir.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que si cette facilité leur était refusée, les plus proches parens se trouveraient quelquefois dans l'impossibilité de concourir au choix du tuteur. Cependant, ajoute le Consul, afin que la nomination ne soit pas remise à l'arbitrage d'un seul ou d'un trop petit nombre d'électeurs, il conviendra de ne pas permettre que plusieurs se fassent représenter par le même fondé de pouvoir.

M. BERLIER dit qu'on pourrait échapper à l'inconvénient dont a parlé le Consul en exigeant que chaque procuration désignât l'individu qu'entend élire le parent qui la donne.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS répond que le fondé de pouvoir doit être autorisé à voter, parce que c'est la délibération qui détermine le choix. D'ailleurs, si celui qui est nommé s'excuse, il importe qu'on le remplace aussitôt.

L'article est adopté avec les amendemens proposés par le Consul Cambacérès et par M. Bigot-Préameneu.

La suite de la discussion est ajournée.

(Procès-verbal de la séance du 29 vendémiaire an XI. — 21 octobre 1802.)

On reprend la discussion de la section IV du chapitre II du titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*.

Les articles 22 et 23 sont adoptés.

414-415

L'article 24 est discuté.

416

M. TRONCHET propose de charger le juge paix de départager : la nomination du tuteur serait trop différée s'il fallait s'en rapporter à un autre départageant ; car il ne serait pas naturel de choisir un membre de l'assemblée ; et cependant

on ne pourrait appeler, pour départager, une personne absente, sans recommencer la délibération en sa présence.

L'article est adopté avec l'amendement de M. *Tronchet*.

sect. 5 Les articles 25 et 26 sont ajournés pour former une section nouvelle.

av. 417 L'article 27 est discuté.

M. TREILHARD pense que le tuteur ne doit user que sous l'autorisation de la famille, de la faculté que lui accorde cet article; autrement il pourrait consumer en frais le patrimoine du mineur.

M. BERLIER répond que, lors du compte de tutelle, ces frais d'administration ne lui seraient pas alloués en dépense s'ils étaient jugés inutiles.

L'article est adopté avec l'amendement de M. *Treilhard*.

417 L'article 28 est discuté.

M. TRONCHET propose de faire toujours nommer le tuteur par les membres de la famille résidant au lieu où la succession est ouverte, parce qu'il peut arriver qu'un mineur résidant en France n'ait point de parens dans les colonies où une partie de ses biens est située, et réciproquement.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS propose de décider que si le pupille réside en France, ses parens de France nomment le tuteur qui gérera ses biens dans les colonies; que si ce tuteur s'excuse, il sera pourvu sur les lieux à son remplacement.

L'article est adopté avec cet amendement.

417 L'article 29 est discuté.

M. BIGOT-PRÉAMENEU demande la suppression de cet article.

Il observe que la disposition qu'il renferme fournirait un motif de refus aux parens les plus proches; car il peut arriver qu'ils n'aient pas été appelés à l'assemblée: si l'absent peut alléguer une excuse valable, il sera libre de refuser la tutelle.

M. TREILHARD ajoute que d'ailleurs il est possible que tous

les individus appelés à l'assemblée, ou soient incapables de la tutelle, ou aient le droit de refuser.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS consent à la suppression de l'article, pourvu que l'on conserve à l'absent le droit de s'excuser lorsqu'il y aura des parens plus proches capables de la tutelle.

L'article est supprimé.

La proposition du Consul est adoptée et renvoyée à la section V.

L'article 30 est supprimé.

Ib.

Les articles 31 et 32 sont adoptés.

418-419.

On reprend la discussion des articles 25 et 26.

sect. 5.

Ils sont adoptés pour être placés dans une section particulière.

La section V est soumise à la discussion. Elle est ainsi conçue :

SECTION V.—*Des Causes qui dispensent de la tutelle.*

Art. 33, 34 et 35 (*les mêmes que les articles 32, 33 et 34 de la première rédaction*). 427-428 et 430

Art. 36. « Ceux, au contraire, à qui lesdites fonctions, services ou missions auront été conférés postérieurement à l'acceptation et gestion d'une tutelle, pourront, s'ils ne veulent la conserver, faire convoquer un conseil de famille pour y être procédé à leur remplacement. » 431

« Si, à l'expiration de ses fonctions, services ou missions, le nouveau tuteur réclame sa décharge, ou que l'ancien redemande la tutelle, elle pourra lui être rendue par le conseil de famille. »

Art. 37 et 38 (*les mêmes que les articles 36 et 37 de la rédaction du premier procès-verbal*). 433-434

Art. 39. « Deux tutelles sont pour toutes personnes une juste dispense d'en accepter une troisième. » 435

« Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé d'une telle, ne pourra être tenu d'en accepter une seconde, excepté celle de ses enfans. »

426 Art. 40. « Ceux qui ont cinq enfans légitimes sont dis-
« pensés de toute tutelle autre que celle desdits enfans.

« Les enfans morts en activité de service dans les armées
« de la République seront toujours comptés pour opérer
« cette dispense.

« Les autres enfans morts ne seront comptés qu'autant
« qu'ils auront eux-mêmes laissé des enfans actuellement
« existans. »

437 Art. 41. « La survenance d'enfans pendant la tutelle ne
« pourra autoriser à l'abdiquer. »

438 Art. 42. « Si le tuteur nommé est présent à la délibération
« qui lui défère la tutelle, il devra sur-le-champ, et sous
« peine d'être déclaré non-recevable dans toute réclamation
« ultérieure, proposer ses excuses, sur lesquelles le conseil
« de famille délibérera. »

439 Art. 43. « Si le tuteur nommé n'a pas assisté à la délibé-
« ration qui lui a déferé la tutelle, il pourra faire convoquer
« le conseil de famille pour délibérer sur ses excuses.

« Ses diligences à ce sujet devront avoir lieu dans le délai
« de trois jours à partir de la notification qui lui aura été
« faite de sa nomination, lequel délai sera augmenté d'un
« jour par trois myriamètres de distance du lieu de son do-
« micile à celui de l'ouverture de la tutelle : passé ce délai,
« il sera non recevable. »

440-441 Art. 44 et 45 (*les mêmes que les articles 42 et 43 du premier
procès-verbal*).

447 L'article 33 est adopté.

448 L'article 34 est discuté.

M. TREILHARD trouve cet article trop vague. Un citoyen capable d'être tuteur peut être chargé, au moment de la nomination, d'une mission de très-courte durée; il ne serait pas juste qu'elle devînt pour lui une excuse. Il y a d'ailleurs des missions secrètes qui ne peuvent être alléguées.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que tout se concilierait si l'on

faisait dépendre de la volonté du gouvernement l'application de l'excuse : ce serait le gouvernement qui , d'après la connaissance qu'il aurait de la nature et de la durée de la mission , déciderait si elle doit excuser de la tutelle.

M. BÉRENGER dit que l'intérêt public a toujours été un motif de dispenser de la tutelle : il doit , sans doute , l'emporter sur l'intérêt particulier du mineur. Il est même des circonstances où l'on ne pourrait, sans injustice , faire céder à cet intérêt du mineur l'intérêt du tuteur élu ; tel serait le cas où ce dernier ne pourrait gérer la tutelle sans sacrifier son état et la subsistance de sa famille : il conviendrait donc de donner plus de latitude aux motifs de dispense.

L'article est adopté avec l'amendement proposé par le Consul.

Les articles 35 , 36 , 37 et 38 sont adoptés.

430 à 434

L'article 39 est discuté.

435

M. REGNAUD (de Saint-Jean-d'Angely) demande si la disposition est bornée aux pères des militaires morts des suites de leurs blessures.

M. BERLIER répond qu'elle s'applique indistinctement aux pères de tous ceux qui sont morts au service de la République , quelle que soit la cause de leur mort.

L'article est adopté.

Les articles 40 , 41 , 42 , 43 , 44 et 45 sont adoptés.

436 à 441

La section VI est ainsi conçue :

SECTION VI. — *De l'Incapacité, des Exclusions et Destitutions de la tutelle.*

Art. 46. « Ne peuvent être tuteurs ni membres des conseils
« de famille ,

« 1°. Les mineurs, excepté le père ou la mère ;

« 2°. Les interdits ;

« 3°. Les femmes , autres que la mère et les ascendantes ;

« 4°. Tous ceux qui ont ou dont les père ou mère ont avec
« le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur , sa

« fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis. »

442-443

Art. 47. « Sont exclus de la tutelle, et même destituables
« dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement
« déferée,

« 1°. Ceux qui ont été ou viendraient à être condamnés à
« une peine afflictive ou infamante ;

« 2°. Les gens d'une conduite notoire ;

« 3°. Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité. »

445

Art. 48. « Tout individu qui aura été exclu ou destitué
« d'une tutelle ne pourra être membre d'un conseil de
« famille. »

446

Art. 49. « La poursuite de la destitution appartient au
« subrogé tuteur.

« Tout créancier ou parent du mineur peut aussi s'adresser
« au juge de paix, qui, lorsqu'il y aura lieu, convoquera le
« conseil de famille pour délibérer sur la destitution. »

447

Art. 50. « Toute délibération du conseil de famille qui
« prononcera l'exclusion ou la destitution du tuteur sera
« motivée, et ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou
« appelé le tuteur. »

448

Art. 51. « Si le tuteur adhère à la délibération, il en sera
« fait mention, et le nouveau tuteur entrera aussitôt en
« fonctions.

« S'il y a réclamation, le subrogé tuteur poursuivra l'ho-
« mologation de la délibération devant le tribunal de pre-
« mière instance, qui prononcera, sauf l'appel.

« Le tuteur destitué peut lui-même, en ce cas, assigner
« le subrogé tuteur pour se faire déclarer maintenu en la
« tutelle. »

449

Art. 52. « Les parens ou alliés qui auront requis la convo-
« cation pourront intervenir dans la cause, qui sera ins-
« truite et jugée comme affaire urgente. »

442 à 445

Les articles 46, 47 et 48 sont adoptés.

446

L'article 49 est discuté.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS demande pourquoi la section n'accorde pas aussi l'action en destitution aux parens les plus proches.

M. BERLIER répond qu'on a cru ne devoir imposer qu'au subrogé tuteur l'obligation de poursuivre la destitution ; mais qu'on n'a pas entendu exclure les parens les plus proches de la faculté d'exercer cette action.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS pense qu'il serait utile de déclarer explicitement que les parens, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, ont le droit de poursuivre à leurs frais, devant les tribunaux, la destitution du tuteur. Ils déféreraient aux juges la délibération de la famille, si elle tendait à maintenir la tutelle à celui qui l'exercerait.

L'article est adopté avec l'amendement du Consul.

Les articles 50, 51 et 52 sont adoptés.

447 à 449

La section VII est ainsi conçue :

SECTION VII. — *De l'Administration du tuteur.*

Art. 53. « Le tuteur prendra soin de la personne du mineur. 450

« Il administrera ses biens en bon père de famille, et ré-
« pondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter
« d'une mauvaise gestion.

« Il ne peut ni acheter les biens du mineur, ni les prendre
« à ferme, à moins que le conseil de famille n'ait autorisé le
« subrogé tuteur à lui en passer bail, ni accepter la cession
« d'aucun droit ou créance contre son pupille. »

Art. 54, 55, 56 et 57 (*les mêmes que les articles 53, 54, 451 à 452
55 et 56 du premier procès-verbal*). et 457

Art. 58. « Les délibérations du conseil de famille, relatives 458
« à cet objet, ne seront exécutées qu'après que le tuteur en
« aura demandé et obtenu l'homologation devant le tribunal
« civil de première instance, qui y statuera en la chambre du
« conseil, et après avoir entendu le commissaire du gou-
« vernement. »

Art. 59. « La vente se fera publiquement, en présence du 459

« subrogé tuteur, aux enchères, qui seront reçues par un
« commissaire du tribunal civil, ou autre officier public par
« lui délégué, et à la suite de trois affiches apposées par
« trois dimanches consécutifs aux lieux accoutumés dans le
« canton.

« Chacune de ces affiches sera visée et certifiée par le maire
« des communes où elles auront lieu. »

460 Art. 60. « Les formalités exigées par les trois articles précé-
« dens pour l'aliénation des biens du mineur ne s'appliquent
« point au cas où il deviendrait nécessaire de liciter sur la
« provocation d'un copropriétaire indivis.

« Seulement, et en ce cas, la licitation ne pourra se faire
« que devant un officier public, après trois affiches apposées
« et visées comme il est dit en l'article précédent : les étran-
« gers y seront nécessairement admis. »

461 à 465 Art. 61, 62 et 63 (*les mêmes que les articles 60, 61 et 62
du premier procès-verbal*).

466 Art. 64. « Pour obtenir, à l'égard du mineur, tout l'effet
« qu'il aurait entre majeurs, le partage, dans le cas même
« où la tutelle est exercée par le père ou la mère, devra être
« fait en justice.

« Il sera précédé d'une estimation faite par experts nom-
« més par le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la suc-
« cession.

« Ces experts, après avoir affirmé leur estimation devant
« le président du même tribunal, procéderont à la division
« des héritages, et à la formation des lots, qui seront tirés au
« sort et en présence soit d'un commissaire du tribunal, soit
« d'un officier public par lui délégué, lequel fera la déli-
« vrance des lots. »

ap. 466 Art. 65. « Dans le cas où le partage en justice est provoqué
« au nom du mineur et dans son intérêt, les frais de justice
« seront par lui supportés ;

« Au cas contraire, ils seront supportés par tous les copar-
« tageans. »

Art. 66 (*le même que l'article 65 du premier procès-verbal*). 468

L'article 53 est adopté. 450

L'article 54 est discuté. 451

M. TRONCHET dit que la dernière disposition de cet article paraît sans objet, puisque le tuteur ne peut se prétendre créancier sans rapporter le titre de sa créance.

M. JOLLIVET répond qu'on doit pourvoir à ce qu'il ne puisse faire revivre sa créance en supprimant la quittance qu'il a donnée.

L'article est adopté.

Les articles 55 et 56 sont adoptés. 452-453

L'article 57 est discuté. 457

LE CONSUL CAMBACÉRÈS pense que cet article est trop précis. Il est encore d'autres cas que ceux qu'il spécifie, où l'intérêt du mineur peut exiger l'aliénation d'un immeuble ou d'un emprunt.

La garantie du mineur dépend surtout de l'impuissance où doit être le tuteur d'aliéner ou d'emprunter sans y avoir été autorisé.

M. TRONCHET rappelle que les anciennes lois se bornaient à défendre les aliénations, hors les circonstances où elles étaient commandées par une *nécessité absolue*, ou par un *avantage évident du mineur*. Elles embrassaient ainsi tous les cas.

La rédaction proposée par M. Tronchet est adoptée.

Les articles 58 et 59 sont adoptés. 458 459

L'article 60 est discuté. 460

M. BIGOT-PRÉAUMEU pense qu'il conviendrait d'exiger une estimation préalable.

M. RÉAL dit que cette formalité entraîne des frais trop considérables, surtout lorsqu'il faut ensuite entamer une procédure pour obtenir l'autorisation de vendre au-dessous de l'estimation.

L'article est adopté.

46. à 463 L'article 61 est discuté.

M. BERLIER observe que, dans cet article, la section s'est écartée du projet de Code civil. Elle a pensé que le tuteur ne devait pas avoir le droit de priver, même provisoirement, son pupille d'une succession ou d'une libéralité quelconque.

M. TRONCHET dit que les rédacteurs du projet, en donnant au tuteur le pouvoir de répudier une succession ou une donation, pourvoient néanmoins à la sûreté du mineur, en l'autorisant à reprendre la succession ou la donation à sa majorité.

M. TREILHARD dit que cette garantie paraît suffisante.

M. BERLIER observe qu'elle peut ne pas l'être, parce que le mineur serait obligé de prendre les choses dans l'état où elles se trouveraient à sa majorité.

M. JOLLIVET pense que le pouvoir qu'on propose de donner au tuteur est dans l'intérêt du mineur; car la succession qui lui échoit peut être tellement embarrassée, que le tuteur, pour la liquider, soit forcé de dépenser une partie du patrimoine de son pupille.

M. TRONCHET ajoute que si la succession est onéreuse, le mineur, après avoir vu consumer en frais une partie de ses biens actuels, peut demeurer encore chargé des dettes du défunt.

Ces diverses observations sont renvoyées à la section.

464 L'article 62 est discuté.

M. TRONCHET demande qu'on retranche l'exception exprimée dans cet article en faveur des pères et mères, puisque la loi ne leur accorde pas le droit d'aliéner les biens du mineur.

L'article est adopté avec cet amendement.

465-466 Les articles 63 et 64 sont adoptés sauf rédaction.

ap. 466 L'article 65 est discuté.

M. TREILHARD demande la suppression de cet article. Il observe que quand le partage est reconnu nécessaire et juste, c'est la chose qui doit en supporter les frais.

L'article est supprimé.

L'article 66 est adopté.

468

La section VIII est ainsi conçue :

SECTION VIII. — *Des Comptes de tutelle.*

Art. 67. « Tout tuteur est de plein droit comptable de sa 469
« gestion lorsqu'elle finit. »

Art. 68. « Tout tuteur, autre que le père et la mère, peut 470
« être tenu, même durant la tutelle, de remettre au subrogé
« tuteur des états de situation de sa gestion aux époques que
« le conseil de famille aura jugé à propos de fixer, sans néan-
« moins que le tuteur puisse être astreint à en rendre plus
« d'un chaque année.

« Ces états de situation seront rédigés et remis sans frais
« sur papier non timbré, et sans aucune formalité de justice. »

Art. 69, 70, 71, 72, 73 et 74 (*les mêmes que les articles 68, 454-456-
69, 70, 71, 72 et 73 de la rédaction contenue au premier pro- 471 = 474*
cès-verbal).

Les articles 67 et 68 sont adoptés.

469-470

L'article 69 est discuté.

454-456

M. BIGOT-PRÉAMENEU rappelle, sur la dernière disposition de cet article, que le droit actuel donne au tuteur un délai de six mois pour faire emploi.

M. BERLIER dit que le tuteur peut mettre sa responsabilité à couvert, en soumettant au conseil de famille les obstacles qu'il rencontre à faire emploi avec plus ou moins de célérité.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que si l'on ne donne au tuteur un délai suffisant pour chercher un placement sûr et avantageux, on l'expose à mal placer.

L'article est adopté avec l'amendement proposé par M. Bigot-Préameneu.

Les articles 70, 71, 72, 73 et 74 sont renvoyés à la section 471 à 474 pour en retrancher les dispositions qui blessent le droit que le pupille acquiert par la majorité, de régler par lui-même ses affaires.

La section IX est ainsi conçue :

SECTION IX. — *Des Garanties relatives à la tutelle.*

Art. 75, 76, 77 et 78 (*les mêmes que les articles 75, 76, 77 et 78 de la rédaction contenue au premier procès-verbal*).

L'article 75 est discuté.

M. MALEVILLE dit que la responsabilité qu'établit cet article n'a existé jusqu'ici que dans le cas où il y avait dol de la part des nominateurs.

M. BIGOT-PRÉAMENEU dit que la loi de la ci-devant Bretagne, qui rendait les nominateurs responsables, n'a jamais été exécutée.

M. TRONCHET observe qu'il est difficile de répondre de la solvabilité d'un individu, parce qu'il est difficile de la connaître.

M. JOLLIVET propose de ne pas rendre les nominateurs responsables. Le mineur trouve une garantie suffisante de leur choix dans l'intérêt qu'ils ont de ne pas exposer à la dilapidation une succession que peut-être ils recueilleront un jour.

M. BÉRENGER ajoute qu'il ne convient pas de rendre la fortune de plusieurs citoyens incertaine, dans la vue d'assurer celle d'un seul.

Les articles 75, 76, 77, et la première partie de l'article 78, sont supprimés.

La seconde partie de ce dernier article est adoptée.

La suite de la discussion du titre est ajournée.

(Procès-verbal de la séance du 6 brumaire an XI. — 28 octobre 1802.)

On reprend la discussion du titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*.

388 et ap. M. BERLIER reproduit le chapitre *de la Minorité*, dont la discussion avait été ajournée dans la séance du 22 vendémiaire.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que les articles 2 et 3 entrent 388 et ap. dans le chapitre *de l'Émancipation*.

Ils sont renvoyés à ce chapitre.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que la seule question que présente l'article 1^{er} est celle de savoir s'il ne convient pas de reculer la majorité à un âge plus avancé.

Ce changement pourrait être utile ; mais comme depuis long-temps la majorité est fixée à vingt-un ans , et que d'ailleurs il paraît conséquent de faire coïncider la majorité civile avec la majorité politique , il y aurait peut-être quelque inconvénient à abroger le droit établi.

L'article est adopté.

M. BERLIER présente le chapitre III, intitulé *de l'Émancipation* ; il est ainsi conçu :

De l'Émancipation.

ch. 3

Art. 79 , 80 , 81 , 82 , 83 , 84 , 85 , 86 , 87 et 88 (*les mêmes que les articles 78 , 79 , 80 , 81 , 82 , 83 , 84 , 85 , 86 et 87 de la rédaction contenue au premier procès-verbal*).

L'article 79 , premier du chapitre , est adopté.

476

L'article 80 est discuté.

477

M. PORTALIS pense que la volonté des père et mère , et même de la famille , ne doit pas , à l'égard de l'émancipation , être subordonnée à la condition que le mineur aura dix-huit ans accomplis ; on s'exposerait à compromettre quelquefois son établissement , car il peut dépendre de son émancipation.

Cependant il importe de fixer pour l'émancipation un âge au-dessous de dix-huit ans ; car l'émancipation ne serait plus qu'un cruel abandon si elle mettait le mineur hors de tutelle lorsque sa faiblesse a encore besoin de protection.

M. MALEVILLE ajoute que d'ailleurs un tuteur pourrait

chercher à se délivrer de la tutelle par une émancipation prématurée.

M. BERLIER propose de n'accorder qu'aux pères et mères le pouvoir d'émanciper le mineur au-dessous de dix-huit ans, pourvu qu'il en ait au moins quinze.

Cette proposition est adoptée.

La condition de l'âge de dix-huit ans est maintenue à l'égard de la famille.

478 L'article 81 est discuté.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS propose de ne pas admettre l'émancipation de plein droit, mais d'autoriser seulement le mineur à demander son émancipation lorsqu'il a atteint dix-huit ans, et de faire statuer par le tribunal.

Cet amendement est adopté.

47. L'article 82 est rejeté comme ne se conciliant pas avec les dispositions adoptées.

30-481 Les articles 83 et 84 sont adoptés.

482 L'article 85 est discuté.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS demande la suppression de la dernière disposition, attendu qu'il est quelquefois utile de donner au mineur un autre curateur que l'individu qui a rempli les fonctions du tuteur, ne fût-ce que pour préparer l'action en reddition de compte de tutelle.

L'article est adopté avec cet amendement.

484 L'article 86 est discuté.

M. MALEVILLE demande si cet article donne au mineur le droit d'emprunter jusqu'à concurrence des revenus cumulatifs de toutes les années qui doivent s'écouler jusqu'à sa majorité, ou seulement jusqu'à concurrence du revenu de chaque année.

M. BERLIER répond que cette faculté n'est donnée au mineur que pour le revenu de chaque année.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS pense que le mineur ne doit jamais pouvoir emprunter sans l'autorisation de la famille.

M. TREILHARD observe qu'un mineur peut emprunter indirectement en achetant à crédit. La disposition de l'article serait utile pour ce cas : il faut l'empêcher de dépenser de cette manière au-delà de son revenu de l'année. Cependant il est nécessaire d'accorder ce terme, afin de ne pas exposer à des pertes les fournisseurs de bonne foi.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que cette règle serait une faible garantie pour ces fournisseurs : aucun d'eux ne peut connaître exactement les revenus du mineur ni la somme jusqu'à concurrence de laquelle ils sont déjà engagés. Il serait plus juste de valider les créances pour les fournitures qui n'excéderaient pas les besoins présumés du pupille, suivant son état et ses facultés.

Les deux propositions du Consul sont adoptées.

L'article 87 est discuté.

485-486

M. BERLIER dit que, quoique cet article semble se rattacher à l'article précédent, il est essentiel de maintenir le principe qu'il établit, et qui tend à replacer sous la tutelle le mineur qui aura abusé de l'émancipation.

Car si la voie de l'emprunt lui est interdite sans l'autorisation de sa famille, il pourra, sans cette autorisation, faire des achats et autres simples actes relatifs à son administration : mais s'il a contracté des obligations immodérées, et que les tribunaux aient été dans le cas de les réduire, il ne conviendrait pas de lui laisser une administration dans laquelle il aurait si mal répondu à l'attente de sa famille.

Sous ce rapport, l'émancipation acquiert un degré d'utilité immense : ce sera un stage dans lequel chacun craindra de malverser ; et l'on sent quelle influence ces premières années peuvent avoir sur le reste de la vie.

L'article est adopté sauf rédaction.

L'article 88 est adopté.

487

M. BERLIER présente une nouvelle rédaction du titre, faite
38.

d'après les amendemens adoptés dans les séances des 22 et 29 vendémiaire, et dans celle de ce jour.

LE CONSEIL l'adopte en ces termes :

CHAPITRE I^{er}.

De la Minorité.

388 Art. 1^{er}. (*le même que l'article 1^{er} de la première rédaction*).

CHAPITRE II.

De la Tutelle.

SECTION 1^{re}. — *De la Tutelle des père et mère.*

390 Art. 2 (*le même que l'article 4 de la rédaction contenue au procès-verbal du 20 frimaire an X*).

391 Art. 3. « Pourra néanmoins le père nommer à la mère
« survivante et tutrice un conseil spécial, sans l'avis duquel
« elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle.

« Si le père spécifie les actes pour lesquels le conseil sera
« nommé, la tutrice sera habile à faire les autres sans son
« assistance. »

392 Art. 4. « Cette nomination de conseil ne pourra être faite
« que de l'une des manières suivantes :

« 1°. Par acte de dernière volonté;

« 2°. Par une déclaration faite ou devant le juge de paix
« assisté de son greffier, ou devant deux notaires, ou devant
« un notaire en présence de deux témoins. »

393 Art. 5. « Si lors du décès du mari la femme reste enceinte.
« il sera nommé un curateur au ventre.

« A la naissance de l'enfant la mère en deviendra tutrice.
« et le curateur en sera de plein droit le subrogé tuteur. »

ap. 393 Art. 6 (*le même que l'article 8 de la rédaction contenue au procès-verbal du 22 vendémiaire an XI*).

394 Art. 7 (*le même que l'article 9 de la rédaction du 20 frimaire an X*).

395 Art. 8. « Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra,

« avant l'acte de mariage, convoquer le conseil de famille ,
 « qui décidera si la tutelle doit lui être conservée.

« A défaut de cette convocation, elle perdra la tutelle de
 « plein droit, et son nouveau mari sera solidairement res-
 « ponsable de l'indue gestion qui aura eu lieu depuis le nou-
 « veau mariage. »

Art. 9. « Lorsque le conseil de famille, dûment convoqué, 396
 « conservera la tutelle à la mère, il lui donnera nécessaire-
 « ment pour cotuteur le second mari, qui deviendra solidai-
 « rement responsable, avec sa femme, de la gestion posté-
 « rieure au mariage. »

SECTION II. — *De la Tutelle déferée par le père ou la mère.*

Art. 10 (*le même que l'article 11 de la rédaction contenue* 397
au procès-verbal du 22 vendémiaire an XI).

Art. 11. « Ce droit ne peut être exercé que dans les formes 398
 « prescrites par l'article 4, et sous les exceptions et modifi-
 « cations ci-après. »

Art. 12. « La mère remariée, et non maintenue dans la 399
 « tutelle des enfans de son premier mariage, ne peut leur
 « choisir un tuteur. »

Art. 13. « Lorsque la mère remariée, et maintenue dans la 400
 « tutelle, aura fait choix de son second mari, ou de quelque
 « parent ou allié de ce second mari, pour être tuteur des
 « enfans de son premier mariage, ce choix ne sera valable
 « qu'autant qu'il sera confirmé par le conseil de famille. »

Art. 14 (*le même que l'article 13 de la rédaction contenue* 401
au procès-verbal du 22 vendémiaire an XI).

SECTION III. — *De la Tutelle des ascendans.*

Art. 15. « Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur 402
 « par le dernier mourant de ses père et mère, la tutelle ap-
 « partient de droit à son aïeul paternel; à défaut de celui-ci,
 « à son aïeul maternel; et ainsi en remontant, de manière
 « que l'ascendant paternel soit toujours préféré à l'ascendant
 « maternel du même degré. »

403 Art. 16. « Si, à défaut de l'aïeul paternel et de l'aïeul ma-
 « ternel du mineur, la concurrence se trouvait établie entre
 « deux ascendants du degré supérieur qui appartenissent tous
 « deux à la ligne paternelle du mineur, la tutelle passera de
 « droit à celui des deux qui se trouvera être l'aïeul paternel
 « du père du mineur. »

404 Art. 17. « Si la même concurrence a lieu entre deux
 « bisaïeuls de la ligne maternelle, la nomination sera faite
 « par le conseil de famille, qui ne pourra néanmoins que
 « choisir l'un des deux ascendants en concours. »

SECTION IV. — *De la Tutelle déferée par le conseil de famille.*

405 Art. 18. « Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé res-
 « tera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère,
 413 « ni ascendants mâles, comme aussi lorsque le tuteur de l'une
 « des qualités ci-dessus exprimées se trouvera ou dans le cas
 417 « des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement
 « excusé, il sera pourvu par un conseil de famille à la nomi-
 « nation d'un tuteur. »

406 Art. 19. « Ce conseil sera convoqué, soit sur la réquisi-
 410 « tion et à la diligence des parens du mineur, de ses créan-
 « ciers ou d'autres parties intéressées, soit même d'office, et
 « à la poursuite du juge de paix du domicile du mineur; au-
 « quel effet toute personne pourra dénoncer à ce juge de paix
 414 « le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur. »

407 Art. 20. « Le conseil de famille sera composé, non com-
 « pris le juge de paix, de six parens ou alliés pris tant dans
 « la commune où la tutelle sera ouverte que dans la distance
 « de deux myriamètres, moitié du côté paternel, moitié du
 « côté maternel, et en suivant l'ordre de proximité dans
 « chaque ligne.

« Le parent sera préféré à l'allié du même degré, et parmi
 « les parens de même degré, le plus âgé à celui qui le sera
 « moins. »

408 Art. 21. « Les frères germains du mineur et les maris des

« sœurs germaines sont seuls exceptés de la limitation de
« nombre posée en l'article précédent.

« S'ils sont six ou au-delà , ils seront tous membres du
« conseil de famille, qu'ils composeront à eux seuls, avec les
« ascendantes s'il y en a.

« S'ils sont en nombre inférieur , les autres parens ne se-
« ront appelés que pour compléter le conseil. »

Art. 22. « Lorsque les parens ou alliés se trouveront en 409
« nombre insuffisant sur les lieux ou dans la distance dési-
« gnée par l'article 20, le juge de paix appellera , soit des
« parens ou alliés domiciliés à plus grandes distances , soit
« dans la commune même des citoyens connus pour avoir eu
« des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère
« du mineur. »

Art. 23. « Le juge de paix pourra , lors même qu'il y au- 410
« rait sur les lieux un nombre suffisant de parens ou alliés ,
« permettre de citer , à quelque distance qu'ils soient domi-
« ciliés , des parens ou alliés plus proches en degrés ou de
« mêmes degrés que les parens ou alliés présens ; de manière
« toutefois que cela s'opère en retranchant quelques-uns de
« ces derniers , et sans excéder le nombre réglé par les pré-
« cédens articles. »

Art. 24 (*le même que l'article 20 de la rédaction contenue* 411
au procès-verbal du 22 vendémiaire an XI).

Art. 25. « Les parens, alliés ou amis ainsi convoqués, se- 412
« ront tenus de se rendre en personne , ou de se faire repré-
« senter par un mandataire spécial.

« Le fondé de pouvoir ne peut représenter plus d'une per-
« sonne. »

Art. 26 (*le même que l'article 21 de la rédaction contenue* 413
au procès-verbal du 22 vendémiaire an XI).

Art. 27 et 28 (*les mêmes que les articles 21 et 22 de la ré-* 414-415
daction contenue au procès-verbal du 20 frimaire an X).

Art. 29. « Le conseil de famille sera présidé par le juge 416

« de paix , qui y aura voix délibérative et prépondérante en
« cas de partage. »

ap. 416
et 454

Art. 30. « Lorsqu'une partie des biens du mineur sera si-
« tuée dans des départemens continentaux trop éloignés de
« son domicile , le conseil de famille pourra autoriser le tu-
« teur à nommer un ou plusieurs administrateurs particuliers
« salariés, et gérant sous la responsabilité du tuteur. »

417

Art. 31. « Quand le mineur domicilié en France possédera
« des biens dans les colonies , ou réciproquement , l'admi-
« nistration spéciale des biens d'outre-mer sera donnée à un
« protuteur.

« En ce cas , le tuteur et le protuteur seront indépendans,
« et non responsables l'un envers l'autre pour leur gestion
« respective. »

418

Art. 32 (*le même que l'article 30 de la rédaction contenue au
procès-verbal du 20 frimaire an X*).

419

Art. 33 (*le même que l'article 32 de la rédaction contenue au
procès-verbal du 22 vendémiaire an XI*).

SECTION V. — *Du Subroge Tuteur.*]

420

Art. 34. « Dans toute tutelle il y aura un subrogé tuteur
« nommé par le conseil de famille.

« Ses fonctions consisteront à agir pour les intérêts du mi-
« neur, lorsqu'ils seront en opposition avec ceux du tuteur. »

421

Art. 35. « Lorsque les fonctions du tuteur seront dévolues
« à une personne de l'une des qualités exprimées aux sec-
« tions I, II et III ci-dessus , ce tuteur devra , avant d'entrer
« en fonctions, faire convoquer , pour la nomination d'un
« subrogé tuteur, un conseil de famille composé comme il
« est dit en la section IV.

« S'il s'est ingéré dans la gestion avant d'avoir rempli cette
« formalité , le conseil de famille, convoqué soit sur la réqui-
« sition des parens ou créanciers , soit d'office par le juge de
« paix , pourra , s'il y a eu du dol de la part du tuteur, lui

« retirer la tutelle, sans préjudice des indemnités dues au
« mineur. »

Art. 36. « Dans les autres tutelles, la nomination du su- 422
« brogé tuteur aura lieu immédiatement après celle du tu-
« teur. »

Art. 37. « En aucun cas, le tuteur ne votera pour la no- 423
« mination du subrogé tuteur, lequel sera pris, hors le cas
« de frères germains, dans celle des deux lignes à laquelle
« le tuteur n'appartiendra point. »

Art. 38. « Le subrogé tuteur ne remplacera pas de plein 424
« droit le tuteur, lorsque la tutelle deviendra vacante; mais
« il devra, en ce cas, sous peine des dommages-intérêts qui
« pourraient en résulter pour le mineur, provoquer la nomi-
« nation d'un nouveau tuteur. »

Art. 39. « Les fonctions du subrogé tuteur cesseront à la 425
« même époque que la tutelle. »

SECTION VI. — *Des Causes qui dispensent de la tutelle.*

Art. 40 et 41 (*ces articles sont les mêmes que les articles 32 427-428
et 33 de la rédaction donnée au procès-verbal du 20 frimaire
an X*).

Art. 42. « Si la mission est non authentique et contestée, 429
« la dispense ne sera prononcée qu'après que le gouverne-
« ment se sera expliqué par la voie du ministre dans le dé-
« partement duquel se placera la mission articulée comme
« excuse. »

Art. 43. « Les citoyens de la qualité exprimée aux trois 430
« articles précédens, qui ont accepté la tutelle postérieure-
« ment aux fonctions, services ou missions qui en dispensent,
« ne seront plus admis à s'en faire décharger pour cette
« cause. »

Art. 44. « Ceux, au contraire, à qui lesdites fonctions, 431
« services ou missions auront été conférés postérieurement à
« l'acceptation et gestion d'une tutelle, pourront, s'ils ne
« veulent la conserver, faire convoquer dans le mois un con-

« seil de famille pour y être procédé à leur remplace-
« ment.

« Si, à l'expiration de ses fonctions, services ou missions,
« le nouveau tuteur réclame sa décharge, ou que l'ancien
« redemande la tutelle, elle pourra lui être rendue par le
« conseil de famille. »

433-434 Art. 45 et 46 (*les mêmes que les articles 36 et 37 de la rédaction contenue au procès-verbal du 20 frimaire an X*).

435 Art. 47. « Deux tutelles sont pour toutes personnes une
« juste dispense d'en accepter une troisième.

« Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé d'une tutelle,
« ne pourra être tenu d'en accepter une seconde, excepté
« celle de ses enfans. »

436 Art. 48 (*le même que l'article 40 donné au procès-verbal du 29 vendémiaire an XI*).

437 Art. 49 (*le même que l'article 40 de la rédaction contenue au procès-verbal du 20 frimaire an X*).

438-439 Art. 50 et 51 (*les mêmes que les articles 42 et 43 du procès-verbal du 29 vendémiaire an XI*).

440-441 Art. 52 et 53 (*les mêmes que les articles 42 et 43 de la rédaction présentée dans la séance du 20 frimaire an X*).

SECTION VII. — *De l'Incapacité, des Exclusions et Destitutions de la tutelle.*

442 à 445 Art. 54, 55 et 56 (*les mêmes que les articles 46, 47 et 48 de la rédaction contenue au procès-verbal du 29 vendémiaire an XI*).

446 Art. 57. « Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitu-
« tion de tuteur, elle sera prononcée par le conseil de famille,
« convoqué à la diligence du subrogé tuteur, ou d'office par
« le juge de paix.

« Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette convocation,
« quand elle sera formellement requise par un ou plusieurs
« parens ou alliés du mineur, au degré de cousin-germain,
« ou à des degrés plus proches. »

Art. 58 (*le même que l'article 49 de la rédaction contenue 447*
au procès-verbal du 20 frimaire an X).

Art. 59 et 60 (*les mêmes que les articles 51 et 52 de la ré- 448-449*
daction rapportée au procès-verbal du 29 vendémiaire an XI).

SECTION VIII. — *De l'Administration du tuteur.*

Art. 61 (*le même que l'article 53 de la rédaction du procès- 450*
verbal du 29 vendémiaire an XI).

Art. 62, 63 et 64 (*les mêmes que les articles 53, 54 et 55 451 à 453*
du procès-verbal du 20 frimaire an X).

Art. 65. « Lors de l'entrée en exercice de toute tutelle 454
« autre que celle des père et mère, le conseil de famille ré-
« glera par aperçu, et selon l'importance des biens régis, la
« somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du
« mineur, ainsi que celle d'administration de ses biens. »

Art. 66. « Ce conseil déterminera positivement la somme 455
« à laquelle commencera, pour le tuteur, l'obligation d'em-
« ployer l'excédant des revenus sur la dépense; cet emploi
« devra être fait dans le délai de six mois, passé lequel le
« tuteur devra les intérêts à défaut d'emploi. »

Art. 67. « Si le tuteur n'a pas fait déterminer par le con- 456
« seil de famille la somme à laquelle doit commencer l'em-
« ploi, il devra, après le délai exprimé dans l'article précé-
« dent, les intérêts de toute somme non employée, *quelque*
« *modique qu'elle soit*. »

Art. 68. « Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut 457
« emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses
« biens immeubles, sans y être autorisé par un conseil de
« famille.

« Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause
« d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

« Dans le premier cas, le conseil de famille n'accordera
« son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un
« compte sommaire présenté par le tuteur, que les deniers,
« effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

« Le conseil de famille indiquera, dans tous les cas, les
 « immeubles qui devront être vendus de préférence, et
 « toutes les conditions qu'il jugera utiles. »

458 à 460 Art. 69, 70 et 71 (*les mêmes que les articles 58, 59 et 60 de la rédaction rapportée au procès-verbal du 29 vendémiaire an XI.*)

461 Art. 72. « Le tuteur ne pourra accepter ni répudier une
 « succession échue au mineur, sans une autorisation préa-
 « lable du conseil de famille : l'acceptation n'aura lieu que
 « sous bénéfice d'inventaire. »

462 Art. 73. « Dans le cas où la succession répudiée au nom
 « du mineur n'aurait pas été acceptée par un autre, elle
 « pourra être reprise soit par le tuteur, autorisé à cet effet
 « par une nouvelle délibération du conseil de famille, soit
 « par le mineur devenu majeur, mais dans l'état où elle se
 « trouvera lors de la reprise, et sans pouvoir attaquer les
 « ventes et autres actes qui auraient été légalement faits du-
 « rant la vacance, sur les curateurs ou commissaires à la
 « succession. »

463 Art. 74. « La donation faite au mineur ne pourra être ac-
 « ceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de
 « famille.

« Elle aura, à l'égard du mineur, le même effet qu'à l'é-
 « gard du majeur. »

464 Art. 75. « Aucun tuteur ne pourra introduire en justice
 « une action relative aux droits immobiliers du mineur, ni
 « acquiescer à une demande relative aux mêmes droits, sans
 « l'autorisation du conseil de famille. »

465 Art. 76. « La même autorisation sera nécessaire au tuteur
 « pour provoquer un partage ; mais il pourra, sans cette
 « autorisation, répondre à une demande en partage dirigée
 « contre le mineur. »

466 Art. 77. « Pour obtenir, à l'égard du mineur, tout l'effet
 « qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être fait en
 « justice, et précédé d'une estimation faite par experts nom-

« més par le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la suc-
« cession.

« Les experts, après avoir prêté, devant le président du
« même tribunal, le serment de bien et fidèlement remplir
« leur mission, procéderont à la division des héritages et à
« la formation des lots, qui seront tirés au sort et en pré-
« sence soit d'un commissaire du tribunal, soit d'un officier
« public par lui délégué, lequel fera la délivrance des lots.

« Tout autre partage ne sera considéré que comme provi-
« sionnel. »

Art. 78. « Le tuteur ne pourra transiger au nom du mi- 467
« neur qu'après y avoir été autorisé par le conseil de fa-
« mille, et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le
« commissaire du gouvernement près le tribunal civil.

« La transaction ne sera valable qu'autant qu'elle aura
« été homologuée par le tribunal civil, après avoir entendu
« le commissaire du gouvernement. »

Art. 79 (*le même que l'article 65 de la première rédaction, 468*
procès-verbal du 20 frimaire an X).

SECTION IX. — *Des Comptes de tutelle.*

Art. 80 (*le même que l'article 66 de la première rédaction, 469*
procès-verbal du 20 frimaire an X).

Art. 81 (*le même que l'article 68 de la rédaction contenue au 470*
procès-verbal du 29 vendémiaire an XI).

Art. 82. « Le compte définitif de tutelle sera rendu aux 471
« dépens du mineur, lorsqu'il aura atteint la majorité ; le
« tuteur en avancera les frais.

« On y allouera au tuteur toutes dépenses suffisamment
« justifiées et dont l'objet sera utile. »

Art. 83. « Tout traité qui pourra intervenir entre le tu- 472
« teur et le mineur devenu majeur sera nul s'il n'a été pré-
« cédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise
« des pièces justificatives ; le tout constaté par un récépissé
« de l'oyant-compte, dix jours au moins avant le traité. »

- 473 Art. 84. « Si le compte donne lieu à des contestations,
« elles seront poursuivies et jugées comme les autres contes-
« tations en matière civile. »
- 474 Art. 85. « La somme à laquelle s'élèvera le reliquat dû par
« le tuteur portera intérêt sans demande, à compter de la
« clôture du compte.
« Les intérêts de ce qui sera dû au tuteur par le mineur
« ne courront que du jour de la sommation de payer qui
« aura suivi la clôture du compte. »
- 475 Art. 86. « Toute action du mineur contre son tuteur re-
« lativement aux faits de la tutelle se prescrit par dix ans,
« à compter de la majorité. »

CHAPITRE III.

De l'Émancipation.

- 476 Art. 87 (*le même que l'article 78 de la première rédaction, procès-verbal du 20 frimaire an X*).
- 477 Art. 88. « Le mineur, même non marié, pourra être
« émancipé par son père, ou, à défaut de père, par sa
« mère, lorsqu'il aura atteint l'âge de quinze ans révolus.
« Cette émancipation s'opérera par la seule déclaration du
« père ou de la mère, reçue par le juge de paix assisté de
« son greffier. »
- 478 Art. 89. « Le mineur resté sans père ni mère pourra aussi,
« mais seulement à l'âge de dix-huit ans accomplis, être
« émancipé, si le conseil de famille l'en juge capable.
« En ce cas, l'émancipation résultera de la délibération
« qui l'aura autorisée, et de la déclaration que le juge de
« paix, comme président du conseil de famille, aura faite
« dans le même acte, *que le mineur est émancipé.* »
- 479 Art. 90. « Lorsque le tuteur n'aura fait aucune diligence
« pour l'émancipation du mineur dont il est parlé dans l'ar-
« ticle précédent, et qu'un ou plusieurs parens ou alliés de
« ce mineur, au degré de cousin germain ou à des degrés
« plus proches, le jugeront capable d'être émancipé, ils

« pourront requérir le juge de paix de convoquer le conseil
« de famille pour délibérer à ce sujet.

« Le juge de paix devra déférer à cette réquisition. »

Art. 91 et 92 (*les mêmes que les articles 82 et 83 de la première rédaction, procès-verbal du 20 frimaire an X*). 480 et 481

Art. 93. « Il ne pourra intenter une action immobilière, 482
« ni y défendre, même recevoir et donner décharge d'un
« capital mobilier, sans l'assistance d'un curateur qui en
« surveillera l'emploi. »

Art. 94. « Le mineur émancipé ne pourra faire d'emprunts, 483
« sous aucun prétexte, sans une délibération du conseil de
« famille, homologuée par le tribunal civil.

« A l'égard des obligations qu'il aurait contractées par 484
« voie d'achats ou autrement, elles seront réductibles en cas
« d'excès : les tribunaux prendront à ce sujet en considéra-
« tion la fortune du mineur, la bonne ou mauvaise foi des
« personnes qui auront contracté avec lui, l'utilité ou l'inu-
« tilité des dépenses. »

Art. 95. « Tout mineur émancipé dont les engagements 485
« auraient été réduits en vertu de l'article précédent pourra
« être privé du bénéfice de l'émancipation, laquelle lui sera
« retirée en suivant les mêmes formes que celles qui auront
« eu lieu pour la lui conférer. »

Art. 96. « Dès le jour où l'émancipation aura été révo- 486
« quée, le mineur rentrera en tutelle et y restera jusqu'à sa
« majorité accomplie. »

Art. 97 (*le même que l'article 87 de la première rédaction, 487
procès-verbal du 20 frimaire an X*).

LE CONSUL ordonne que le titre ci-dessus sera communi-
qué par le secrétaire général du Conseil au président de la
section de législation du Tribunat.

COMMUNICATION OFFICIEUSE.

Le 11 brumaire an XI (2 novembre 1802), le projet fut communiqué officieusement à la section de législation du Tribunat, qui l'examina le 25 brumaire et les jours suivans.

OBSERVATIONS DE LA SECTION.

Le rapporteur est entendu au nom de la commission chargée d'examiner le projet.

Le rapport fait, la discussion est ouverte sur chacun des articles.

On ne rappellera que ceux qui ont donné lieu à des observations.

CHAPITRE II.

389-390 Art. 2. La section pense que le premier article de ce chapitre doit énoncer en termes précis quelle est, durant le mariage, la qualité du père par rapport aux biens personnels de ses enfans mineurs, soit pour ce qui concerne la propriété de ces biens seulement s'il a droit à la jouissance, soit pour ce qui concerne la jouissance et la propriété; si l'une et l'autre appartiennent à ses enfans. Jamais jusqu'à ce jour le père ne fut qualifié de tuteur de ses enfans avant la dissolution du mariage. Si, pendant que le mariage existe, la loi n'admettait aucune différence entre le père et le tuteur proprement dit, il faudrait que le père fût, par rapport aux biens personnels de ses enfans, assujetti durant le mariage à toutes les conditions et charges que la loi impose au tuteur; il faudrait que le père fût sous la surveillance d'un subrogé tuteur, sous la dépendance d'un conseil de famille, etc.; ce qui répugne à tous les principes constamment reçus.

Il paraît évident que, jusqu'à la dissolution du mariage, le véritable titre du père, et le seul qu'il puisse avoir dans

l'hypothèse dont il est ici question, est celui d'administrateur.

C'est sur cette observation qu'est fondée la disposition suivante que la section adopte.

« Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfans mineurs.

« Il est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance, et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

« Tout ce qui intéresse la propriété des biens sera réglé par la disposition de la section VIII. »

Cette disposition doit être placée en tête du chapitre II, dont l'article 1^{er} deviendrait alors le second.

Quant à ce dernier article, on désire que, si la mort civile opère la dissolution du mariage, on substitue aux mots *par le décès de l'un des époux*, les mots suivans, *par la mort nature ou civile de l'un des époux*. Cette substitution préviendra toute incertitude, et dispensera de la nécessité de consulter une autre portion du Code.

Art. 4. On pense que la déclaration portant nomination de conseil de la part du père à la mère survivante et tutrice peut valablement être faite devant tout juge de paix, et qu'il n'importe point si le déclarant est ou n'est pas domicilié dans son ressort. Ainsi, au lieu des mots *devant le juge de paix*, on propose de dire *devant un juge de paix*. 392

On propose aussi de dire *ou devant notaires*, au lieu des mots *ou devant deux notaires, ou devant un notaire, en présence de deux témoins*; ces détails appartenant à la loi sur l'organisation du notariat, qui doit les régler.

Art. 5. La section adopte, sur le premier alinéa, les rectifications suivantes : 393

1°. Au lieu de, « la femme *reste* enceinte, » on dira, « la femme *est* enceinte; »

2°. Au lieu de *curateur au ventre*, on dira *curateur à l'enfant à naître*;

3°. On terminera le même alinéa par les mots *par le conseil de famille* ; ce qui déterminera clairement par qui le curateur doit être nommé.

Cet alinéa sera donc ainsi conçu :

« Si, lors du décès du mari, la femme est enceinte, il
« sera nommé un curateur à l'enfant à naître par le conseil
« de famille. »

sp. 393 Art. 6. On pense que la rédaction suivante doit être préférée. Alors on verra sur-le-champ de quels enfans et de quel curateur il est ici question.

« Quand il existera d'autres enfans mineurs non émancipés, leur subrogé tuteur remplira en même temps les
« fonctions de curateur à l'enfant à naître. »

395 Art. 8. Il est dit dans cet article que la mère tutrice qui se remarie avant d'avoir convoqué le conseil de famille perd la tutelle de plein droit : mais, comme l'expression littérale de la loi semblerait autoriser le nouveau mari à prétendre en pareil cas qu'il n'est responsable que de l'indue gestion qui aurait eu lieu depuis le nouveau mariage, on demande que l'article soit conçu de manière qu'il ne puisse y avoir aucune méprise sur le véritable esprit de la loi, qui est que le mari réponde du défaut de gestion comme de l'indue gestion.

On propose en conséquence de dire : « et son nouveau
« mari sera solidairement responsable avec elle depuis le
« nouveau mariage. »

Cette nouvelle rédaction, plus concise que la première, n'admet aucune restriction, tandis que l'autre paraît offrir un sens limitatif.

400 Art. 13. Sur cet article, on observe que la mère remariée et maintenue dans la tutelle ne doit pas jouir du même degré de confiance que la tutrice non remariée. Il est toujours à craindre que le choix qu'elle fera d'un tuteur aux enfans de son premier mariage ne se ressente de l'influence de l'autorité maritale. Sans choisir un parent ou allié de son nouveau mari, ne pourrait-elle pas nommer un étranger dont le choix

lui aurait été dicté par le mari même? et cependant, d'après la disposition de l'article, une telle nomination n'aurait pas besoin d'être confirmée par le conseil de famille. On pense que la disposition, au lieu d'être restreinte aux parens et alliés du mari, doit être étendue à tous ceux que la femme aurait pu choisir.

On propose de dire :

« Lorsque la mère remariée et maintenue dans la tutelle
« aura fait choix d'un tuteur aux enfans de son premier ma-
« riage, ce choix ne sera valable qu'autant qu'il sera con-
« firmé par le conseil de famille. »

L'amendement est adopté.

Art. 17. On propose de retrancher comme inutiles les 404
mots *en concours*, qui terminent cet article. Adopté.

Art. 19. La section vote aussi le retranchement des mots 406
auquel effet, qui lui ont paru inutiles.

Art. 21. On a oublié de comprendre dans cet article les 408
ascendans valablement excusés de la tutelle. Quoiqu'ils ne
puissent être contraints d'accepter la qualité de tuteur, ils
ne doivent pas pour cela être exclus du conseil de famille. La
section pense qu'il est utile que la loi s'explique à cet égard.

Le second alinéa serait alors rédigé de la manière sui-
vante :

« S'ils sont six ou au-delà, ils seront tous membres du
« conseil de famille, qu'ils composeront seuls avec les ascen-
« dantes et les ascendans valablement excusés, s'il y en a. »

Art. 22. Après les mots *lorsque les parens ou alliés*, on 409
propose d'ajouter *de l'une ou l'autre ligne*. Cette addition a
paru indispensable pour qu'on ne croie pas qu'il est permis
de compléter le nombre des parens ou alliés d'une ligne en
appelant des parens ou alliés de l'autre ligne.

Tel est l'esprit de l'article 19, et tel est l'avis de la section.

Art. 28. Après les mots, *la présence des trois quarts ou* 415
moins de ses membres, la section pense qu'il conviendrait
d'ajouter *convoqués*. Par ce moyen, le juge de paix ne serait

point compté dans ce nombre, puisque c'est lui qui convoque, et il y aurait toujours au moins trois membres de l'une des deux lignes prenant part à la délibération. Car, en n'y comprenant pas le juge de paix, le nombre des délibérans serait nécessairement de cinq au moins.

ap. 416
et 454

Art. 30. On propose de supprimer cet article, vu que d'une part la disposition de l'article 65 est suffisante pour remplir le vœu de la loi, et que de l'autre cet article 30 tendrait à limiter le sens de l'article 65 : suivant ce dernier article, le conseil de famille ne doit refuser au tuteur aucun des moyens et secours qu'il reconnaît nécessaires pour faciliter sa gestion. Suivant l'article 30, le conseil de famille ne pourrait autoriser le tuteur à nommer un ou deux administrateurs particuliers que dans le cas où une partie des biens du mineur serait située dans des départemens continentaux trop éloignés de son domicile; en sorte que s'il y avait près du domicile du tuteur des exploitations immenses à faire, ou des manufactures considérables à régir au profit du mineur, et que le tuteur n'eût pas, soit le temps, soit les connaissances nécessaires pour s'en charger lui-même, il ne pourrait être admis à nommer un administrateur spécial, par cela seul que ces objets ne se trouveraient pas dans des départemens trop éloignés de son domicile. Cela serait évidemment contraire à l'intérêt du mineur, et c'est à raison de cet intérêt qu'on demande que l'article 30 soit supprimé.

La section, en exprimant son vœu sur le retranchement de cet article, pense aussi que les autres dispositions de la loi, surtout l'article 31, feront assez connaître que le mineur ne peut avoir qu'un seul tuteur pour tous les biens situés dans les départemens continentaux de la France.

417 Art. 31. Comme il n'est question dans cet article que des biens des colonies, on pense qu'au lieu de dire, *l'administration spéciale des biens d'outre-mer*, il sera plus exact de dire *l'administration spéciale de ces biens*.

Les biens des colonies sont des biens d'outre-mer; mais

tous les biens d'outre-mer ne sont pas des biens des colonies ; par exemple , ceux situés à Belle-Ile , en Corse , etc.

La section adopte le changement proposé.

Art. 35. 1°. Après les mots *sur la réquisition des parens ou créanciers* , on a oublié d'ajouter, comme dans l'article 19, *ou autres parties intéressées*. La disposition doit s'étendre à toute personne qui a intérêt que le tuteur soit parfaitement en règle. 421

2°. Aux mots *s'il y a eu du dol* , on propose de retrancher *du* , et de dire *s'il y a eu dol*.

L'addition et le retranchement sont adoptés.

Art. 38. Après les mots *lorsque la tutelle deviendra vacante* , on propose d'ajouter *ou qu'elle sera abandonnée par absence*. 424

Cette addition présente une idée distincte , et il en résultera que la disposition aura prévu tous les cas qui sont à prévoir.

On propose de placer, immédiatement après l'article 39, une disposition destinée à remplir une lacune qui se trouve dans le projet. Aucun article ne prévoit les cas où l'on est dispensé d'accepter la qualité de subrogé tuteur, ceux où l'on doit être exclu de cette qualité, ceux enfin où l'on peut en être destitué. Quoique les fonctions de subrogé tuteur soient plus faciles à remplir que les fonctions de tuteur, on a pensé que, sur tous ces points, les règles devaient être les mêmes. Mais il est indispensable de le dire ; autrement les tribunaux, ne voyant aucune route tracée, continueront de suivre à cet égard leurs anciennes lois ou leurs anciens usages ; et l'on serait privé de l'avantage précieux d'une législation fixe et uniforme.

La section adopte la disposition suivante, qui sera placée section V, après l'article 39.

« Les dispositions ci-après relatives aux dispenses, incapacités, exclusions ou destitutions de la tutelle, s'appliqueront aux subrogés tuteurs.

« Néanmoins le tuteur ne pourra provoquer la destitution

« du subrogé tuteur, ni voter dans les conseils de famille
« qui seront convoqués pour cet objet. »

Le but de ce dernier alinéa est d'empêcher que le surveil-
lant puisse jamais être sous la dépendance du surveillé.

428 Art. 41. La section pense qu'au lieu de dire, *et ceux qui remplissent hors du territoire de la République une mission du gouvernement*, il n'y aura point d'équivoque en disant *et tous autres citoyens qui remplissent*, etc. Le mot *ceux* semble s'appliquer aux militaires dont il est parlé dans la même disposition.

430 Art. 43. Cet article commence par ces mots : *les citoyens de la qualité exprimée aux trois articles précédens*, etc. Il convient de retrancher le mot *trois*, et de dire *aux articles précédens*. En effet, l'article 43 ne peut se référer qu'aux articles 40 et 41 ; et quant à l'article 42, il ne spécifie aucune qualité de citoyens.

La section adopte le retranchement proposé.

431 Art. 44. *Si, à l'expiration de ses fonctions*, etc.

Il y a sans doute ici une erreur typographique.

Il faut dire *ces*, et non *ses*. Avec ce dernier pronom, le mot *fonctions* semble s'appliquer au nouveau tuteur, tandis qu'au contraire ce mot ne doit avoir trait qu'à l'ancien.

Tel est l'avis de la section.

Ib. et 432 Après avoir examiné l'article 44, et avant de passer à l'examen des articles suivans, on a pensé qu'il pourrait souvent arriver que, non loin de la commune où la tutelle est ouverte, mais cependant à plus de deux myriamètres, il se trouverait quelque parent en état de gérer la tutelle. Il n'est pas juste, a-t-on dit, qu'un individu étranger à la famille soit alors forcé d'accepter la qualité de tuteur. L'article 22 n'accorde au juge de paix la faculté d'appeler des amis au conseil de famille qu'à défaut de parens ou d'alliés domiciliés dans la distance de deux myriamètres. L'esprit de la loi n'est pas équivoque ; il est aisé de voir que, dans la règle générale, les parens ou alliés doivent être préférés aux amis :

même dans le cas de l'article 22, les amis ne sont pas nécessairement appelés. Le juge de paix peut appeler des parens ou alliés domiciliés à de plus grandes distances; et cependant l'article 22 ne concerne que la formation des conseils de famille.

Quant à la nomination du tuteur, on peut dire avec beaucoup plus de raison encore que des fonctions si importantes, qui entraînent de si grandes obligations et une si grande responsabilité, ne doivent pas être trop facilement confiées à des étrangers, surtout malgré eux. La tutelle est une charge de famille; c'est un point sur lequel il ne peut y avoir diversité d'opinion. Cette charge doit donc être naturellement dévolue à un membre de la famille. Quand il ne s'en trouve aucun en état et à portée de la remplir, il est indispensable de nommer un étranger : alors cet étranger tient lieu de parent; mais il n'est pas naturel que l'étranger soit contraint d'accepter s'il indique un parent qui puisse gérer lui-même.

De ces réflexions générales on a conclu qu'il fallait tracer un cercle hors duquel seulement l'étranger fût non recevable à réclamer. Quatre myriamètres à partir de la commune où la tutelle est ouverte ont paru présenter une distance suffisante. Par ce moyen on ne sera pas obligé d'aller chercher trop loin les parens pour les nommer tuteurs. D'un autre côté, des parens peu éloignés ne pourront pas, sous prétexte qu'ils n'ont point été appelés au conseil de famille, se décharger de la tutelle sur un étranger.

Tel est le motif de la disposition suivante, qu'on propose de rédiger en ces termes :

« L'étranger ne peut être forcé d'accepter la tutelle que
« dans le cas où il n'existerait pas dans la distance de quatre
« myriamètres de parens ou alliés en état de gérer la tutelle. »

Cette disposition est adoptée, et sera placée immédiatement après l'article 44.

Art. 53. On a observé qu'il pouvait y avoir des cas où les 44.
nominateurs contesteraient l'excuse proposée, et succombe-

raient en définitif sans mériter d'être condamnés aux frais de l'instance. Si, par exemple, l'individu qui réclame l'exemption n'a pas d'abord produit toutes les preuves dont il justifie ensuite devant les tribunaux, ou si la validité de ces preuves était de nature à ne pouvoir être appréciée que par la justice, en ce cas il serait injuste de condamner les nominateurs aux frais : ceux-ci, en contestant, n'avaient fait que leur devoir.

De cette observation on a conclu que la disposition pénale relative aux nominateurs devait être conçue en termes purement facultatifs, et non en termes impératifs.

La rédaction suivante est adoptée.

« S'il parvient à se faire exempter de la tutelle, ceux qui
 « auront rejeté l'excuse pourront être condamnés aux frais
 « de l'instance; s'il succombe, il y sera condamné lui-
 « même. »

Ib. et
 443-444

Sur cet article trois observations ont été présentées :

1°. On ne doit point confondre le cas de la condamnation à une peine afflictive ou infamante avec les autres cas. Le premier doit emporter de plein droit l'exclusion ou la destitution du tuteur; les autres cas peuvent donner lieu à contestation.

2°. Un individu peut être à l'abri du reproche d'inconduite, et néanmoins il peut être notoirement insolvable. L'insolvabilité ne doit-elle pas produire le même effet que l'inconduite? Ne doit-on pas dire la même chose à l'égard de l'infidélité dans la gestion? Sur ces divers points, la section a voté pour l'affirmative.

3°. Ceux qui ont fait faillite, et n'ont point été réhabilités, ont paru aussi devoir être rangés dans la classe des incapables.

443-444

D'après les différentes observations faites sur l'article 53, la section pense que l'article 55 doit être rédigé ainsi qu'il suit :

« La condamnation à une peine afflictive ou infamante
 « emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle : elle en-

« porte aussi la destitution , dans le cas où il s'agirait d'une
« tutelle antérieurement déléguée.

« Sont exclus de la tutelle , ou même destituables , s'ils
« sont en exercice ,

« 1°. Les gens d'une inconduite et d'une insolvabilité no-
« toires ;

« 2°. Ceux dont la mauvaise gestion attesterait l'incapa-
« cité ou l'infidélité ;

« 3°. Ceux qui ont fait faillite et qui n'ont point été réha-
« bilités. »

Art. 59. *Le tuteur destitué, etc.* On propose d'ajouter le mot 448
exclu , et de dire *le tuteur exclu ou destitué, etc.*

Cette addition a paru nécessaire à cause des tuteurs de
droit.

La section adopte l'addition proposée.

Sur l'art. 61 , on observe que , pour prévenir toute incer- 450
titude résultant de la diversité de jurisprudence , il serait
utile de placer entre le premier et le second alinéa de cet
article la disposition suivante :

« Il (le tuteur) exercera les actions du mineur, tant en
« demandant qu'en défendant. » Adopté.

Art. 62. Au premier alinéa on propose de retrancher les 451
mots , *le tuteur requerra la levée des scellés, s'ils ont été ap-
posés*. Ces mots ont paru inutiles , puisque le tuteur ne peut
pas faire procéder à l'inventaire qu'il n'ait fait lever les scel-
lés. On pense aussi que la disposition doit s'appliquer au tu-
teur de plein droit comme au tuteur élu. D'après ces obser-
vations , le premier alinéa sera rédigé ainsi :

« Le tuteur fera procéder dans les dix jours à l'inventaire
« des biens du mineur, en présence du subrogé tuteur. »

Cette nouvelle rédaction est adoptée.

Sur le second alinéa , on observe que la peine de dé-
chéance , telle qu'elle est établie par cet article , est une dis-
position si rigoureuse , qu'on ne saurait prendre trop de
précautions pour mettre chacun dans l'impossibilité de ne

pas la connaître, en exigeant que le notaire avertisse le tuteur de cette disposition, et que le procès-verbal en contienne la mention formelle ; le tuteur qui, malgré cet avertissement, se sera mis dans le cas de la déchéance, n'aura plus à se plaindre de la loi.

En conséquence, la section est d'avis que le second alinéa doit être ainsi conçu :

« Si le tuteur est créancier du mineur, il le déclarera dans
« l'inventaire à peine de déchéance, et ce, sur la réquisition
« que l'officier public sera tenu de lui en faire, et dont men-
« tion sera faite au procès-verbal. »

459 Art. 70. Au lieu de, *par un commissaire du tribunal civil ou autre officier public par lui délégué*, la section pense que toute espèce de vague disparaîtra, en disant, *par un membre du tribunal civil ou par un notaire commis par le tribunal*.

460 Art. 71. Il paraît juste de ne pas rendre applicables à la licitation des biens du mineur les formalités exigées par les articles 68 et 69 pour l'aliénation de ces biens ; car il n'est ici question que de la licitation forcée : mais on estime que toutes celles prescrites par l'article 70 doivent s'appliquer également aux deux cas, afin de prévenir les collusions frauduleuses, toujours préjudiciables au mineur, pour lequel la société doit veiller sans cesse. C'est par le même motif que la disposition doit être conçue de manière qu'il soit évident que la licitation ne peut avoir lieu si un jugement ne l'a pas ordonné.

On propose de rédiger ainsi l'article :

« Les formalités exigées par les articles 68 et 69 pour l'a-
« liénation des biens du mineur ne s'appliquent point au
« cas où un jugement aurait ordonné la licitation sur la pro-
« vocation d'un copropriétaire par indivis. Seulement, et en
« ce cas, la licitation ne pourra se faire que dans la forme
« prescrite par l'article précédent.

« Les étrangers y seront nécessairement admis. »

Cette nouvelle rédaction est adoptée.

Art. 72. Le bénéfice d'inventaire entraîne à sa suite des formalités si dispendieuses, qu'on croit devoir proposer un changement dans la dernière partie de cet article. Il est incontestable que la loi ne veut pas que le mineur puisse jamais, par une acceptation sans réserve, être considéré comme le majeur qui s'est porté héritier pur et simple. Le moyen de rendre la disposition de la loi d'une exécution plus facile, et son résultat non moins efficace, est, en supprimant les mots, *l'acceptation n'aura lieu que sous bénéfice d'inventaire*, d'y substituer ceux-ci, *l'acceptation n'obligera jamais le mineur au-delà des forces de la succession*.

Le surplus de l'article serait maintenu.

La section adopte cette proposition.

Art. 73. La section vote le retranchement des mots *sur les curateurs ou commissaires à la succession*, qu'on lit à la fin de l'article. Le Code de procédure judiciaire déterminera les formalités des actes qui seront faits durant la vacance de la succession, et le nom des officiers sur lesquels on sera tenu de les faire.

Art. 77. Deux modifications sont proposées à l'égard du second alinéa.

1°. Après les mots *devant le président du même tribunal*, on propose d'ajouter *ou autre juge par lui délégué*. On se fonde sur ce que le président du tribunal ne pourra pas toujours recevoir lui-même le serment des experts.

2°. Au lieu de *en présence, soit d'un commissaire du tribunal, soit d'un officier public par lui délégué*, on propose de dire, *en présence, soit d'un membre du tribunal civil, soit d'un notaire commis par le tribunal*.

Ce dernier changement a déjà été arrêté pour l'article 70. Le motif est le même pour l'article 77.

La section adopte les deux propositions.

Art. 80. La section pense que les mots *de plein droit* sont inutiles : elle en vote le retranchement.

CHAPITRE III.

De l'Émancipation.

481 Art. 87. On propose de terminer cet article en ajoutant les mots *et qui sera nommé par un conseil de famille*. Cette addition dissipera jusqu'au plus léger doute.

483 Art. 88. On propose de terminer l'article en ajoutant *après avoir entendu le commissaire du gouvernement*.

L'article 69 du chapitre II porte ces mêmes mots : il convient de les répéter ici, puisqu'il y a parité de raison. Adopté.

ch. 3 et 481 Examen fait de ce chapitre, on pense qu'il est essentiel de déclarer par une disposition précise que, pour tout acte qui excède les bornes d'une pure administration, sauf les cas prévus par les articles 87 et 88, le mineur émancipé doit observer les mêmes formes que celui qui ne l'est pas.

On propose en conséquence la rédaction suivante, qui sera placée immédiatement après l'article 90.

« Tous autres actes que ceux énoncés dans les articles 87, « et 88, et qui ne seront pas de pure administration, ne « pourront être faits que sous l'assistance d'un curateur, et « suivant les formes prescrites à l'égard du mineur non « émancipé. »

RÉDACTION DÉFINITIVE DU CONSEIL D'ÉTAT.

(Procès-verbal de la séance du 18 frimaire an XI. — 9 décembre 1802.)

M. BERLIER, d'après la conférence tenue avec le Tribunat, présente la rédaction définitive du titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation*.

Elle est ainsi conçue :

CHAPITRE I^{er}.*De la Minorité.*

388 Art. 1^{er}. « Le mineur est l'individu de l'un ou de l'autre « sexe qui n'a point encore l'âge de vingt-un ans accomplis. »

CHAPITRE II.

*De la Tutelle.*SECTION 1^{re}. — *De la Tutelle des père et mère.*

Art. 2. « Le père est, durant le mariage, administrateur 389
« des biens personnels de ses enfans mineurs.

« Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus,
« des biens dont il n'a pas la jouissance; et quant à la pro-
« priété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne
« l'usufruit. »

Art. 3. « Après la dissolution du mariage, arrivée par la 390
« mort naturelle ou civile de l'un des époux, la tutelle des
« enfans mineurs et non émancipés appartient de plein droit
« au survivant des père et mère. »

Art. 4. « Pourra néanmoins le père nommer à la mère sur- 391
« vivante et tutrice un conseil spécial, sans l'avis duquel
« elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle.

« Si le père spécifie les actes pour lesquels le conseil sera
« nommé, la tutrice sera habile à faire les autres sans son as-
« sistance. »

Art. 5. « Cette nomination de conseil ne pourra être faite 392
« que de l'une des manières suivantes :

« 1°. Par acte de dernière volonté;

« 2°. Par une déclaration faite ou devant le juge de paix
« assisté de son greffier, ou devant notaire. »

Art. 6. « Si, lors du décès du mari, la femme est enceinte, 393
« il sera nommé un curateur au ventre par le conseil de fa-
« mille.

« A la naissance de l'enfant, la mère en deviendra tutrice,
« et le curateur en sera de plein droit le subrogé tuteur. »

Art. 7. « La mère n'est point tenue d'accepter la tutelle; 394
« néanmoins, et en cas qu'elle la refuse, elle devra en rem-
« plir les devoirs jusqu'à ce qu'elle ait fait nommer un tu-
« teur. »

Art. 8. « Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra, 395

« avant l'acte de mariage, convoquer le conseil de famille,
« qui décidera si la tutelle doit lui être conservée.

« A défaut de cette convocation, elle perdra la tutelle de
« plein droit, et son nouveau mari sera solidairement res-
« ponsable de toutes les suites de la tutelle qu'elle aura in-
« dûment conservée. »

- 396 Art. 9. « Lorsque le conseil de famille, dûment convoqué,
« conservera la tutelle à la mère, il lui donnera nécessaire-
« ment pour cotuteur le second mari, qui deviendra soli-
« dairement responsable, avec sa femme, de la gestion pos-
« térieure au mariage. »

SECTION II. — *De la Tutelle déferée par le père ou la mère.*

- 397 Art. 10. « Le droit individuel de choisir un tuteur parent
« ou même étranger n'appartient qu'au dernier mourant
« des père et mère. »

- 398 Art. 11. « Ce droit ne peut être exercé que dans les formes
« prescrites par l'article 4, et sous les exceptions et modifica-
« tions ci-après. »

- 399 Art. 12. « La mère remariée et non maintenue dans la
« tutelle des enfans de son premier mariage ne peut leur
« choisir un tuteur. »

- 400 Art. 13. « Lorsque la mère remariée, et maintenue dans
« la tutelle, aura fait choix d'un tuteur aux enfans de son
« premier mariage, ce choix ne sera valable qu'autant qu'il
« sera confirmé par le conseil de famille. »

- 401 Art. 14. « Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas
« tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe
« des personnes qu'à défaut de cette élection spéciale le
« conseil de famille eût pu en charger. »

SECTION III. — *De la Tutelle des ascendans.*

- 402 Art. 15. « Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur
« par le dernier mourant de ses père et mère, la tutelle ap-
« partient de droit à son aïeul paternel; à défaut de celui-ci.
« à son aïeul maternel; et ainsi en remontant, de manière

« que l'ascendant paternel soit toujours préféré à l'ascendant
« maternel du même degré. »

Art. 16. « Si, à défaut de l'aïeul paternel et de l'aïeul 403
« maternel du mineur, la concurrence se trouvait établie
« entre deux ascendants du degré supérieur, qui appartiens-
« sent tous deux à la ligne paternelle du mineur, la tutelle
« passera de droit à celui des deux qui se trouvera être l'aïeul
« paternel du père du mineur. »

Art. 17. « Si la même concurrence a lieu entre deux bis- 404
« aïeuls de la ligne maternelle, la nomination sera faite par
« le conseil de famille, qui ne pourra néanmoins que choisir
« l'un de ces deux ascendants. »

SECTION IV. — De la Tutelle déferée par le conseil de famille.

Art. 18. « Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé res- 405
« tera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère,
« ni ascendants mâles; comme aussi lorsque le tuteur de l'une
« des qualités ci-dessus exprimées se trouvera ou dans le cas
« des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement
« excusé, il sera pourvu par un conseil de famille à la nomi-
« nation d'un tuteur. »

Art. 19. « Ce conseil sera convoqué, soit sur la réquisition 406
« et à la diligence des parens du mineur, de ses créanciers
« ou d'autres parties intéressées, soit même d'office, et à la
« poursuite du juge de paix du domicile du mineur. Toute
« personne pourra dénoncer à ce juge de paix le fait qui don-
« nera lieu à la nomination d'un tuteur. »

Art. 20. « Le conseil de famille sera composé, non compris 407
« le juge de paix, de six parens ou alliés, pris tant dans la
« commune où la tutelle sera ouverte que dans la distance
« de deux myriamètres, moitié du côté paternel, moitié du
« côté maternel, et en suivant l'ordre de proximité dans
« chaque ligne.

« Le parent sera préféré à l'allié du même degré; et, parini
« les parens du même degré, le plus âgé à celui qui le sera
« moins. »

408 Art. 21. « Les frères germains du mineur et les maris des
« sœurs germaines sont seuls exceptés de la limitation de
« nombre posée en l'article précédent.

« S'ils sont six ou au-delà, ils seront tous membres du con-
« seil de famille, qu'ils composeront seuls, avec les veuves
« d'ascendants et les ascendants valablement excusés, s'il y en a.

« S'ils sont en nombre inférieur, les autres parens ne se-
« ront appelés que pour compléter le conseil. »

409 Art. 22. « Lorsque les parens ou alliés de l'une ou de
« l'autre ligne se trouveront en nombre insuffisant sur les
« lieux, ou dans la distance désignée par l'article 19, le juge
« de paix appellera, soit des parens ou alliés domiciliés à de
« plus grandes distances, soit dans la commune même, des
« citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles
« d'amitié avec le père ou la mère du mineur. »

410 Art. 23. « Le juge de paix pourra, lors même qu'il y au-
« rait sur les lieux un nombre suffisant de parens ou alliés,
« permettre de citer, à quelque distance qu'ils soient domi-
« ciliés, des parens ou alliés plus proches en degrés ou de
« même degré que les parens ou alliés présens, de manière
« toutefois que cela s'opère en retranchant quelques-uns de
« ces derniers, et sans excéder le nombre réglé par les pré-
« cédens articles. »

411 Art. 24. « Le délai pour comparaître sera réglé par le juge
« de paix à jour fixe, mais de manière qu'il y ait toujours
« entre la citation notifiée et le jour indiqué pour la réunion
« du conseil un intervalle de trois jours au moins, quand
« toutes les parties citées résideront dans la commune ou
« dans la distance de deux myriamètres.

« Toutes les fois que parmi les parties citées il s'en trouvera
« de domiciliées au-delà de cette distance, le délai sera aug-
« menté d'un jour par trois myriamètres. »

412 Art. 25. « Les parens, alliés ou amis ainsi convoqués, se-
« ront tenus de se rendre en personne ou de se faire repré-
« senter par un mandataire spécial.

« Le fondé de pouvoir ne peut représenter plus d'une per-
« sonne. »

Art. 26. « Tout parent, allié ou ami convoqué, et qui , 413
« sans excuse légitime, ne comparaitra point, encourra une
« amende qui ne pourra excéder cinquante francs, et sera
« prononcée sans appel par le juge de paix. »

Art. 27. « S'il y a excuse suffisante, et qu'il convienne soit 414
« d'attendre le membre absent, soit de le remplacer, en ce
« cas comme en tout autre où l'intérêt du mineur semblera
« l'exiger, le juge de paix pourra ajourner l'assemblée ou la
« proroger. »

Art. 28. « Cette assemblée se tiendra de plein droit chez le 415
« juge de paix, à moins qu'il ne désigne lui-même un autre
« local. La présence des trois quarts au moins de ses membres
« convoqués sera nécessaire pour qu'elle délibère. »

Art. 29. « Le conseil de famille sera présidé par le juge de 416
« paix, qui y aura voix délibérative et prépondérante en cas
« de partage. »

Art. 30. « Quand le mineur domicilié en France possédera 417
« des biens dans les colonies ou réciproquement, l'adminis-
« tration spéciale de ses biens sera donnée à un protuteur.

« En ce cas, le tuteur et le protuteur seront indépendans,
« et non responsables l'un envers l'autre pour leur gestion
« respective. »

Art. 31. « Le tuteur agira et administrera en cette qualité 418
« du jour de sa nomination, si elle a lieu en sa présence; si-
« non du jour qu'elle lui aura été notifiée. »

Art. 32. « La tutelle est une charge personnelle qui ne 419
« passe point aux héritiers du tuteur. Ceux-ci seront seule-
« ment responsables de la gestion de leur auteur; et s'ils
« sont majeurs, ils seront tenus de la continuer jusqu'à la
« nomination d'un nouveau tuteur. »

SECTION V. — *Du Subrogé tuteur.*

Art. 33. « Dans toute tutelle il y aura un subrogé tuteur 420
« nommé par le conseil de famille.

« Ses fonctions consisteront à agir pour les intérêts du mineur lorsqu'ils seront en opposition avec ceux du tuteur. »

- 421 Art. 34. « Lorsque les fonctions de tuteur seront dévolues
« à une personne de l'une des qualités exprimées aux sections I, II et III ci-dessus, ce tuteur devra, avant d'entrer
« en fonctions, faire convoquer, pour la nomination du subrogé tuteur, un conseil de famille composé comme il est
« dit en la section IV.

« S'il s'est ingéré dans la gestion avant d'avoir rempli cette formalité, le conseil de famille convoqué, soit sur la réquisition des parens, créanciers ou autres parties intéressées, soit d'office par le juge de paix, pourra, s'il y a eu dol de la part du tuteur, lui retirer la tutelle, sans préjudice des indemnités dues au mineur. »

- 422 Art. 35. « Dans les autres tutelles, la nomination du subrogé tuteur aura lieu immédiatement après celle du tuteur. »

- 423 Art. 36. « En aucun cas, le tuteur ne votera pour la nomination du subrogé tuteur, lequel sera pris, hors le cas de frères germains, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra point. »

- 424 Art. 37. « Le subrogé tuteur ne remplacera pas de plein droit le tuteur, lorsque la tutelle deviendra vacante, ou qu'elle sera abandonnée par absence; mais il devra, en ce cas, sous peine des dommages-intérêts qui pourraient en résulter pour le mineur, provoquer la nomination d'un nouveau tuteur. »

- 425 Art. 38. « Les fonctions de subrogé tuteur cesseront à la même époque que la tutelle. »

- 426 Art. 39. « Les dispositions contenues dans les sections VI et VII ci-après s'appliqueront aux subrogés tuteurs.

« Néanmoins, le tuteur ne pourra provoquer la destitution du subrogé tuteur, ni voter dans les conseils de famille qui seront convoqués pour cet objet. »

SECTION VI. — *Des Causes qui dispensent de la tutelle.*

Art. 40. « Sont dispensés de la tutelle, 427
« Les membres des autorités établies par les titres II, III
« et IV de l'Acte constitutionnel ;
« Les juges au tribunal de cassation , commissaires et sub-
« stituts près le même tribunal ;
« Les commissaires de la comptabilité nationale ;
« Les préfets ;
« Tous citoyens exerçant une fonction publique dans un
« département autre que celui où la tutelle s'établit. »

Art. 41. « Sont également dispensés de la tutelle , 428
« Les militaires en activité de service , et tous autres ci-
« toyens qui remplissent, hors du territoire de la République,
« une mission du gouvernement. »

Art. 42. « Si la mission est non authentique et contestée , 429
« la dispense ne sera prononcée qu'après que le gouverne-
« ment se sera expliqué par la voie du ministre dans le dé-
« partement duquel se placera la mission articulée comme
« excuse. »

Art. 43. « Les citoyens de la qualité exprimée aux articles 43.
« précédens qui ont accepté la tutelle postérieurement aux
« fonctions, services ou missions qui en dispensent, ne seront
« plus admis à s'en faire décharger pour cette cause. »

Art. 44. « Ceux , au contraire, à qui lesdites fonctions , 43.
« services ou missions auront été conférés postérieurement à
« l'acceptation et gestion d'une tutelle, pourront, s'ils ne
« veulent la conserver, faire convoquer dans le mois un con-
« seil de famille, pour y être procédé à leur remplacement.

« Si, à l'expiration de ces fonctions, services ou missions,
« le nouveau tuteur réclame sa décharge, ou que l'ancien
« redemande la tutelle, elle pourra lui être rendue par le
« conseil de famille. »

Art. 45. « Tout citoyen non parent ni allié ne peut être 43.
« forcé d'accepter la tutelle que dans le cas où il n'existerait

« pas, dans la distance de quatre myriamètres, des parens
« ou alliés en état de gérer la tutelle. »

433 Art. 46. « Tout individu âgé de soixante-cinq ans accom-
« plis peut refuser d'être tuteur. Celui qui aura été nommé
« avant cet âge pourra, à soixante-dix ans, se faire déchar-
« ger de la tutelle. »

434 Art. 47. « Tout individu atteint d'une infirmité grave et
« dûment justifiée est dispensé de la tutelle.

« Il pourra même s'en faire décharger, si cette infirmité
« est survenue depuis sa nomination. »

435 Art. 48. « Deux tutelles sont pour toutes personnes une
« juste dispense d'en accepter une troisième.

« Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé d'une tutelle,
« ne pourra être tenu d'en accepter une seconde, excepté
« celle de ses enfans. »

436 Art. 49. « Ceux qui ont cinq enfans légitimes sont dispensés
« de toute tutelle autre que celle desdits enfans.

« Les enfans morts en activité de service dans les armées
« de la République seront toujours comptés pour opérer
« cette dispense.

« Les autres enfans morts ne seront comptés qu'autant
« qu'ils auront eux-mêmes laissé des enfans actuellement
« existans. »

437 Art. 50. « La survenance d'enfans pendant la tutelle ne
« pourra autoriser à l'abdiquer. »

438 Art. 51. « Si le tuteur nommé est présent à la délibération
« qui lui défère la tutelle, il devra sur-le-champ, et sous
« peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation
« ultérieure, proposer ses excuses, sur lesquelles le conseil
« de famille délibérera. »

439 Art. 52. « Si le tuteur nommé n'a pas assisté à la délibéra-
« tion qui lui a déferé la tutelle, il pourra faire convoquer le
« conseil de famille pour délibérer sur ses excuses.

« Ses diligences à ce sujet devront avoir lieu dans le délai
« de trois jours, à partir de la notification qui lui aura été

« faite de sa nomination ; lequel délai sera augmenté d'un
« jour par trois myriamètres de distance du lieu de son do-
« micile à celui de l'ouverture de la tutelle : passé ce délai ,
« il sera non recevable. »

Art. 53. « Si ses excuses sont rejetées , il pourra se pour- 440
« voir devant les tribunaux pour les faire admettre ; mais il
« sera, pendant le litige, tenu d'administrer provisoirement. »

Art. 54. « S'il parvient à se faire exempter de la tutelle , 441
« ceux qui auront rejeté l'excuse pourront être condamnés
« aux frais de l'instance.

« S'il succombe, il y sera condamné lui-même. »

SECTION VII. — *De l'Incapacité, des Exclusions et Destitutions
de la tutelle.*

Art. 55. « Ne peuvent être tuteurs ni membres des conseils 442
« de famille ,

« 1°. Les mineurs, excepté le père ou la mère ;

« 2°. Les interdits ;

« 3°. Les femmes , autres que la mère et les ascendantes ;

« 4°. Tous ceux qui ont ou dont les père ou mère ont avec
« le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa
« fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis. »

Art. 56. « La condamnation à une peine afflictive ou infa- 443
« mante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle ;
« elle emporte de même la destitution dans le cas où il s'agi-
« rait d'une tutelle antérieurement déferée. »

Art. 57. « Sont aussi exclus de la tutelle , et même desti- 444
« tuables , s'ils sont en exercice ,

« 1°. Les gens d'une inconduite notoire ;

« 2°. Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infir-
« mité. »

Art. 58. « Tout individu qui aura été exclu ou destitué 445
« d'une tutelle ne pourra être membre d'un conseil de
« famille. »

Art. 59. « Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitu- 446

« tion de tuteur , elle sera prononcée par le conseil de famille,
 « convoqué à la diligence du subrogé tuteur , ou d'office par
 « le juge de paix.

« Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette convoca-
 « tion , quand elle sera formellement requise par un ou plu-
 « sieurs parens ou alliés du mineur , au degré de cousin
 « germain ou à des degrés plus proches. »

447 Art. 60. « Toute délibération du conseil de famille qui
 « prononcera l'exclusion ou la destitution du tuteur sera
 « motivée , et ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou
 « appelé le tuteur. »

448 Art. 61. « Si le tuteur adhère à la délibération , il en sera
 « fait mention , et le nouveau tuteur entrera aussitôt en
 « fonctions.

« S'il y a réclamation , le subrogé tuteur poursuivra l'ho-
 « mologation de la délibération devant le tribunal de pre-
 « mière instance , qui prononcera , sauf l'appel.

« Le tuteur exclu ou destitué peut lui-même , en ce cas ,
 « assigner le subrogé tuteur pour se faire déclarer maintenu
 « en la tutelle. »

449 Art. 62. « Les parens ou alliés qui auront requis la convo-
 « cation pourront intervenir dans la cause , qui sera ins-
 « truite et jugée comme affaire urgente. »

SECTION VIII. — *De l'Administration du tuteur.*

450 Art. 63. « Le tuteur prendra soin de la personne du mineur ,
 : et le représentera dans tous les actes civils.

« Il administrera ses biens en bon père de famille , et ré-
 « pondra des dommages-intérêts qui pourraient résulter
 « d'une mauvaise gestion.

« Il ne peut ni acheter les biens du mineur , ni les prendre
 « à ferme , à moins que le conseil de famille n'ait autorisé le
 « subrogé tuteur à lui en passer bail , ni accepter la cession
 « d'aucun droit ou créance contre son pupille. »

451 Art. 64. « Dans les dix jours qui suivront celui de sa no-

« mination, dûment connue de lui, le tuteur requerra la
« levée des scellés, s'ils ont été apposés, et fera procéder
« immédiatement à l'inventaire des biens du mineur en
« présence du subrogé tuteur.

« S'il lui est dû quelque chose par le mineur, il devra le
« déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance, et ce,
« sur la réquisition que l'officier public sera tenu de lui en
« faire, et dont mention sera faite au procès-verbal. »

Art. 65. « Dans le mois qui suivra la clôture de l'inven- 452
« taire, le tuteur fera vendre, en présence du subrogé tu-
« teur, aux enchères reçues par un officier public, et après
« des affiches ou publications dont le procès-verbal de vente
« fera mention, tous les meubles autres que ceux que le
« conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en na-
« ture. »

Art. 66. « Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance 453
« propre et légale des biens du mineur, sont dispensés de
« vendre les meubles, s'ils préfèrent de les garder pour les
« remettre en nature.

« Dans ce cas, ils en feront faire, à leurs frais, une esti-
« mation à juste valeur, par un expert qui sera nommé par
« le subrogé tuteur et prêteront serment devant le juge de
« paix : ils rendront la valeur estimative de ceux des meubles
« qu'ils ne pourraient représenter en nature. »

Art. 67. « Lors de l'entrée en exercice de toute tutelle, 454
« autre que celle des père et mère, le conseil de famille ré-
« glera par aperçu et selon l'importance des biens régis la
« somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du
« mineur, ainsi que celle d'administration de ses biens.

« Le même acte spécifiera si le tuteur est autorisé à s'aider,
« dans sa gestion, d'un ou plusieurs administrateurs particu-
« liers, salariés et gérant sous sa responsabilité. »

Art. 68. « Ce conseil déterminera positivement la somme 455
« à laquelle commencera, pour le tuteur, l'obligation d'em-
« ployer l'excédant des revenus sur la dépense ; cet emploi

« devra être fait dans le délai de six mois , passé lequel le tuteur devra les intérêts , à défaut d'emploi. »

456 Art. 69. « Si le tuteur n'a pas fait déterminer par le conseil de famille la somme à laquelle doit commencer l'emploi , il devra , après le délai exprimé dans l'article précédent , les intérêts de toute somme non employée , quelque modique qu'elle soit. »

457 Art. 70. « Le tuteur, même le père ou la mère , ne peut emprunter pour le mineur , ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles , sans y être autorisé par un conseil de famille.

« Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

« Dans le premier cas , le conseil de famille n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté par un compte sommaire présenté par le tuteur que les deniers , effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

« Le conseil de famille indiquera , dans tous les cas , les immeubles qui devront être vendus de préférence , et toutes les conditions qu'il jugera utiles. »

458 Art. 71. « Les délibérations du conseil de famille relatives à cet objet ne seront exécutées qu'après que le tuteur en aura demandé et obtenu l'homologation devant le tribunal de première instance , qui y statuera en la chambre du conseil , et après avoir entendu le commissaire du gouvernement. »

459 Art. 72. « La vente se fera publiquement , en présence du subrogé tuteur , aux enchères , qui seront reçues par un membre du tribunal civil , ou par un notaire à ce commis , et à la suite de trois affiches apposées par trois dimanches consécutifs , aux lieux accoutumés dans le canton.

« Chacune de ces affiches sera visée et certifiée par le maire des communes où elles auront eu lieu. »

460 Art. 73. « Les formalités exigées par les articles 69 et 70 pour l'aliénation des biens du mineur ne s'appliquent

« point au cas où un jugement aurait ordonné la licitation ,
« sur la provocation d'un copropriétaire par indivis.

« Seulement, en ce cas, la licitation ne pourra se faire
« que dans la forme prescrite par l'article précédent : les
« étrangers y seront nécessairement admis. »

Art. 74. « Le tuteur ne pourra accepter ni répudier une 461
« succession échue au mineur sans une autorisation préa-
« lable du conseil de famille : l'acceptation n'aura lieu que
« sous bénéfice d'inventaire. »

Art. 75. « Dans le cas où la succession répudiée au nom 462
« du mineur n'aurait pas été acceptée par un autre, elle
« pourra être reprise soit par le tuteur autorisé à cet effet
« par une nouvelle délibération du conseil de famille, soit
« par le mineur devenu majeur, mais dans l'état où elle se
« trouvera lors de la reprise, et sans pouvoir attaquer les
« ventes et autres actes qui auraient été légalement faits du-
« rant la vacance. »

Art. 76. « La donation faite au mineur ne pourra être 463
« acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de
« famille.

« Elle aura, à l'égard du mineur, le même effet qu'à l'é-
« gard du majeur. »

Art. 77. « Aucun tuteur ne pourra introduire en justice 464
« une action relative aux droits immobiliers du mineur, ni
« acquiescer à une demande relative aux mêmes droits, sans
« l'autorisation du conseil de famille. »

Art. 78. « La même autorisation sera nécessaire au tuteur 465
« pour provoquer un partage ; mais il pourra, sans cette
« autorisation, répondre à une demande en partage dirigée
« contre le mineur. »

Art. 79. « Pour obtenir à l'égard du mineur tout l'effet 466
« qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être fait en
« justice, et précédé d'une estimation faite par experts nom-
« més par le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la suc-
« cession. »

« Les experts , après avoir prêté , devant le président du
 « même tribunal ou autre juge par lui délégué , le serment
 « de bien et fidèlement remplir leur mission , procéderont à
 « la division des héritages et à la formation des lots , qui
 « seront tirés au sort , et en présence , soit d'un membre du
 « tribunal , soit d'un notaire par lui commis , lequel fera la
 « délivrance des lots.

« Tout autre partage ne sera considéré que comme provi-
 « sionnel. »

467 Art. 80. « Le tuteur ne pourra transiger au nom du mi-
 « neur qu'après y avoir été autorisé par le conseil de famille ,
 « et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le commis-
 « saire du gouvernement près le tribunal civil.

« La transaction ne sera valable qu'autant qu'elle aura été
 « homologuée par le tribunal civil , après avoir entendu le
 « commissaire du gouvernement. »

468 Art. 81. « Le tuteur qui aura des sujets de mécontente-
 « mens graves sur la conduite du mineur pourra porter ses
 « plaintes à un conseil de famille , et , s'il y est autorisé par
 « ce conseil , provoquer la réclusion du mineur , conformé-
 « ment à ce qui est statué à ce sujet au titre *de la Puissance*
 « *paternelle*. »

SECTION IX. — *Des Comptes de la tutelle.*

469 Art. 82. « Tout tuteur est comptable de sa gestion lors-
 « qu'elle finit. »

470 Art. 83. « Tout tuteur, autre que le père et la mère , peut
 « être tenu, même durant la tutelle, de remettre au subrogé
 « tuteur des états de situation de sa gestion, aux époques que
 « le conseil de famille aurait jugé à propos de fixer, sans
 « néanmoins que le tuteur puisse être astreint à en fournir
 « plus d'un chaque année.

« Ces états de situation seront rédigés et remis , sans frais,
 « sur papier non timbré , et sans aucune formalité de jus-
 « tice. »

Art. 84. « Le compte définitif de tutelle sera rendu aux 471
« dépens du mineur, lorsqu'il aura atteint sa majorité ou
« obtenu son émancipation : le tuteur en avancera les frais.

« On y allouera au tuteur toutes dépenses suffisamment
« justifiées et dont l'objet sera utile. »

Art. 85. « Tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur 472
« et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé
« de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des
« pièces justificatives; le tout constaté par un récépissé de
« l'oyant-compte, dix jours au moins avant le traité. »

Art. 86. « Si le compte donne lieu à des contestations, 473
« elles seront poursuivies et jugées comme les autres contes-
« tations en matière civile. »

Art. 87. « La somme à laquelle s'élèvera le reliquat dû 474
« par le tuteur portera intérêt, sans demande, à compter
« de la clôture du compte.

« Les intérêts de ce qui sera dû au tuteur par le mineur ne
« courront que du jour de la sommation de payer qui aura
« suivi la clôture du compte. »

Art. 88. « Toute action du mineur contre son tuteur, re- 475
« lativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans,
« à compter de la majorité. »

CHAPITRE III.

De l'Émancipation.

Art. 89. « Le mineur est émancipé de plein droit par le 476
« mariage. »

Art. 90. « Le mineur même non marié pourra être éman- 477
« cipé par son père, ou, à défaut de père, par sa mère,
« lorsqu'il aura atteint l'âge de quinze ans révolus.

« Cette émancipation s'opérera par la seule déclaration du
« père ou de la mère, reçue par le juge de paix assisté de
« son greffier. »

Art. 91. « Le mineur resté sans père ni mère pourra aussi, 478
« mais seulement à l'âge de dix-huit ans accomplis, être

« émancipé, si le conseil de famille l'en juge capable
 « En ce cas, l'émancipation résultera de la délibération
 « qui l'aura autorisée, et de la déclaration que le juge de
 « paix, comme président du conseil de famille, aura faite
 « dans le même acte, que *le mineur est émancipé.* »

479 Art. 92. « Lorsque le tuteur n'aura fait aucune diligence
 « pour l'émancipation du mineur dont il est parlé dans l'ar-
 « ticle précédent, et qu'un ou plusieurs parens ou alliés de
 « ce mineur, au degré de cousins germains ou à des degrés
 « plus proches, le jugeront capable d'être émancipé, ils
 « pourront requérir le juge de paix de convoquer le conseil
 « de famille, pour délibérer à ce sujet.

« Le juge de paix devra déférer à cette réquisition. »

480 Art. 93. « Le compte de tutelle sera rendu au mineur
 « émancipé, assisté d'un curateur qui lui sera nommé par le
 « conseil de famille. »

481 Art. 94. « Le mineur émancipé passera les baux dont la
 « durée n'excédera point neuf ans; il recevra ses revenus,
 « en donnera décharge, et fera tous les actes qui ne sont que
 « de pure administration, sans être restituable contre ces
 « actes, dans tous les cas où le majeur ne le serait pas lui-
 « même. »

482 Art. 95. « Il ne pourra intenter une action immobilière, ni
 « y défendre, même recevoir et donner décharge d'un ca-
 « pital mobilier, sans l'assistance de son curateur, qui, en
 « ce dernier cas, surveillera l'emploi du capital reçu. »

483 Art. 96. « Le mineur émancipé ne pourra faire d'em-
 « prunts, sous aucun prétexte, sans une délibération du
 « conseil de famille, homologuée par le tribunal civil, après
 « avoir entendu le commissaire du gouvernement. »

484 Art. 97. « Il ne pourra non plus vendre ni aliéner ses im-
 « meubles, ni faire aucun autre acte que ceux de pure ad-
 « ministration, sans observer les formes prescrites au mineur
 « non émancipé.

« A l'égard des obligations qu'il aurait contractées par

« voie d'achat ou autrement, elles seront réductibles en cas
 « d'excès; les tribunaux prendront, à ce sujet, en considé-
 « ration la fortune du mineur, la bonne ou mauvaise foi
 « des personnes qui auront contracté avec lui, l'utilité ou
 « l'inutilité des dépenses.. »

Art. 98. « Tout mineur émancipé dont les engagements 485
 « auraient été réduits en vertu de l'article précédent pourra
 « être privé du bénéfice de l'émancipation, laquelle lui sera
 « retirée, en suivant les mêmes formes que celles qui auront
 « eu lieu pour la lui conférer. »

Art. 99. « Dès le jour où l'émancipation aura été révoquée, 486
 « le mineur rentrera en tutelle, et y restera jusqu'à sa ma-
 « jorité accomplie. »

Art. 100. « Le mineur émancipé qui fait un commerce est 487
 « réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce. »

M. TRONCHET observe, sur l'article 29, qu'il serait néces- 416
 saire d'expliquer où le tuteur sera nommé.

M. BERLIER dit que ces détails obligeraient de trop multi-
 plier les articles du titre.

LE CONSEIL arrête qu'ils seront rejetés dans une loi orga-
 nique.

La rédaction du titre est adoptée.

M. Berlier fut nommé avec MM. Emmery et Miot pour
 présenter le projet qui précède au Corps législatif dans
 sa séance du 25 ventose an XI (16 mars 1803), et pour
 en soutenir la discussion dans celle du 5 germinal.

PRÉSENTATION AU CORPS LÉGISLATIF,

ET EXPOSÉ DES MOTIFS, PAR M. BERLIER.

Législateurs, déjà plusieurs projets de loi destinés à faire
 partie du Code civil vous ont été présentés, et déjà quel-
 ques-uns ont obtenu votre sanction.

Nous vous apportons aujourd'hui la suite , mais non la fin de ce grand travail.

Le titre qui va vous être soumis est celui qui traite *de la Minorité , de la Tutelle et de l'Émancipation*.

Sa division en trois chapitres répond à chacune des matières indiquées dans son texte.

Nous allons en motiver les principales dispositions.

De la Minorité.

388 Le premier chapitre, relatif à la minorité , se compose d'un seul article.

Cet article, en réglant que *le mineur est l'individu de l'un ou de l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de vingt-un ans accomplis*, statue par là même qu'on est majeur à cet âge.

Cette disposition a été maintenue , quoiqu'elle se trouvât en opposition avec des souvenirs récents ; car, avant la loi du 20 septembre 1792, la minorité durait jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, sur presque tous les points du territoire français.

L'exemple de plusieurs États voisins dont les lois faisaient cesser la minorité à un âge moins avancé ; celui plus frappant encore de quelques-unes de nos anciennes provinces , comme l'*Anjou* et le *Maine* , où la minorité cessait à vingt ans , sans que l'ordre public ni les intérêts privés en souffrissent ; les développemens surtout de notre organisation morale , qui se trouvaient avancés en raison des progrès que les lumières avaient faits depuis plusieurs siècles : toutes ces circonstances sollicitaient depuis long-temps une réforme , et peut-être elles n'eussent point prévalu contre d'anciennes habitudes sans la révolution , qui , en ébranlant tout , dut froisser beaucoup d'intérêts , mais détruisit aussi beaucoup de préjugés.

Alors on osa examiner la question , et l'on reconnut que l'incapacité civile résultant de la minorité , portée au-delà du vrai , mettait la société en perte réelle de toute la somme

de travaux et de transactions qu'y eût versée l'individu paralysé par la loi.

On reconnut aussi que la capacité naturelle était la vraie mesure de la capacité légale ; et , comme on ne pouvait méconnaître que cette capacité existait , sinon chez tous les individus , du moins chez le plus grand nombre , à vingt-un ans , le terme de la minorité fut fixé à cet âge.

Il ne peut être aujourd'hui question de changer cette importante disposition ; car la législation des onze années qui viennent de s'écouler, indépendamment des motifs qui la fondèrent, est ici fortifiée par la Constitution, qui , en fixant la majorité *politique* à vingt-un ans , a adopté elle-même la mesure indiquée pour la majorité *civile*, et a voulu les mettre en harmonie.

De la Tutelle.

Tout mineur n'est pas nécessairement en tutelle ; celui 389 dont les père et mère sont vivans trouve en eux des protecteurs naturels , et s'il a quelques biens personnels, l'administration en appartient à son père.

La tutelle commence au décès du père ou de la mère ; car 390 alors , en perdant un de ses protecteurs naturels , le mineur réclame déjà une protection plus spéciale de la loi.

Mais quel sera , dans ce cas , le caractère de la tutelle ? Quel sera-t-il , dans le cas où le mineur aura perdu non seulement son père ou sa mère , mais tous les deux ?

Ici , comme sur beaucoup d'autres points , il y avait à se décider entre des usages fort opposés.

Dans une grande partie de la France , toute tutelle était *dativ*e , c'est-à-dire donnée par le juge d'après le choix fait par la famille assemblée.

Dans d'autres parties du territoire français , et plus spécialement dans les pays de droit écrit , on admettait la tutelle *légitime* et la tutelle *testamentaire* : ainsi le père avait de droit la tutelle de son fils , et l'ascendant celle du petit-fils , si le père n'avait par son testament désigné un autre tuteur.

Le projet a adopté ce dernier système comme plus conforme au vœu de la nature, et comme honorant davantage ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, le caractère de père de famille.

Mais en même temps il a paru juste de faire participer les mères aux honneurs de la tutelle *légitime*.

Autrefois elles pouvaient être tutrices de leurs enfans, mais ce n'était que par une espèce de dérogation au droit commun, *nisi à principe filiorum tutelam specialiter postulent*, disait la loi romaine.

Cependant, avaient-elles pour leurs enfans moins de tendresse et d'affection que leur père? Et, en leur accordant comme un droit ce qu'elles n'obtenaient que comme une grâce, ne sera-ce pas leur rendre justice, et relever leur caractère trop long-temps méconnu?

Cette proposition a d'ailleurs une connexion intime avec celle qui vous a été faite, dans le projet relatif à la *puissance paternelle*, d'accorder à la mère survivante les fruits provenant des biens de son enfant, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de dix-huit ans; car, en jouissant pour elle, elle administrera pour son enfant, et l'ancienne objection tirée du peu de capacité qu'on lui supposait pour administrer des biens se réduira à bien peu de chose, quand on réfléchira que la mère doit avoir l'usufruit *légal* de ces mêmes biens dont on avait craint jusqu'à ce jour de lui confier l'administration.

391 Si toutefois le père de famille, vrai juge de la capacité de sa femme, a lui-même conçu cette inquiétude, il pourra, sans lui ôter la tutelle, lui désigner un conseil, et cette exception satisfera sans doute à l'intérêt du mineur.

395 Ce même intérêt appelait une autre exception, dans le cas où la tutrice se remarierait.

Sans vouloir frapper de défaveur ces secondes unions, qui, dans les campagnes et chez les artisans, ont souvent pour objet de rendre un nouveau protecteur à des orphelins, il en

résulte toujours que la femme passe dans une nouvelle société, dont le chef est étranger à ses enfans ; et si ce fait ne saurait, sans injustice, lui faire perdre la tutelle de plein droit, du moins suffit-il pour appeler la famille à délibérer si elle doit lui être conservée.

Dans ce cas encore, si la mère maintenue dans la tutelle choisit un tuteur par son testament, ce choix devra être confirmé par la famille. 400

Aux exceptions près que nous venons de tracer, il a paru juste de traiter les mères comme les pères eux-mêmes, et, en effaçant de trop fortes inégalités entre les deux sexes, de resserrer par les droits civils les liens de la nature. 390

Ainsi les pères et mères auront de plein droit la tutelle de leurs enfans : ainsi le dernier mourant pourra par son testament leur choisir un tuteur ; et ce dernier acte de sa volonté a paru le titre le plus respectable après celui qui l'avait appelé lui-même à la tutelle. 397

Au-delà vient la tutelle des ascendans, qui fait partie encore de la tutelle légitime. 403 à 404

Mais la tutelle que nous venons d'envisager comme un droit est aussi une charge.

Une mère (ce cas sera rare) pourrait trouver le fardeau trop pesant ; un ascendant très-âgé pourra craindre d'y succomber ; l'excuse déduite du sexe, ou celle offerte par l'âge viendront à leur secours ; mais leur volonté seule réglera l'exercice ou l'abandon de leurs droits ; car il a paru dangereux de les subordonner à la confirmation d'un conseil de famille qui pourrait capricieusement refuser sa sanction à l'ordre tracé par la nature ; il eût, dans cette hypothèse, été plus simple et moins injurieux de rendre la tutelle purement dative. 394

Si cependant le tuteur, soit légitime, soit testamentaire, était sans conduite, ou atteint de quelques-unes des autres causes qui excluent de la tutelle, le conseil de famille pourra et devra en poursuivre l'application.

C'est ainsi que les intérêts civils du mineur seront garantis sans altérer la dévolution légitime, et sans que l'exception se mette à la place du principe.

405 Mais un enfant peut rester sans père, mère ni ascendants, et sans que le dernier mourant de ses père et mère lui ait désigné de tuteur; et c'est ici qu'en l'absence des personnes présumées lui porter une affection supérieure à toutes les autres affections, le concours des collatéraux deviendra nécessaire et la tutelle essentiellement dative.

407-408 Pour parvenir à une bonne organisation des conseils de famille, il a paru nécessaire de les rendre peu nombreux, de n'y admettre que les plus proches parens de chaque ligne, et d'obvier à l'influence d'une ligne sur l'autre, par l'appel d'un nombre égal de parens pris dans chacune.

On appellera donc les trois plus proches parens de chaque ligne. Voilà (sauf le cas des frères germains et majeurs, s'ils excèdent ce nombre) la limite qu'on a cru devoir adopter; elle portera le conseil de famille au nombre de sept, en y comprenant le juge de paix, qui en sera membre et président, et dont le caractère impartial dirigera les résultats vers le bien et l'utilité du mineur.

Ainsi disparaîtront beaucoup d'intrigues et principalement celles à la faveur desquelles on portait souvent sur un parent éloigné et peu affectionné la charge que devait naturellement supporter le parent le plus proche; abus qui existait déjà du temps de *Domat*, et dont il se plaint en son discours préliminaire sur le titre *des Tutelles*.

On n'a pourtant pas dû ériger en principe que le plus proche parent serait toujours et nécessairement tuteur; c'eût été étendre la tutelle légitime au-delà de ses justes limites, et il est possible que quelquefois un cousin convienne mieux qu'un oncle, ou que l'emploi soit plus facile ou moins onéreux pour lui: on aura toutes les garanties convenables quand, par son organisation, le conseil de famille offrira intérêt d'affection et esprit de justice.

Nous venons, citoyens législateurs, d'examiner les diverses espèces de tutelles détaillées dans les quatre premières sections du chapitre en discussion.

Le surplus de ce chapitre, contenant les règles relatives à toutes les tutelles, n'offre que peu de difficultés et d'observations.

En toute tutelle il doit y avoir un subrogé tuteur dont les fonctions, assez analogues à celles des curateurs des pays coutumiers, sont expliquées en la section V.

La VI^e section exprime les causes qui dispensent de la tutelle, et la VII^e celles qui en excluent. sect. 6
et 7.

La plupart des dispositions rédigées sur ces points divers s'écartent peu de l'ancien état de la législation, et leurs différences n'ont pas même besoin d'être analysées.

Nous en dirons à peu près autant des VIII^e et IX^e sections, relatives à l'administration du tuteur et à la reddition des comptes de tutelles. sect. 8
et 9

Cependant il est quelques objets d'un ordre supérieur et sur lesquels il nous a semblé que nous devions plus particulièrement fixer votre attention.

Ainsi, par exemple, le projet contient des vues nouvelles 467 au sujet des transactions qui pourront avoir lieu durant la tutelle.

Les principes admis jusqu'à ce jour, sans repousser ces transactions, en rendaient l'usage impraticable; car elles ne pouvaient valoir qu'autant qu'elles profitaient au pupille, et que celui-ci s'en contentait, *si hoc pupillo expediat*; et ce point de fait, toujours subordonné à la volonté future du mineur, écartait nécessairement un contrat aussi peu solide.

De cette manière, toutes les difficultés dans lesquelles un mineur était engagé devenaient un dédale d'où l'on ne pouvait sortir qu'à grands frais, parce que les issues conciliatoires étaient fermées, et que si le tuteur n'osait rien faire qui eût l'air d'altérer un droit équivoque, de son côté l'ad-

- versaire du pupille ne voulait point traiter avec un homme dont le caractère ne lui offrait aucune garantie.

De là la ruine de plus d'un mineur ; de là aussi de nombreuses entraves pour beaucoup de majeurs.

Il convenait de mettre un terme à de si grands inconvénients, et le projet y a pourvu en imprimant un caractère durable aux transactions pour lesquelles le tuteur aura été autorisé par le conseil de famille, de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le commissaire du gouvernement, et après que le tribunal civil aura homologué la transaction sur les conclusions du même commissaire.

Tant de précautions écartent toute espèce de danger ; elles subviennent aussi aux besoins de la société, qui, en accordant une juste sollicitude aux mineurs, doit aussi considérer les majeurs ; elles donnent enfin à l'administration du tuteur son vrai complément. Que serait-ce en effet qu'un administrateur qui ne trouverait pas dans la législation un moyen d'éviter un mauvais procès, ni de faire un arrangement utile ?

- 475 Le projet qui vous est soumis contient un autre changement assez grave dans la durée de l'action qui existera contre le tuteur, à raison de son administration.

Jusqu'à ce jour, cette action n'a, en général, reçu pour limites que celles de la plus longue prescription immobilière, prescription dont la mesure était différente selon les pays, mais qui dans un grand nombre allait jusqu'à trente ans.

Quelle que doive être désormais la plus longue prescription, il a paru, dans le cas particulier, convenable de s'arrêter à celle de dix ans ; car si le pupille est très-favorable, il est impossible de ne pas prendre en considération aussi la situation du tuteur lui-même.

La tutelle fut pour lui, tant qu'elle dura, un acte onéreux, une charge de famille dont les embarras ne doivent pas être immodérément prolongés contre lui : en accordant

au pupille dix ans après sa majorité pour l'exercice de toutes les actions relatives à la tutelle, on fait assez; et tout excès en cette matière serait un mal réel pour la société toute entière.

Enfin il existe un point sur lequel nous avons à justifier, non les dispositions écrites, mais le silence du projet : c'est la *responsabilité* qui était demandée contre les parens *nominateurs*, en cas d'insolvabilité du tuteur.

fin du
ch. 2 et
475

Cette responsabilité était établie par les lois romaines, et elle était spécialement admise par quelques coutumes, notamment par celle de Bretagne; mais en général elle était étrangère aux pays coutumiers.

A-t-on remarqué dans ces pays que les intérêts des mineurs y fussent plus compromis qu'ailleurs?

Cette réflexion, qui seule eût pu faire écarter la responsabilité dont il s'agit, n'est cependant point la plus forte; car il est reconnu et avoué que, dans les lieux même où la loi avait établi la responsabilité, elle était tombée en désuétude et n'était appliquée par les tribunaux que dans le cas d'un dol évident; tant il est vrai que cette règle était odieuse vis-à-vis de parens qui avaient de bonne foi rempli cette charge de famille.

Comment d'ailleurs pour l'intérêt d'un seul tenir en suspens la fortune d'une famille entière, et d'une famille innocente?

N'y aura-t-il pas aussi quelquefois recours contre le subrogé tuteur s'il a mal rempli son mandat?

Toutes ces considérations ont dû faire rejeter ce vain épouvantail.

La garantie des bons choix, la seule propre à rendre oiseuse et sans application la question qu'on examine, se trouvera dans la bonne composition des conseils de famille, et le projet qui vous est offert aura par cela seul résolu beaucoup de difficultés, s'il a atteint ce but principal.

Après avoir vu le mineur en *tutelle*, il reste à le considérer dans un autre état.

De l'Émancipation.

476 Nous ne nous arrêterons point sur la disposition du projet qui fait résulter l'émancipation du mariage ; elle n'a pas besoin d'être justifiée.

477-478 Mais que sera-ce que l'émancipation qui , même hors ce cas , pourra avoir lieu durant la minorité ?

Cette institution serait mal comprise si on lui appliquait les idées de l'émancipation romaine , de cet acte par lequel un père mettait hors de sa puissance son fils souvent majeur.

Il ne s'agit ici que du mineur , et du mineur qui n'a ni père ni mère , comme de celui qui les a tous deux ou l'un deux.

Notre projet considère le mineur sous le rapport de la capacité qu'il a pour administrer ses biens et en toucher les revenus.

Il règle à quel âge et de quelle manière le mineur deviendra habile à ce sujet , non plus comme autrefois en obtenant des lettres du prince , appelées *lettres de bénéfice d'âge* , mais en remplissant les conditions qui seront prescrites par la loi.

Ces premières notions posées , et bien que l'émancipation embrasse tous les mineurs , on distinguera entre eux ceux qui ont père et mère ou l'un des deux , et ceux qui n'en ont point.

Le mineur qui a ses père et mère ne pourra recevoir l'émancipation que de son père ; si l'un des deux est mort , le droit d'émanciper le mineur appartiendra au survivant.

Si le mineur n'a ni père ni mère , l'émancipation sera accordée par le conseil de famille.

Mais l'émancipation accordée par le père ou la mère différera de celle accordée par le conseil de famille dans deux points qu'il convient de fixer.

Le père ou la mère pourra émanciper le mineur dès l'âge de quinze ans ; les affections de la nature garantissent ici que l'émancipation sera dans l'intérêt de l'enfant ; mais le conseil de famille ne pourra émanciper que le mineur âgé de dix-huit ans , parce qu'il y aurait à craindre qu'un simple tu-

teur, pour se décharger du poids de la tutelle, ne supposât à son pupille une capacité précoce, qu'il ne le persuadât au conseil de famille, et que l'émancipation ne devînt ainsi un funeste abandon.

Autre différence : s'il s'agit d'un mineur qui soit sous la tutelle d'un simple parent ou d'un étranger, et que ce tuteur, soit pour se maintenir dans une grande gestion ou par tout autre motif, laisse passer à son mineur l'âge de dix-huit ans sans solliciter son émancipation, que l'on suppose méritée par une bonne conduite et une capacité suffisante, tout parent du mineur au degré de cousin-germain ou à des degrés plus proches pourra lui-même provoquer la réunion du conseil de famille pour délibérer sur l'émancipation; mais cette faculté n'aura jamais lieu contre un père administrateur ou tuteur, ni contre une mère tutrice, parce qu'ils sont juges suprêmes en cette partie, et que leur autorité ne doit, jusqu'à la majorité de leurs enfans, recevoir d'autres limites que celle qu'y mettra leur propre volonté.

Après avoir posé cette double distinction relative à ces deux espèces de mineurs, si l'attention se porte sur les effets de l'émancipation, on verra qu'ils sont les mêmes pour tous les émancipés.

Administrer ses biens et toucher ses revenus, tel est le droit qu'acquerra l'émancipé; mais il sera loin d'avoir tous les droits du majeur.

Ainsi, il ne pourra vendre ni aliéner ses immeubles que selon les formes prescrites pour les autres mineurs, ni recevoir un capital mobilier sans l'assistance d'un curateur.

Il ne pourra même faire d'emprunt; *les prêts*, fléau de l'inexpérience, ne doivent pas exister pour un mineur même émancipé.

Cependant, puisqu'il est appelé à l'administration de ses biens, il doit avoir les moyens d'y pourvoir.

Il aura donc la faculté d'acheter les choses utiles à son entretien et à l'exploitation de ses biens; mais, jusque

dans l'exercice de cette faculté, il sera placé sous une législation spéciale ; car s'il contractait des obligations immodérées, les tribunaux pourront les réduire en prenant en considération la fortune de l'émancipé, la nature de ses dépenses et la bonne ou mauvaise foi des personnes qui auront contracté avec lui.

485 Dans ce cas, il y aura preuve d'inconduite, ou tout au moins de mauvaise administration ; et ceci a fait naître l'idée d'une disposition tendant à faire rentrer en tutelle l'émancipé qui se serait rendu indigne ou montré incapable de gérer ses biens.

Dans cette disposition, le gouvernement a aperçu des résultats d'une grande utilité ; car l'émancipation deviendra un stage pour la jeunesse.

L'émancipé craindra d'en perdre le bénéfice ; et, averti que son sort dépend de sa conduite, il contractera dès le commencement de sa carrière civile les bonnes habitudes qui doivent avoir une si heureuse influence sur le reste de la vie : ce point de législation peut seul produire une révolution utile dans l'ordre moral.

Tel est, citoyens législateurs, le plan général du projet de loi sur *la Minorité, la Tutelle et l'Émancipation*.

Si nous n'avons motivé que ses dispositions principales, et spécialement celles qui s'écartent le plus de l'ancienne législation, nous avons cru devoir nous arrêter là, dans une matière qui n'offre au surplus que des détails nombreux sans doute, mais simples, faciles, et peu susceptibles de commentaires.

COMMUNICATION OFFICIELLE AU TRIBUNAT.

Cette communication eut lieu le 27 ventose an XI (18 mars 1803), et M. Huguet vint faire le rapport à l'assemblée générale du Tribunat le 3 germinal (24 mars).

RAPPORT FAIT PAR LE TRIBUN HUGUET.

Tribuns, je viens vous faire connaître l'opinion de votre section de législation sur le projet de loi relatif à *la Minorité, à la Tutelle et à l'Émancipation*.

C'est une des lois du Code civil qui doit appeler plus particulièrement et votre intérêt et votre sollicitude. Elle détermine d'une manière positive les règles qui seront à suivre pour l'administration des personnes et des biens des enfans mineurs, de ces êtres faibles qui réclament, par l'intérêt qu'ils inspirent, l'appui et toute la bienveillance de l'autorité publique.

Ce n'est point une législation nouvelle qui vous est soumise; ce n'est point un système nouveau qui vous est présenté; c'est un choix de préceptes, de maximes et de règles déjà éprouvés par l'expérience des siècles, et que la raison a justifiés depuis long-temps; c'est un choix fait, soit dans le droit écrit, soit dans le droit coutumier, des meilleures institutions sur cette matière.

C'est dans les lois diverses qui régissent en cette partie les différentes contrées de la France qu'on a puisé avec habileté ce qui était le plus conforme à nos mœurs, le plus convenable à nos habitudes, et le plus juste, pour n'en faire qu'une seule loi uniforme et générale.

Vous n'aurez point à examiner si les dispositions du projet de loi sont admissibles, ce fait est reconnu; mais seulement votre jugement s'exercera comparativement sur chacune de ces institutions pour se fixer sur la meilleure.

Ainsi, par exemple, le droit coutumier en général veut qu'à l'égard du père la tutelle soit dative, qu'il ne puisse être le tuteur de ses enfans sans avoir l'avis de sa famille confirmé par le juge; le droit écrit, au contraire, veut que le père en soit l'administrateur né, le tuteur naturel, légitime et de droit. Vous aurez à vous décider entre ces deux règles. C'est ainsi que vous jugerez le projet de loi.

Pour vous mettre à même de le faire, je vais vous rendre compte de ses dispositions.

Je me permettrai très-peu de réflexions; il est inutile de tout dire à des hommes éclairés : souvent il me suffira de vous présenter le simple texte de la loi pour vous mettre à même de l'apprécier; ma tâche sera plus courte, et vos momens, si précieux d'ailleurs à la chose publique, seront plus ménagés.

Ce projet de loi est le dixième titre du Code civil.

Il est divisé en trois chapitres.

Le premier traite *de la minorité*;

Le second, *de la tutelle*;

Et le troisième, *de l'émancipation*.

CHAPITRE I^{er}.

De la Minorité.

388 Il est composé d'un seul article.

Il porte : « Le mineur est l'individu de l'un ou de l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de vingt-un ans accomplis. »

Cet article m'entraîne malgré moi dans l'examen d'une question souvent controversée; celle de savoir si la majorité doit continuer à être fixée à vingt-un ans, ou si on doit la rétablir à vingt-cinq ans.

Dans l'ancien droit français, la majorité était pour les garçons à quatorze ans, et pour les filles à douze ans; à cet âge ils n'avaient plus besoin de tuteurs.

Mais, lors de la rédaction des coutumes, dans le quinzième siècle, l'étude du droit romain avait fait tant de progrès, que la disposition relative à la majorité à vingt-cinq ans qu'il contient fut adoptée dans une très-grande partie de nos coutumes.

Il me semble qu'alors on aurait pu prendre un juste milieu, celui précisément que propose le projet de loi.

Et en effet, si la majorité à quatorze ans présentait et présenterait encore aujourd'hui beaucoup d'inconvénients, il

faut en convenir, la majorité à vingt-cinq ans, qui est un autre extrême, n'en présente pas moins.

L'interdiction des personnes jusqu'à vingt-cinq ans, la privation jusqu'à cet âge de l'exercice de leurs droits civils, est autant préjudiciable à leurs intérêts personnels que nuisible au grand intérêt de la société.

Les laisser privés de toutes actions civiles jusqu'à ce qu'ils aient atteint le tiers présumé de leur vie, vouloir qu'ils soient jusqu'à ce temps sous la dépendance d'autrui, c'est enchaîner des hommes faits, c'est leur ôter tout essor, c'est amortir leurs facultés, ces facultés avec lesquelles ils peuvent entreprendre des améliorations nécessaires et faire des contrats et des transactions utiles.

C'est le temps de l'effervescence des passions, nous dit-on : la maturité de l'homme n'est qu'à vingt-cinq ans ; ce n'est qu'à cet âge qu'il est propre à gérer ses affaires. Vain langage ! faux calcul !

C'est le temps des passions ! Mais qui peut précisément en fixer l'époque ? Et quand ce serait vrai, est-il dit qu'il faille les encourager, les souffrir, les entretenir ? n'est-il pas possible de leur opposer une digue, et de chercher dans les institutions des moyens d'en arrêter le cours ? Je crois que la fixation de la majorité à vingt-un ans a nécessairement ce but.

Et en effet, peut-on espérer que les hommes seront plus sages, plus propres à exercer leurs droits civils lorsque leurs passions se seront enracinées jusqu'à vingt-cinq ans ?

J'aime mieux que de bonne heure on les force à exercer leur raison, dussent-ils même commettre quelques erreurs ; j'aime mieux qu'il soit dit à cet adolescent, à ce jeune homme de dix-huit à vingt ans, sensible, encore pur et plus susceptible d'impressions : Les passions vont vous assiéger, mais mettez-vous en garde, défendez-vous, lutez contre : car dans un an ou deux vous serez appelé à la dignité de l'homme en société ; vous jouirez de vos droits civils : les actes que vous ferez feront le bonheur ou le mal-

heur de votre vie entière. Et je crains, je l'avoue, qu'un pareil langage soit inutile ou trop tardif à cet homme qui se serait laissé entraîner par ses passions jusqu'à vingt-cinq ans.

Ainsi, je soutiens que la fixation de la majorité à vingt-un ans est un des moyens les plus propres pour former les hommes et les rendre capables pour l'exercice de leurs droits civils.

Pour justifier encore mon assertion, je n'ai besoin que de vous conduire un instant par la pensée dans ces départemens où la majorité a été de tout temps à vingt ans : là, vous y verrez des hommes jeunes encore, bons administrateurs de leurs biens, économes, déjà propres à l'exercice de leurs droits, et déjà même difficiles sur leurs propres intérêts : ne serait-ce pas parce que de bonne heure ils sont appelés à l'exercice de leurs droits civils ?

Lorsque les partisans du droit romain ont introduit parmi nous la majorité à vingt-cinq ans, ils n'ont pas eu un succès complet. Dans les coutumes du Maine, de l'Anjou, de la Normandie, du Hainaut, de Valenciennes, de Lille, de Lorraine, et quelques autres, la majorité a été conservée à vingt ou vingt-un ans.

Dans la coutume de Paris même, le mineur de vingt ans a la faculté de disposer de ses meubles, acquêts, conquêts et immeubles.

Pour fait de commerce, c'est-à-dire pour des actes qui souvent ne laissent pas de temps à la réflexion, on est majeur à vingt ans ; ne sont-ce pas là autant d'exceptions à la règle du droit romain ?

Il en existait encore d'un autre genre. On exerçait la magistrature avec des lettres de dispense d'âge à dix-huit ans : on remplissait des fonctions ou des offices au-dessous de vingt-cinq ans, à la faveur de pareilles lettres. Toutes ces exceptions ne déposaient-elles point contre le système de la majorité à vingt-cinq ans ?

Au surplus, ce n'est point aujourd'hui une innovation. Depuis la loi de 1792, la majorité a été fixée à vingt-un ans; il n'en est résulté aucun inconvénient, et je soutiens même que depuis on en a aperçu les avantages. Les progrès des lumières depuis plus d'un siècle ont rendu cette disposition nécessaire ou au moins sans dangers. D'ailleurs elle est déjà consacrée par l'Acte constitutionnel qui appelle les citoyens à exercer leurs droits politiques à vingt-un ans.

Je crois avoir justifié le premier chapitre.

CHAPITRE II.

De la Tutelle.

Il est divisé en neuf sections.

La première traite de la tutelle des père et mère ;

La seconde, de la tutelle déferée par le père et la mère ;

La troisième, de la tutelle des ascendants ;

La quatrième, de la tutelle déferée par le conseil de famille ;

La cinquième, du subrogé tuteur ;

La sixième, des causes qui dispensent de la tutelle ;

La septième, de l'incapacité, des exclusions et destitutions de la tutelle ;

La huitième, de l'administration du tuteur ;

Et la neuvième, des comptes de la tutelle.

SECTION 1^{re}. — *De la Tutelle des père et mère.*

Notre droit coutumier, excessivement prévoyant pour sect. 1^{re}.
l'intérêt des mineurs, n'admet point en général la tutelle naturelle, la tutelle légitime, la tutelle de droit ni la tutelle testamentaire ; il veut que, dans toute espèce de tutelle, sans aucune exception pour personne, l'autorité publique intervienne toujours dans la nomination des tuteurs, que toutes les tutelles soient datives, soient données par le juge après avoir pris l'avis des parens des mineurs ; ainsi un père, une mère, des ascendants, ne peuvent être tuteurs que par

la nomination du juge. C'est en considération et pour le plus grand intérêt des mineurs que ce système s'est établi.

Le droit écrit, au contraire, appuyé sur des raisons moins soupçonneuses, plus analogues à la nature, veut que le père, la mère, les ascendans, soient tuteurs nés, tuteurs légitimes et de droit de leurs enfans. Il autorise la tutelle testamentaire.

Votre section de législation a pensé que le droit écrit devait, à cet égard, l'emporter sur le droit coutumier; que la puissance du père, son autorité, ses sentimens et ses affections naturelles, ne pouvaient, sans faire injure à ce qu'il y avait de plus sacré, être soumis à un jugement; que les tutelles, au lieu d'être datives, devaient, à l'égard des père, mère et ascendans, être de droit : et c'est une des principales bases et le système principal du projet de loi.

389 Ainsi le père, durant le mariage, est l'administrateur des biens personnels de ses enfans; si, par des exceptions particulières, il n'en a pas l'usufruit, alors il est comptable des biens dont il n'a pas la jouissance.

390 Après la dissolution du mariage, c'est le survivant des père et mère qui est de plein droit tuteur de ses enfans.

391 Le père, cependant, peut, par son testament ou autrement, nommer à la mère survivante, pour tous ou certains actes relatifs à la tutelle, un conseil spécial.

393 Si, lors du décès du mari, la femme est enceinte, il est nommé par un conseil de famille un curateur à l'enfant conçu.

A la naissance de l'enfant, la mère est tutrice de plein droit, le curateur reste subrogé tuteur.

394 La mère n'est point forcée à accepter la tutelle, mais elle doit en remplir les devoirs jusqu'à ce qu'elle ait fait nommer un tuteur.

395 Si elle veut se remarier, elle doit, avant, faire décider par un conseil de famille si la tutelle lui sera conservée; sinon elle perdra la tutelle de plein droit, et son nouveau

mari sera solidairement responsable avec elle de toutes les suites de la tutelle.

Enfin, si le conseil de famille décide qu'elle doit conserver 396 la tutelle, alors son second mari est curateur avec elle. Telles sont les dispositions de cette première section.

SECTION II. — *De la Tutelle déferée par le père ou la mère.*

Il était tout naturel, en donnant la tutelle de droit aux 397-398 père et mère, de leur conférer aussi le droit de choisir, d'élire un tuteur à leurs enfans, soit par testament, soit par acte public; c'était une suite de cette première confiance que leur donne la loi.

Ainsi, le droit individuel de choisir un tuteur parent ou étranger n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère. Ce sera par testament ou par acte devant un juge de paix ou un notaire que ce droit sera exercé.

La mère remariée, et non maintenue dans la tutelle, ne 399-400 pourra faire choix de ce tuteur. Si elle a été maintenue, elle pourra faire ce choix, mais il ne sera valable qu'autant qu'il sera confirmé par un conseil de famille.

Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'ac- 401 cepter cette tutelle, à moins qu'il ne soit dans la classe de ceux que le conseil de famille aurait pu en charger.

SECTION III. — *De la Tutelle des ascendans.*

Cette section établit la tutelle de droit à l'égard des ascen- 402 à 404 dants. Ainsi, lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le père ou la mère, la tutelle appartient de droit à l'aïeul paternel; ou, à défaut de celui-ci, à l'aïeul maternel: ainsi, en remontant, en cas de concurrence, ce sera toujours à l'aïeul paternel du mineur; et s'il y a concurrence entre les bisaïeuls maternels, un conseil de famille en décidera.

SECTION IV. — *De la Tutelle déferée par le conseil de famille.*

Nous avons traité, dans les articles précédens, de la tutelle 405 des père et mère, de la tutelle testamentaire et de la tutelle des ascendans.

Nous avons maintenant à examiner de quelle manière les mineurs seront pourvus de tuteur dans le cas où ils resteraient sans père ni mère, ni ascendans, ni tuteur élu par les premiers.

406 Alors un conseil de famille sera convoqué devant le juge de paix par toutes personnes intéressées, même d'office par le juge, et encore toute personne pourra lui dénoncer le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur.

407 Ce conseil de famille sera composé, outre le juge de paix, de six parens ou alliés pris dans la commune ou dans la distance de deux myriamètres, moitié du côté paternel, et moitié du côté maternel.

Le parent sera préféré à l'allié, le plus âgé au plus jeune.

408 Les frères germains et les maris des sœurs germaines sont seuls exceptés de la limitation du nombre; s'ils sont six ou au-delà, ils seront tous membres du conseil de famille; les veuves des ascendans, on a cru leur devoir cette déférence, seront admises aussi dans ce conseil.

S'ils ne sont pas en nombre, d'autres parens seront appelés pour composer le conseil.

409 Si, dans la commune ou dans la distance de deux myriamètres, il ne se trouve pas assez de parens pour composer le conseil, le juge de paix alors appellera des citoyens connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur.

410 Il pourra cependant, à quelque distance que soient les parens ou alliés les plus proches en degré, les faire appeler; et alors les moins proches en degré seront retranchés, de manière que le conseil de famille ne soit toujours composé que du même nombre de parens.

411 Les délais pour comparaître seront fixés par le juge de paix, de manière qu'il y ait toujours un intervalle de trois jours pour ceux habitant dans la commune, et augmenté d'un jour par trois myriamètres pour ceux plus éloignés.

412 Les parens ainsi convoqués seront tenus de se rendre en

personne , ou de se faire représenter par un mandataire spécial , qui ne pourra dans aucun cas représenter qu'un seul parent.

Tout parent doit au mineur , à ce membre faible et inté- 413
ressant de sa famille, sa protection, son appui et ses lumières.
S'il ne comparait point pour composer le conseil de famille ,
il témoigne alors une insouciance coupable , il doit encourir
une amende : la loi la fixe ; elle ne pourra excéder 50 francs,
et sera prononcée par le juge de paix sans appel : s'il y a ex- 414
cuse suffisante , et qu'il convienne d'attendre le membre ab-
sent ou de le remplacer, le juge de paix pourra proroger
l'assemblée.

Elle se tiendra chez lui , à moins qu'il ne désigne un autre 415
local. La présence des trois quarts des membres convoqués
suffira pour que cette assemblée délibère.

Ce conseil de famille ainsi formé sera présidé par le juge 416
de paix , qui y aura voix délibérative et prépondérante en cas
de partage.

Quand le mineur domicilié en France possédera des biens 417
dans les colonies ou réciproquement , l'administration spé-
ciale de ces biens sera donnée à un protuteur qui sera in-
dépendant du tuteur , et non responsable l'un envers l'autre.

Les tuteurs administreront du jour de leur nomination , si 418
elle a lieu en leur présence , sinon du jour qu'elle leur sera
notifiée.

Enfin , la tutelle est une charge personnelle qui ne passé 419
point aux héritiers du tuteur ; ils sont responsables de la ges-
tion de leur auteur : s'ils sont majeurs , ils seront tenus de
la continuer jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur.

Telles sont les dispositions de cette quatrième section :
vous y avez vu l'organisation d'un conseil de famille , d'un
tribunal domestique placé entre le tuteur et le mineur, où ses
intérêts seront discutés et jugés. Toutes ces dispositions sont
si claires , si précises , qu'elles n'ont besoin ni de commen-
taire ni d'explication.

SECTION V. — *Du Subrogé tuteur.*

- 420-421 Les dispositions dont je viens de vous rendre compte organisent les diverses tutelles ; mais il peut arriver, ou plutôt il arrivera souvent, que les tuteurs auront des intérêts contraires aux mineurs ; d'ailleurs on a pensé que , dans tous les cas possibles, il était utile , pour le plus grand intérêt des mineurs , de placer à côté des tuteurs , même des père et mère et ascendans auxquels on confère la tutelle de droit , de placer , dis-je , un subrogé tuteur qui , sans s'immiscer dans l'administration confiée au tuteur , serait cependant là pour , dans certains cas , le surveiller et lui porter secours. C'est une espèce de modification fort ingénieuse et fort utile, soit à la rigueur du droit coutumier , qui veut que toutes les tutelles soient datives , soit à l'extrême facilité du droit écrit, qui admet les tutelles de droit. Or , cette section organise des subrogés tuteurs ; elle veut que dans toute tutelle il en soit nommé un par le conseil de famille pour agir pour les intérêts des mineurs lorsqu'ils seront en opposition avec les intérêts du tuteur ; et alors elle oblige le tuteur de droit à faire convoquer , avant d'entrer en fonctions , le conseil de famille pour faire nommer un subrogé tuteur , à peine de lui retirer la tutelle , sans préjudice des indemnités dues au mineur en cas de dol de la part de ce tuteur.
- 422 Dans le cas des autres tutelles qui ne sont pas de droit , la nomination du subrogé tuteur se fera immédiatement après celle du tuteur.
- 423 Le tuteur ne votera pas pour la nomination du subrogé tuteur ; celui-ci sera pris , hors le cas des frères germains , dans la ligne à laquelle le tuteur n'appartiendra pas.
- 424 Le subrogé tuteur , lorsque la tutelle deviendra vacante , ne remplacera pas de plein droit le tuteur ; il sera tenu de provoquer la nomination d'un nouveau tuteur.
- 425 Les fonctions de subrogé tuteur cesseront à la même époque que la tutelle.

Ils pourront être dispensés ou révoqués pour les mêmes motifs applicables aux tuteurs, et dont je vais vous entretenir. 426

Le tuteur ne pourra jamais provoquer la destitution du subrogé tuteur, ni voter dans les conseils de famille qui seront convoqués pour cet objet.

SECTION VI. — *Des Causes qui dispensent de la tutelle.*

Il est de principe que la tutelle est une charge publique dont généralement on ne peut se dispenser d'accepter et de remplir les fonctions; cependant il est des cas où l'intérêt général et des circonstances particulières et majeures nécessitent des exceptions : c'est d'elles que s'occupe cette partie du projet. 427

Ainsi sont dispensés de la tutelle les membres des autorités établies par les titres II, III et IV de l'Acte constitutionnel;

Les juges du tribunal de cassation, les commissaires et substituts près ce même tribunal;

Les commissaires près la comptabilité, les préfets, tout citoyen exerçant une fonction publique hors du département où la tutelle s'établit, les militaires en activité de service, et tous autres citoyens qui remplissent, hors du territoire de la République, une mission du gouvernement. Si cette mission est contestée, on ne prononcera sur les dispenses qu'après que le gouvernement, par la voie du ministre, se sera expliqué. 428 429

Si les citoyens dispensés ont accepté la tutelle lorsqu'ils étaient en fonctions, ils ne seront pas recevables à s'en faire décharger. 430

Si ces fonctions leur sont déferées postérieurement à l'acceptation, ils feront convoquer, dans le mois de leur nomination, le conseil de famille, pour être procédé à leur remplacement. 431

Si, à l'expiration de leurs fonctions, ils veulent reprendre

la tutelle, ils seront les maîtres de la demander au conseil de famille.

433 On ne peut être forcé à accepter une tutelle lorsqu'on n'est ni parent ni allié, à moins qu'il n'existe aucun parent en état de gérer la tutelle dans la distance de quatre myriamètres.

434 Tout individu atteint d'une infirmité grave peut être dispensé de la tutelle, ou s'en faire décharger si cette infirmité est survenue depuis.

435 Deux tutelles dispensent encore d'une troisième.

436 Ceux qui ont cinq enfans légitimes sont aussi dispensés de toute tutelle autre que celle desdits enfans. Les enfans morts en activité de service dans les armées de la République seront toujours comptés pour opérer cette dispense. Les autres morts ne le seront qu'autant qu'ils auront laissé des enfans existans.

437 Cependant la survenance d'enfans pendant la tutelle ne pourra autoriser à l'abdiquer.

438 Si le tuteur nommé est présent à la délibération qui le nomme, il faudra sur-le-champ qu'il propose ses excuses, à peine d'y être déclaré non recevable.

439 S'il n'est pas présent, il fera convoquer le conseil de famille pour délibérer sur ses excuses.

Ses diligences seront faites dans les trois jours de la notification de la nomination, sinon il y sera encore déclaré non recevable.

440 Si ses excuses sont rejetées, il pourra se pourvoir devant les tribunaux pour les faire admettre; mais pendant ce temps il sera tenu d'administrer provisoirement.

441 Enfin, s'il parvient à se faire exempter de la tutelle, ceux qui auront rejeté l'excuse pourront être condamnés aux frais de l'instance. S'il succombe, il y sera condamné lui-même.

Telles sont, tribuns, les dispositions du projet de loi sur les excuses; elles ont paru justes à votre section de législation, bien motivées et dignes de votre approbation.

SECTION VII. — *De l'Incapacité, des Exclusions et Destitutions de la tutelle.*

Si on ne peut généralement refuser la tutelle d'enfans mineurs, du moins si on ne peut s'en faire dispenser qu'autant qu'on est dans les cas prévus par la section dont je viens de vous rendre compte, il est cependant des individus qui sont incapables d'être tuteurs; d'autres qui, quoique capables, doivent en être exclus; d'autres enfin qui, déjà nommés, doivent être destitués. C'est ce dont s'occupe cette partie du projet de loi. 441

Ne peuvent être tuteurs ni membres du conseil de famille :

1°. Les mineurs, excepté le père ou la mère, parce que les mineurs étant eux-mêmes privés de l'exercice des droits civils, et à cause de la faiblesse de leur âge sous la puissance d'autrui, sont incapables d'avoir personne dans leur dépendance.

Quant à l'exception relative aux père et mère mineurs, elle a éprouvé quelques difficultés dans votre section; mais ayant admis la tutelle de droit à l'égard des père et mère, il a paru injuste de les en priver quoique mineurs. D'abord ces circonstances seront fort rares, le mariage n'étant permis qu'à dix-huit ans; ce serait donc tout au plus à dix-neuf ans qu'ils seraient dans le cas d'être tuteurs : or, fera-t-on les frais d'une tutelle extraordinaire qui n'aurait d'exercice que pendant un an ou deux au plus.

Le mariage émancipe les père et mère, les met hors de la puissance d'un tuteur, les place chefs d'une famille. Certes ils peuvent bien sans inconvénient être tuteurs de droit de leurs enfans pendant le court espace de temps qu'ils ont à parcourir pour atteindre leur majorité, du moins votre section l'a pensé ainsi.

2°. Ne peuvent être tuteurs, les interdits, parce qu'ils sont aussi privés de leurs droits civils, et aussi sous la puissance d'autrui;

3°. Les femmes , autres que la mère et les ascendantes ;

4°. Tous ceux qui ont , ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'État de ce mineur , sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

443 La condamnation à une peine afflictive ou infamante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle ; elle emporte de même la destitution , dans le cas où il s'agirait d'une tutelle déjà déferée.

444 Sont aussi exclus de la tutelle et même destituables les gens d'une inconduite notoire , ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

445 Tout individu exclu ou destitué ne pourra être membre d'un conseil de famille.

446 Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitution de tuteur , elle sera prononcée par le conseil de famille , convoqué à la diligence du subrogé tuteur , ou d'office par le juge de paix. Celui-ci ne pourra se dispenser de faire cette convocation quand elle sera formellement requise par un ou plusieurs parens ou alliés du mineur , au degré de cousin-germain ou à des degrés plus proches.

447 Toute délibération du conseil de famille qui prononcera l'exclusion ou la destitution du tuteur sera motivée , et ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou appelé le tuteur.

448 Si le tuteur adhère à la délibération , il en sera fait mention , et le nouveau tuteur entrera aussitôt en fonction.

S'il y a réclamation , le subrogé tuteur poursuivra l'homologation de la délibération devant le tribunal de première instance , qui prononcera sauf l'appel : le tuteur lui-même pourra assigner le subrogé tuteur pour se faire maintenir dans la tutelle.

449 Les parens qui auront provoqué cette destitution pourront intervenir dans la cause , qui sera instruite et jugée comme affaire urgente.

Telles sont encore , tribuns , les dispositions de cette partie du projet de loi qui a paru à votre section bien conçue, et

tement exprimée , et remplir complètement le but qu'on s'était proposé.

SECTION VIII.—*Relative à l'administration du tuteur.*

Après avoir organisé la nomination des tuteurs , il fallait 450 sans doute leur prescrire les règles qu'ils ont à suivre dans leur administration ; il fallait leur prescrire les devoirs qu'ils ont à remplir envers les personnes et les biens des mineurs confiés à leurs soins : c'est ce dont s'occupe cette section.

Le tuteur prendra soin de la personne du mineur , et le représentera dans tous les actes civils. Il administrera ses biens en bon père de famille , et répondra des dommages et intérêts qui pourraient résulter d'une mauvaise gestion.

Il ne peut ni acheter les biens du mineur ni les prendre à ferme , à moins que le conseil de famille n'ait autorisé le subrogé tuteur à lui en passer bail , ni accepter la cession de droits ou créances contre son pupille.

Dans les dix jours qui suivront celui de sa nomination , il 451 fera lever les scellés , et fera faire l'inventaire des biens du mineur en présence du subrogé tuteur.

S'il lui est dû quelque chose par le mineur , il devra le déclarer dans l'inventaire , à peine de déchéance , et ce , sur la réquisition que l'officier public sera tenu de lui en faire , et dont mention sera faite au procès-verbal.

Je m'arrête un instant sur cette dernière disposition. Un tuteur créancier légitime de son mineur pourrait oublier ou négliger de déclarer dans l'inventaire sa créance ; il avait paru d'abord injuste de l'en priver : mais au moyen de cette dernière disposition , qui porte qu'il sera interpellé par le notaire de déclarer s'il est créancier de son pupille , alors il ne pourra plus prétexter de son ignorance ou de son oubli ; et s'il est dans le cas de perdre une créance légitime , ce sera par son fait ; il n'aura rien à reprocher à la rigueur de la loi.

Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire , le tu- 452 teur fera vendre , en présence du subrogé tuteur , aux en-

chères reçues par un officier public, et après les affiches ou publications dont le procès-verbal fera mention, tous les meubles autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature.

453 Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance propre et légale des biens des mineurs, sont dispensés de vendre les meubles, s'ils préfèrent les garder pour les remettre en nature. Dans ce cas, ils en feront faire à leurs frais l'estimation par un expert nommé par le subrogé tuteur : ils rendront la valeur estimative des meubles qu'ils ne pourront représenter en nature.

454 Lors de l'entrée en exercice de toute tutelle autre que celle des père et mère, le conseil de famille réglera par aperçu la somme à laquelle pourra s'élever la dépense annuelle du mineur, ainsi que celle de l'administration de ses biens. Le tuteur pourra aussi être autorisé à s'aider dans sa gestion d'un ou plusieurs administrateurs particuliers, salariés et gérans, sous sa responsabilité.

455 Ce sera le conseil de famille qui déterminera positivement la somme à laquelle commencera pour le tuteur l'obligation d'employer l'excédant des revenus sur la dépense. Cet emploi devra être fait dans le délai de six mois, passé lequel le tuteur devra les intérêts de plein droit.

456 Si le tuteur ne prend pas les précautions ci-dessus indiquées, il sera comptable des intérêts de toute somme, quelque modique qu'elle soit.

457 Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles sans y être autorisé par un conseil de famille : cette autorisation ne pourra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

Dans le premier cas, le conseil de famille n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un compte sommaire présenté par le tuteur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants ; alors le conseil

indiquera les immeubles qui devront être vendus de préférence. Cette délibération sera homologuée en justice ; la vente s'en fera publiquement devant un juge du tribunal ou un notaire commis, et après trois affiches préalables. 458-459

L'autorisation du conseil de famille ne sera pas nécessaire, si un majeur propriétaire par indivis avec le mineur provoque la vente par licitation ; mais cette vente se fera toujours en justice ou devant un notaire commis par le tribunal, comme il vient d'être dit. 460

Le tuteur ne pourra accepter ni répudier aucune succession sans l'autorisation du conseil ; l'acceptation n'aura lieu que sous bénéfice d'inventaire. 461

La succession répudiée, si elle n'a pas été acceptée par un autre, pourra être reprise par le tuteur, toujours d'après une autorisation du conseil de famille, ou par le mineur devenu majeur, mais dans l'état où il la trouvera lors de la reprise. 462

La donation faite au mineur ne pourra être acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille. 463

Il faudra également cette autorisation au tuteur pour former ou acquiescer à toute demande en justice qui serait relative à des droits immobiliers ou à des demandes en partage. 464-465

Le partage, pour avoir le même effet qu'il aurait entre majeurs, devra être fait en justice, précédé d'une estimation par experts, qui procéderont à la formation des lots, qui seront tirés au sort en présence d'un juge ou d'un notaire commis. Autrement tout partage qui ne sera pas fait dans ces formes ne sera considéré que comme provisionnel. 466

Le tuteur ne pourra transiger qu'autant qu'il y sera autorisé par un conseil de famille, et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le commissaire du gouvernement ; et la transaction sera homologuée en justice. 467

Enfin, si le tuteur a des sujets de mécontentement graves sur la conduite du mineur, il pourra porter ses plaintes au 468

conseil de famille et provoquer la réclusion du mineur, ainsi qu'il est dit dans le titre *de la Puissance paternelle*.

Vous venez d'entendre, tribuns, toutes les dispositions relatives à l'administration du tuteur; il faut en convenir, on ne pouvait établir avec plus de soin et avec plus de prévoyance les règles de cette matière.

SECTION IX. — *Des Comptes de la tutelle.*

469 Il est dans la nature des choses et dans la justice que tout administrateur soit comptable. Un tuteur étant un véritable administrateur, il doit donc des comptes, et il n'était pas nécessaire, à cet égard, de loi.

Mais il était de la prévoyance du législateur d'établir des règles et des formes pour ces comptes et pour ce qui en est la suite; c'est sur quoi dispose encore cette partie du projet de loi.

470 Tout tuteur, autre que le père et la mère, sera tenu de remettre une fois par an au subrogé tuteur des états, sur papier libre, et sans aucune formalité de justice, de situation de sa gestion.

471 Le compte définitif est rendu au mineur à sa majorité, à ses frais, avancés par le tuteur.

472 Tout traité qui interviendra entre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a rendu ses comptes au moins dix jours avant.

474 La somme due par le tuteur portera intérêt sans demande, à compter de la clôture du compte.

Les intérêts des sommes dues au tuteur ne courront que du jour de la sommation de payer, qui aura suivi la clôture du compte.

475 Enfin, toute action du mineur contre son tuteur se prescrit par dix ans, à compter du jour de sa majorité.

CHAPITRE III ET DERNIER.

De l'Émancipation.

Si la minorité doit durer vingt-un ans, si jusqu'à cet âge le mineur est privé de l'exercice de ses droits civils, s'il ne peut aliéner ni hypothéquer ses immeubles, il peut être utile cependant de lui donner, avant cet âge, la faculté de recevoir ses revenus, de régir et administrer par lui-même ses biens, si sa conduite, si la maturité de sa raison le permettent ainsi : c'est ce qu'on appelle l'émancipation, consacrée de tout temps, soit par le droit écrit, soit par le droit coutumier. C'est sur quoi dispose le projet de loi dans ce dernier chapitre.

D'abord il confirme le principe reconnu depuis long-temps, 476
c'est que le mariage émancipe le mineur.

Ensuite il distingue deux émancipations, l'émancipation 477
du père ou de la mère, et l'émancipation de la famille.

Le mineur non marié pourra être émancipé par son père, ou, à défaut du père, par sa mère, lorsqu'il aura atteint l'âge de quinze ans révolus. Cette émancipation se fera par la seule déclaration du père, reçue par le juge de paix.

Le mineur resté sans père ni mère pourra aussi, mais 478
seulement à l'âge de dix-huit ans accomplis, être émancipé par une délibération d'un conseil de famille s'il en est jugé capable, présidé par le juge de paix, qui prononcera que le mineur est émancipé.

Si le tuteur ne fait aucunes diligences pour cette émancipa- 479
tion, les parens pourront les faire s'ils le jugent nécessaire. A leur réquisition, le juge de paix devra convoquer le tribunal de famille ; le compte de tutelle sera rendu au mineur 480
émancipé, assisté du curateur qui lui sera nommé.

L'émancipé passera les baux dont la durée n'excédera 481
point neuf ans, recevra ses revenus, et fera tous les actes de pure administration, sans être restituable contre ces actes.

Au surplus, quant à ses droits immobiliers, il sera tou- 482 à 484

jours considéré comme un mineur, et n'aura pas plus de droit que lui.

A l'égard des obligations qu'il aurait contractées par voie d'achat, elles seront réducibles en cas d'excès; les tribunaux prendront en considération la fortune du mineur, la bonne ou la mauvaise foi des personnes qui auront traité avec lui, l'utilité ou l'inutilité des dépenses.

485 Et lorsque les obligations de ce mineur émancipé auront été réduites comme excessives, il pourra être privé du bénéfice de l'émancipation, et dès lors il rentrera en tutelle.

487 Enfin, le mineur émancipé (a) qui fait un commerce est réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce.

tit. 10 Telles sont, tribuns, toutes les dispositions de ce projet de loi; ma tâche est terminée.

Je vous ai démontré la nécessité et l'utilité de conserver la majorité à vingt-un ans.

Je vous ai fait connaître les diverses tutelles, celle de droit déferée d'après le vœu de la nature aux pères, mères et ascendants; celle testamentaire déferée aux pères et mères, et celle déferée par des conseils de famille, dont je vous ai indiqué l'organisation.

Je vous ai entretenus des subrogés tuteurs, toujours attachés aux tutelles comme des surveillans utiles à l'intérêt des mineurs. Je vous ai parlé des causes qui dispensent de la tutelle et de celles qui motivent, et l'incapacité, et les exclusions, et les destitutions; je vous ai tracé les formes et les règles que le tuteur aura à observer dans l'administration des biens du mineur et dans les comptes qu'il aura à lui rendre.

Enfin, je vous ai parlé de l'émancipation, de ce prix de

(a) Ainsi, le mineur ne pourra faire le commerce qu'autant qu'il aura été émancipé.

L'article 3 de l'ordonnance du commerce veut que le mineur ait vingt ans. D'après le système de la majorité à vingt-un ans, on aurait pu penser que cette majorité, pour fait de commerce, aurait dû être aussi avancée: mais on a craint beaucoup d'inconvénients, et on s'est déterminé pour cette disposition de la loi qui veut que le mineur soit émancipé avant qu'il puisse entreprendre le commerce.

sagesse donné au mineur lorsqu'il est en état d'administrer ses biens et ses revenus.

Je vous ai présenté peu de réflexions sur les dispositions de détail de ce projet de loi, parce que leur précision et leur clarté n'en comportent point : j'ai donc cru qu'il devait suffire de vous en faire la simple exposition ; et qu'il fallait de confiance m'abandonner à vos lumières, bien assuré que vous ne manquerez pas de juger comme il doit l'être un projet de loi qui, dans ce genre, présente toute la perfection qu'on peut désirer.

La section de législation m'a chargé de vous en proposer l'adoption.

Le Tribunal vota de suite l'adoption du projet de loi, et MM. Huguet, Leroy et Costaz apportèrent son vœu au Corps législatif dans la séance du 5 germinal an XI (26 mars 1803), où M. Leroy prononça le discours suivant.

DISCUSSION DEVANT LE CORPS LÉGISLATIF.

DISCOURS PRONONCÉ PAR LE TRIBUN LEROY.

Législateurs, nous venons vous apporter le vœu d'adoption émis par le Tribunal en faveur du projet de loi, titre X du Code civil, relatif à la *minorité*, à la *tutelle* et à l'*émancipation*.

De tous les droits que l'homme exerce sous l'empire des lois, il n'en est point qui soit plus éminemment social que le droit de propriété. La cause et l'objet de la société sont peut-être également dans ces mots : *avoir* et *conserver*. Les autres droits sont sacrés, sans doute ; mais ils le sont surtout, parce qu'ils sont la sauve-garde du droit de propriété. Aussi, un des signes les moins équivoques des vues libérales

d'un législateur, un des caractères les plus certains de la bonté de son ouvrage, c'est la protection religieusement tutélaire assurée à ce premier des avantages de la vie civile. Ordinairement cette protection doit être négative. Il est des cas où elle doit être essentiellement agissante.

L'homme, en général, n'a besoin que de n'être pas gêné dans l'exercice de son activité, de son industrie, de son intelligence. Les membres de la cité sont mis à l'abri des usurpations de la violence, contre lesquelles l'état de nature ne leur offrait aucune garantie. La faiblesse de chacun d'eux est devenue, pour ainsi dire, la force du pouvoir public lui-même, admirables effets de la sociabilité de l'homme, ouvrage admirable du génie observateur qui les coordonne.

Mais les institutions des hommes, tout heureuses qu'elles soient, ne peuvent changer l'ordre de la nature : or, nous ne sommes pas faibles seulement relativement aux autres, nous pouvons l'être encore par nous-mêmes.

Une longue enfance nous tient sans défense devant toutes les difficultés de la vie. Malheureux que nous sommes, nous n'avons pas même la conscience de notre insuffisance ! Autre misère de l'espèce humaine ! l'âge et l'expérience avaient éclairé l'esprit d'un individu ; des vices d'organisation sont développés par les passions, par des peines profondes. Je cherche en vain ce trait propre qui distingue l'homme dans la chaîne des êtres vivans, je cherche en vain sa céleste empreinte : la raison a fui.

L'humanité réclamait dans ces deux cas un appui spécial de la société. Le dernier est réglé par un projet de loi sur lequel vous aurez à délibérer dans quelques jours, et qui est relatif à l'*interdiction*. Le premier l'est par le projet dont je vais avoir l'honneur de vous entretenir.

Le gouvernement, en méditant cette matière, qui n'est pas nouvelle, n'a guère eu qu'à soumettre au principe de l'uniformité les diverses règles, résultat des coutumes et du droit écrit qui se partageaient la France avant la révolution.

Il a dû pourtant opérer les modifications convenables. Nous allons discuter le projet de loi, guidés par cette double considération, dont l'effet doit être de nous mettre à portée de le bien apprécier.

Ce projet se divise en trois chapitres. Le premier traite de la minorité ; le second de la tutelle, et se subdivise en neuf sections intitulées, 1° de la tutelle des père et mère ; 2° de la tutelle déferée par le père ou la mère ; 3° de la tutelle des ascendans ; 4° de la tutelle déferée par le conseil de famille ; 5° du subrogé tuteur ; 6° des causes qui dispensent de la tutelle ; 7° de l'incapacité, des exclusions et destitutions de la tutelle ; 8° de l'administration du tuteur ; 9° des comptes de la tutelle. Le troisième chapitre traite de l'émancipation. Nous allons les parcourir successivement.

De la Minorité.

Le chapitre I^{er} ne renferme qu'une seule disposition. D'a- 388 près cette disposition, la minorité durera jusqu'à vingt-un ans accomplis.

Avant la loi du 20 septembre 1792, la majorité ne commençait, dans presque toute la France, qu'à vingt-cinq ans ; cette loi a fixé à vingt-un ans le terme de la minorité : il n'y a donc ici une innovation que par rapport au temps antérieur. Il nous paraît aisé de la justifier.

La majorité est une institution sociale qui, comme toutes les autres, varia toujours suivant les gouvernemens, les mœurs, les climats. A Rome, elle fut reculée jusqu'à vingt-cinq ans. Elle a lieu à quinze en Turquie. Nous ne vivons pas sous le ciel brûlant qui permet au législateur de celle-ci de compter sur des facultés hâtives. Le despotisme des pères n'est pas chez nous, comme chez les enfans du farouche Romulus, le ressort principal de la machine politique.

Chez les Francs, la majorité commença aussi à quinze ans. Ce peuple guerrier pensait qu'on était un homme, un citoyen, dès qu'on était soldat. On sait que cet ordre de choses

ne changea que lorsque leurs armes, devenues plus pesantes, ne purent plus être portées dans un âge si tendre. La minorité fut alors prolongée jusqu'à vingt-un ans. Nous honorons aussi les vertus militaires ; mais nos mœurs ne sont plus assez simples, nos intérêts sociaux assez peu compliqués, pour que la législation qui consacrerait parmi nous, à l'exemple des Francs, la majorité à quinze ans, ne fît pas à ceux qui seraient l'objet de cette faveur un présent seulement funeste.

De tels extrêmes ont donc pu se réaliser ailleurs avec l'avènement de la sagesse ; ils seraient pour nous des excès sans motifs.

Quelques-unes de nos provinces, comme la Normandie, reconnaissaient la majorité à vingt ans, et ne se plaignirent jamais de cet usage. Nous faisons la même observation par rapport à toute la France, sur celle de vingt-un ans, établie depuis dix ans. Cette majorité convient donc à nos mœurs.

Ajoutons que l'intérêt de la société est d'étendre le plus possible la vie civile de chacun de ses membres. La loi de 1793 l'étendit véritablement de quatre années pour la plus grande partie de la France. L'état de nos lumières nous autorisait à conserver cette conquête faite sur la nullité de l'enfance. Enfin, la Constitution admettant dès vingt-un ans à l'exercice des droits de citoyen, il eût été peu conséquent de déclarer incapable de l'administration de ses affaires celui qui était reconnu capable de prendre part à l'administration, par excellence, de l'Etat.

Je passe à l'examen du chapitre II.

De la Tutelle.

370 La tutelle est le pouvoir donné par la loi à un citoyen pour défendre celui à qui la faiblesse de son âge ne permet pas de se défendre lui-même. La nature a fait les parens les plus sûrs défenseurs de leurs enfans, en les faisant leurs amis les plus tendres. La mission du législateur se borne donc à les suppléer. Le projet de loi statue qu'en cas de mort naturelle

ou civile, la tutelle des enfans mineurs et non émancipés appartiendra de plein droit au survivant des père et mère. Cette disposition ne fait que rappeler ce qui était en vigueur dans la portion de la France régie par le droit écrit, et où la mère était préférée à tout autre, sans qu'il fût même besoin du rescrit du prince, voulu par les lois romaines. Dans la France coutumière, les mères ne pouvaient être tutrices qu'autant que, sur un avis de parens, elles étaient agréées par le juge. Cette précaution était humiliante pour les mères. La constitution physique des femmes, leur éducation, ne donnent peut-être pas aux mères tout ce qui rend propre à une bonne administration; mais les pères aiment-ils comme elles? Oh! que ce sentiment exquis de la tendresse maternelle suppléera puissamment quelque infériorité de connaissances!

D'ailleurs, les inconvéniens qui pourraient résulter d'une 391
capacité non parfaite sont écartés par le projet. Il est réservé au père le droit de nommer par acte de dernière volonté, ou par une déclaration faite devant le juge de paix ou devant notaire, un conseil spécial à la mère survivante, pour l'assister, soit dans tous les actes de son administration, soit dans une partie de ces actes qu'il désignera. Ainsi, une mère ne connaîtra plus ni la honte d'être déclarée indigne de veiller au bonheur de ses enfans, ni la destinée cruelle de voir confier aux soins d'un autre ceux dont elle a payé si cher l'existence.

Mais la mère se remarie. Le projet veut qu'avant l'acte de 395
mariage elle convoque le conseil de famille, qui décidera si la tutelle doit lui être conservée. A défaut de cette convocation, elle perdra la tutelle de plein droit, et son nouveau mari sera solidairement responsable envers elle des suites de son silence. Il le sera également de la gestion postérieure à son mariage, dans le cas où le conseil de famille conserverait la tutelle à la mère. Ces diverses précautions répondent aux craintes qu'il est naturel de concevoir sur la tendresse

d'une mère qui contracte une nouvelle union : cet indice pourtant est quelquefois trompeur. Il est de certaines positions ou les veuves, pour l'intérêt même de leurs mineurs, sont obligées de se remarier. Le projet tempère donc sagement la rigueur du droit romain, qui dépouillait la mère de la tutelle par le seul fait des secondes noces.

33- Le projet de loi suppose le père et la mère décédés. Un tuteur aura pu être donné au mineur, toujours indifféremment, par le dernier mourant. Ainsi, celui des parens que la mort vient arracher au fils dont il était le seul appui sentira des regrets moins déchirans : il lui laisse un ami, le choix de son cœur : il meurt, et sa tendresse vivra encore près de cet enfant que la nature abandonne.

405 1. 06 Le père et la mère sont morts, et n'ont pas fait choix d'un tuteur. Dans ce cas, la tutelle appartiendra de droit à l'aïeul paternel, à son défaut à l'aïeul maternel, et ainsi en remontant, toujours en préférant le côté paternel. Cette prédilection pour la ligne paternelle est une suite nécessaire de l'organisation même de la famille.

405 Mais il peut ne pas y avoir d'ascendans. Les tuteurs, ainsi que nous aurons occasion de l'exposer, peuvent être exclus, valablement excusés : alors le soin de pourvoir les enfans
 406 d'un tuteur est remis à un conseil de famille. Ce conseil sera
 convoqué à la première réquisition des parties intéressées,
 407 ou même d'office par le juge de paix. Six parens ou alliés le
 409 formeront dans les cas ordinaires. Si les parens ou alliés ne se trouvent pas en nombre suffisant sur les lieux : si les distances ou toute autre cause ne permettent pas au juge de paix de les appeler, il est autorisé à les remplacer par des citoyens de la commune connus pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur. La composition du conseil de famille garantit les sentimens affectueux qui doivent l'animer : le juge de paix qui le préside leur donnera la direction de l'impartialité.

Cette bonne composition du conseil de famille nous a paru

justifier assez le silence que garde le projet sur les cautions à demander au tuteur, ainsi que l'exigeaient dans certains cas les lois romaines. La tutelle est un fardeau ; il était devenu sans motif d'en augmenter le poids. L'usage qui voulait que les parens nominateurs fussent tenus de la mauvaise administration des tuteurs, en cas d'insolvabilité, n'était pas moins déraisonnable : la famille a rempli son devoir quand elle a fait son choix avec toutes les précautions de la bonne foi, avec tous les soins de la tendresse.

Législateurs, j'ai parcouru les quatre premières sections du chapitre second qui embrasse toutes les espèces de tutelle, et j'en ai discuté les dispositions principales.

La section qui vient après traite, ainsi que nous l'avons 420 annoncé, du subrogé tuteur, qui n'est autre chose que le curateur des pays coutumiers. La curatelle est le complément de la tutelle. Il est possible que le tuteur, souvent parent du mineur, ait des intérêts communs en opposition même avec les siens. Le législateur ne devait pas laisser la fidélité aux prises avec l'intérêt. Dans ce cas, un autre protecteur est donné au mineur dans la personne d'un subrogé tuteur. Il est pourvu à ce que l'installation du tuteur et celle du subrogé tuteur soient toujours simultanées.

Il est pris des mesures aussi pour garantir l'indépendance 423 de la surveillance de ce subrogé tuteur. Le tuteur ne sera point choisi dans la même ligne que lui ; il ne pourra prendre part à sa nomination ; il ne pourra jamais provoquer sa destitution, ni voter dans les conseils de famille dont la convocation aurait cet objet.

Après avoir ainsi complété l'organisation de la tutelle, le 427 projet détermine les cas où l'on peut en être dispensé. Sans doute, et nous croyons l'avoir établi en commençant ce discours, la tutelle est une charge publique ; mais la société qui la défère la défère au nom d'un intérêt particulier. Si d'autres devoirs qu'elle a imposés au nom de l'intérêt général sont incompatibles avec les soins que réclame la tutelle, il

est raisonnable que ces premières obligations ne soient pas sacrifiées aux secondes. Le projet de loi précise avec une sage discrétion les diverses dispenses, ainsi fondées sur des considérations d'utilité commune.

- 432 La tutelle est une charge publique ; mais c'est aussi, et d'abord, une charge de famille. Ce sera donc un cas légitime de dispense que celui d'un étranger qui refusera d'accepter une tutelle, parce qu'il y aura sur les lieux ou dans les en-
 433-434 vironns un parent ou un allié capable de la gérer. La loi qui en charge un individu doit vouloir qu'il ait les moyens d'atteindre le but qu'elle se propose. Un âge trop avancé, des infirmités graves, présentaient des excuses qui ont été ac-
 435 cueillies. Une attention trop partagée pourrait nuire à l'administration ; deux tutelles dispenseraient d'une troisième ; un époux qui peut être déjà occupé de son ménage, de ses enfans, ne sera pas forcé d'accepter une seconde tutelle, si ce
 436 n'est celle de ses enfans. Cinq enfans légitimes autoriseront aussi à refuser toute autre tutelle que celle de ses enfans. Cette faveur était due à la fécondité conjugale que l'on trouve toujours avec les mœurs et l'amour du travail, ces honorables principes de la prospérité des nations. Les enfans morts seront compris dans le nombre, s'ils ont eux-mêmes laissé des enfans actuellement existans.

Les enfans morts en activité de service dans les armées de la République seront toujours comptés. Les Romains, dont la législation consacrait à peu près la même exception, la motivaient avec une noblesse vraiment touchante. *Hi qui pro republicâ ceciderunt, in perpetuum per gloriam vivere intelliguntur*. Ces braves étaient censés vivre toujours, leur gloire ne pouvant mourir.

sect. 7
et suiv.

La septième section détermine les incapacités, les occasions d'exclusion et de destitution de la tutelle. La huitième trace la marche de l'administration des tuteurs. La neuvième déclare leur responsabilité, établit diverses mesures de garantie tout à la fois dans leurs intérêts et dans ceux du mineur. L'i-

imiterai le silence de l'orateur du gouvernement sur ces trois sections, renfermant des dispositions presque en tous points conformes à notre ancienne législation, offrant d'ailleurs des détails, importants à la vérité, mais qui ne sont susceptibles d'aucun développement utile. Je me tairai également sur les deux innovations qu'elles présentent, et que le même orateur n'a point dissimulées.

La première a pour objet de donner plus de solidité aux transactions faites par le tuteur; la seconde de le délivrer, au bout de dix années, de la crainte d'aucune tracasserie de la part d'un mineur ingrat ou cupide. Je ne pourrais que reproduire ici des motifs qui vous ont été parfaitement développés lors de la présentation du projet de loi. 467-475

Il me reste à vous parler de l'émancipation.

De l'Émancipation.

Il ne s'agit point ici de l'émancipation si fameuse des Romains, et par laquelle un père affranchissait son fils de la puissance paternelle. Des historiens ont prétendu qu'originellement cette émancipation n'était qu'une vente. L'étymologie du mot, et la formule long-temps en usage que prononçait le père dans cette circonstance, semblent confirmer leur opinion. *Mancipo tibi hunc filium qui meus est*, disait le père à un étranger, en présence de sept témoins, dont l'un tenait une balance à la main, comme pour peser la pièce de monnaie, prix du marché. ch. 3.

Et nous aussi, nous avons consacré dans nos lois la puissance paternelle; mais on l'y chercherait en vain avec ces traits barbares. Nous l'y reconnâtrons ce que la nature la fit, une puissance d'amour et de protection. Mais quoique l'émancipation qui nous occupe doive aussi produire l'effet de mettre l'enfant qui en sera l'objet hors de l'autorité de ses père et mère, c'est surtout l'effet qu'elle doit avoir relativement aux biens de cet enfant que nous sommes appelés à considérer.

L'émancipation est un état moyen entre la minorité et la majorité. La distinction établie entre ces deux états repose sur la considération que l'homme n'est, en général, capable de diriger ses affaires qu'à un certain âge. Nous avons fixé cette époque à vingt-un ans. Cette institution, toute positive qu'elle soit, n'en a pas moins son origine dans la nature elle-même, qui nous paraît n'avoir opéré qu'à cet âge le développement des facultés. Mais l'instruction nous apprend que ce développement est plus précoce chez quelques-uns. N'est-il pas conséquent de rendre proportionnellement plus précoces aussi les résultats qu'il doit avoir devant les lois? Si cette condescendance du législateur n'est jamais aveugle, si l'exercice qu'il veut en faire peut être un aiguillon pour les vertus à naître, une récompense pour celles déjà manifestées; si la loi a toujours en réserve un moyen de réparer une erreur, de punir l'hypocrisie ou d'intimider les penchans vicieux, on sera forcé de convenir que le vœu de la société ne sera pas moins rempli que celui de la raison : or, la réunion de tous ces avantages nous paraît être renfermée dans la partie du projet soumise en ce moment à votre attention.

C'est au père, c'est à la mère, c'est au conseil de famille que le droit d'émancipation est confié. Qui pourrait mieux apprécier le mineur que ceux qui l'ont sans cesse sous les yeux? Qui pourrait promettre plus de circonspection dans l'exercice même de leur bienveillance que ceux à qui la nature a rendu si précieux le bonheur de celui qui en sera l'objet?

477 C'est à quinze ans révolus que l'on pourra être émancipé. Quelque heureuse que soit notre organisation, quelques moyens nouveaux qu'ajoute l'éducation, cet âge manquera toujours de cette connaissance des hommes et des choses, de l'expérience, ce don du temps. La loi devait donc au mineur émancipé un dernier appui dans les momens difficiles de son
480 à 484 administration. Dans ce cas aussi elle lui donne un curateur, mais ce n'est plus un maître, c'est un conseil, c'est un ami. Les articles 475, 476, 477 et 478-481, 482, 483 et 484 du

projet de loi, réalisent cette idée tutélaire qui nous montre le mineur laissé libre dans l'administration de ses biens, et mis pourtant à l'abri du danger de l'inexpérience.

Restait le cas des obligations onéreuses que le mineur 484-485
émancipé pouvait contracter par voie d'achat ou autrement. Les tribunaux pourront les réduire en cas d'excès ; mais alors le mineur pourra être dépouillé du bienfait de l'émancipation, remis en tutelle, et il y restera jusqu'à sa majorité accomplie : disposition sage, offrant tout à la fois la sauvegarde d'une confiance trop facile, et une juste punition du désordre et des dissipations.

Je terminerai en vous rappelant deux dispositions déjà consacrées par la jurisprudence actuelle.

La première est celle qui déclare le mineur émancipé de 476
plein droit par le mariage. Comment ne pas reconnaître capable du soin de ses biens celui que l'on a reconnu capable des soins d'époux et de père ?

La seconde porte que le mineur émancipé qui fait un com- 487
merce est réputé majeur pour les faits qui y sont relatifs. La société devait cette faveur au commerce, dont tous les moyens sont paralysés si ses transactions ne sont pas irrévocables.

Législateurs, je touche au terme de la carrière que j'avais à parcourir. Si je vous ai exposé avec quelque exactitude les motifs qui ont déterminé l'assentiment du Tribunat, il est maintenant établi dans vos consciences comme dans les nôtres que le projet de loi que je viens d'analyser présente l'heureuse combinaison des dispositions diverses de l'ancienne législation de la France appropriées par la sagesse à notre nouvelle situation politique, à nos mœurs, à l'état de nos lumières. Or, tous les caractères d'une bonne loi de ce genre nous paraissent signalés dans ce peu de mots. Nous pensons donc que le titre X du Code civil relatif à la *minorité*, à la *tutelle* et à l'*émancipation*, n'est pas moins digne que ceux auxquels vous avez déjà apposé le sceau de la volonté natio-

male, d'être offert à l'attente du peuple français comme à sa reconnaissance.

C'est d'après ces considérations qu'au nom du Tribunal nous en votons l'adoption.

Le Corps législatif rendit son décret d'adoption le même jour, et la promulgation de ce titre eut lieu le 15 germinal an XI (5 avril 1803).

TITRE ONZIÈME.

De la Majorité, de l'Interdiction et du Conseil judiciaire.

DISCUSSION DU CONSEIL D'ÉTAT.

(Procès-verbal de la séance du 13 brumaire an XI. — 4 novembre 1802.)

M. EMMERY présente le titre *de la Majorité et de l'Interdiction*.

Il est ainsi conçu :

Art. 1^{er}. « La majorité est fixée à vingt-un ans accomplis. 488
« A cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile,
« sauf la restriction portée au titre *du Mariage*. »

Art. 2. « Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, 489
« de démence ou de fureur, doit être interdit, même
« lorsque cet état présente des intervalles lucides. »

Art. 3. « Tout parent est recevable à provoquer l'interdic- 490
« tion de son parent; il en est de même de l'un des époux à
« l'égard de l'autre. »

Art. 4. « Dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est pro- 491
« voquée ni par l'époux ni par les parens, elle doit être de-
« mandée par la partie publique. »

Art. 5. « Toute demande en interdiction sera portée de- 492
« vant le tribunal de première instance. »

Art. 6. « Les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur, 493
« seront articulés par écrit. Ceux qui poursuivront l'inter-
« diction présenteront les témoins et les pièces. »

Art. 7. « Le tribunal ordonnera que le conseil de famille, 494
« formé selon le mode déterminé au titre *de la Minorité, de*
« *la Tutelle et de l'Émancipation*, donne son avis sur l'état de
« la personne dont l'interdiction est demandée. »

Art. 8. « Ceux qui auront provoqué l'interdiction seront 495

- « admis au conseil de famille pour y exposer leurs motifs ;
 - « mais ils n'y auront pas voix délibérative. »
- 496 Art. 9. « Après avoir reçu l'avis du conseil de famille, le
- « tribunal interrogera le défendeur à la chambre du conseil ;
 - « s'il ne peut s'y présenter, il sera interrogé dans sa demeure
 - « par l'un des juges à ce commis, assisté du greffier. »
- 497 Art. 10. « Après le premier interrogatoire, le tribunal
- « commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire
 - « pour la conservation du mobilier et l'administration des
 - « immeubles du défendeur. »
- 498 Art. 11. « Le jugement sur une demande en interdiction
- « ne pourra être rendu qu'à l'audience publique, les parties
 - « entendues ou appelées, et sur les conclusions du commis-
 - « saire du gouvernement. »
- 499 Art. 12. « En rejetant la demande en interdiction, le tri-
- « bunal pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent,
 - « ordonner que le défendeur ne pourra désormais emprun-
 - « ter, intenter procès, aliéner ni grever ses biens d'hypo-
 - « thèques, sans l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé
 - « par le même jugement. »
- 500 Art. 13. « En cas d'appel du jugement rendu en première
- « instance, le tribunal d'appel pourra, s'il le juge nécessaire,
 - « interroger de nouveau, ou faire interroger par un com-
 - « missaire, la personne dont l'interdiction est demandée. »
- 501 Art. 14. « Tout jugement portant interdiction ou nomina-
- « tion d'un conseil, sera, à la diligence des demandeurs,
 - « levé, signifié à partie, et inscrit, dans les dix jours, sur
 - « les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'au-
 - « ditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement. »
- 502 Art. 15. « L'interdiction prononcée aura son effet du jour
- « du jugement : tous actes passés postérieurement par l'in-
 - « terdit seront nuls de droit. »
- 503 Art. 16. « Les actes antérieurs au jugement pourront être
- « annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à
 - « l'époque où ces actes ont été faits. »

Art. 17. « Après la mort d'un individu , les actes par lui 504
« faits ne pourront être attaqués pour cause de démence
« qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou
« provoquée avant son décès , à moins que la preuve de la
« démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué. »

Art. 18. « S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdic- 505
« tion rendu en première instance , ou , s'il est confirmé sur
« l'appel , il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un
« subrogé tuteur à l'interdit , suivant les règles prescrites au
« titre de la Minorité , de la Tutelle et de l'Émancipation.
« L'administrateur provisoire cessera ses fonctions , et rendra
« compte au tuteur , s'il ne l'est pas lui-même. »

Art. 19. « Le mari est de droit le tuteur de sa femme in- 506
« terdite. »

Art. 20. « La femme pourra être nommée tutrice de son 507
« mari. En ce cas , le conseil de famille réglera la forme et
« les conditions de l'administration , sauf le recours devant
« les tribunaux de la part de la femme qui se croirait lésée
« par l'arrêté de la famille. »

Art. 21. « Nul , à l'exception des époux , des ascendans 508
« et descendans , ne sera tenu de conserver la tutelle d'un
« interdit au-delà de dix ans. A l'expiration de ce délai , le
« tuteur pourra demander et devra obtenir son remplace-
« ment. »

Art. 22. « L'interdit est assimilé au mineur pour sa per- 509
« sonne et pour ses biens : les réglemens sur la tutelle des
« mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits. »

Art. 23. « Les revenus d'un interdit doivent être essen- 510
« tiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa
« guérison. Selon les caractères de sa maladie et l'état de sa
« fortune , le conseil de famille pourra arrêter qu'il sera
« traité dans son domicile , ou qu'il sera traité dans une
« maison de santé , et même dans un hospice. »

Art. 24. « Lorsqu'il sera question du mariage de l'enfant 511
« d'un interdit , la dot ou l'avancement d'hoirie et les autres

« conventions matrimoniales seront réglées par le conseil de
« famille. »

- 512 Art. 25. « L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont
« déterminée ; néanmoins la main-levée ne sera prononcée
« qu'en observant les formalités prescrites pour parvenir à
« l'interdiction ; et l'interdit ne pourra reprendre l'exercice
« de ses droits qu'après le jugement de main-levée. »

488 L'article 1^{er} est adopté.

489-513 L'article 2 est discuté.

M. MALEVILLE dit que cet article n'admet l'interdiction que pour cause d'imbécillité, de démence et de fureur : cependant les lois romaines l'autorisaient encore pour cause de prodigalité ; et leur disposition était, à cet égard, reçue dans toute la France. Il serait néanmoins possible que des parens avides, dans la seule vue de se conserver une riche succession, abusassent de ce moyen pour requérir l'interdiction d'un homme qui ne ferait qu'user du droit qu'a tout propriétaire de disposer de son bien selon ses goûts ; aussi la faculté de provoquer l'interdiction devrait-elle être réservée à ceux à qui les dissipations du prodigue peuvent occasioner des pertes : or, tels sont évidemment ceux que les lois obligent à lui fournir des alimens lorsqu'il aura dissipé son bien ; tels sont encore ses enfans, auxquels il doit des moyens d'exister, puisqu'il leur a donné la vie. M. *Maleville* désirerait donc que l'interdiction pour cause de prodigalité fût conservée, mais que la demande n'en fût permise qu'aux ascendans, beaux-pères et belles-mères, gendres et belles-filles, frères et sœurs du prodigue, et qu'elle ne fût accordée à aucun autre individu, hors le cas où il agirait pour les enfans. Il serait même nécessaire qu'à défaut de parens qui prissent l'intérêt des enfans, le ministère public fût chargé de requérir l'interdiction.

M. BODLEY dit que les lois ont érigé en principe qu'il est de l'intérêt de la République que chacun conserve son patri-

moine ; car celui qui l'a dissipé tombe à la charge de l'État.

M. TREILHARD dit que l'article 12 paraît présenter un moyen contre la prodigalité ; cet article porte :

« En rejetant la demande en interdiction, le tribunal
« pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent, ordonner
« que le défendeur ne pourra désormais emprunter, intenter
« procès, aliéner ni grever ses biens d'hypothèques, sans
« l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par le même
« jugement. »

Or, il y a une espèce de prodigalité qui approche de la démence, et à laquelle dès lors on pourrait appliquer la disposition de cet article. Ce serait couvrir d'un voile honnête l'interdiction du dissipateur.

M. REGNAUD (de Saint-Jean-d'Angely) adopte les principes de M. *Maleville*, mais il craint qu'il ne soit très-difficile de les appliquer.

Comment, en effet, déterminer les véritables caractères de la prodigalité ? Peut-on déclarer prodigue celui qui fait de trop grandes libéralités, celui qui administre mal ses biens, celui qui se livre à des spéculations dans lesquelles ses espérances sont trompées ? Si l'on parcourt les diverses manières possibles de se ruiner, on sera convaincu qu'il n'en est presque aucune qui doive être imputée à une véritable prodigalité et dont on puisse faire une cause d'interdiction. Les procès en interdiction pour prodigalité n'ont presque toujours produit que du scandale dans le public et la division dans les familles.

Quant à l'article 12, il n'est point applicable au prodigue : on pourrait sans doute l'invoquer contre l'homme qui dissiperait ses biens par des actes d'une nature telle qu'ils caractérisent l'aliénation d'esprit ; mais celui qui les dissipera au jeu, par exemple, sera cependant dans son bon sens, et les tribunaux ne pourraient, sans outrager évidemment la vérité, le déclarer en démence.

M. BIGOT-PRÉAMENEU dit que, si la prodigalité devenait

une cause d'interdiction, il y aurait lieu de craindre que l'intérêt personnel n'en abusât pour tourmenter, ou même pour faire priver de l'exercice de ses droits celui qui ne mériterait pas de les perdre : mais on pourrait la regarder comme un motif suffisant de donner un conseil.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que si les demandes en interdiction pour cause de prodigalité ont été quelquefois injustes, ce n'est point un motif pour écarter tous moyens de réprimer des désordres capables de compromettre la société. Un prodigue peut devenir un homme dangereux, et l'État ne peut pas être indifférent sur le sort des familles. Il faut donc examiner avant tout si le Code civil ne doit pas contenir une disposition relative aux prodigues.

M. MALEVILLE dit qu'il a vu beaucoup d'individus qui méritaient d'être interdits et qui cependant ne l'ont pas été; mais que jamais il n'a vu interdire personne qui ne fût dans le cas de l'être.

M. BERLIER trouve la question très-délicate. Il est, dit-il, si difficile de *définir le prodigue*, qu'inévitablement son interdiction sera toujours arbitraire.

Celui-là sera-t-il prodigue (dans le sens donnant ouverture à l'action judiciaire) qui, ayant 10,000 francs de revenu, en aura dépensé le double en une année, sans augmentation de ses capitaux? Si on l'interdit dès les premiers temps, ne sera-ce pas, dans la prévoyance de l'avenir, le mettre hors d'état de réparer lui-même ses affaires? Si au contraire l'interdiction est tardive, à quoi servira-t-elle?

Si l'on examine la question dans l'intérêt public, la prodigalité est sans doute un vice, car le bien n'est jamais dans les extrêmes; mais le prodigue nuit-il plus à la société que l'avare?

Si la question est traitée dans l'intérêt des familles, de quel droit un collatéral peut-il se prévaloir? Et à l'égard des enfans, l'exercice d'un tel droit vis-à-vis de leur père ne sera-t-il pas souvent odieux?

Environné de tant de difficultés, M. *Berlier* pense que les rédacteurs du projet de Code civil ont pris un parti très-sage en n'admettant pas l'interdiction pour cause de prodigalité.

On vient de proposer, comme parti moyen, de donner un conseil au prodigue; ce tempérament atténue les inconvénients, mais il ne les détruit pas.

L'opinant désirerait que l'on pût définir clairement les cas pour lesquels l'action en prodigalité pourrait être intentée, et les personnes au nom desquelles elle pourrait l'être. Des règles sagement restrictives auraient peut-être quelque utilité; mais, dans le vague de la question, on y aperçoit plus d'abus que d'avantages.

M. BIGOT-PRÉAUMEU dit que, chez les Grecs et chez les Romains, on connaissait l'interdiction pour cause de prodigalité. Les Romains se servaient même, pour la prononcer, d'une formule remarquable. Elle portait : *Quando tua bona paterna avitaque nequitiâ tuâ disperdis, tiberosque tuos ad egestatem perducis, ob eam rem tibi eâ re commercioque interdico.*

On objecte que cette espèce d'interdiction est attentatoire au droit de propriété; qu'elle n'est propre qu'à favoriser de présomptifs héritiers, souvent d'avides collatéraux.

Cette objection n'est pas fondée. Les exemples d'attaques injustes sont rares : il est de notoriété que les tribunaux se montraient sévères contre les collatéraux; et l'interdiction n'était presque jamais prononcée quand celui que l'on avait traduit en justice pour prodigalité n'était ni époux ni père.

Ce n'est point le droit de propriété que l'on attaque; c'est pour conserver au prodigue une propriété, qu'on lui ôte le droit de s'en dépouiller en se livrant à des passions coupables.

Mais, en même temps, il ne faut pas porter le remède au-delà de ce qui est nécessaire. L'interdiction pour prodigalité, telle qu'on la prononçait, mettait l'interdit, quant à ses biens, sous l'autorité d'un curateur, comme un mineur l'é-

taut sous celle de son tuteur. Il en résultait une sorte de dégradation de la personne. On ne doit établir de peines que celles qui sont nécessaires ; et on peut atteindre le but qu'on se propose par la nomination d'un conseil : le prodigue continuera d'exercer ses droits en son nom ; il sera seulement forcé de prendre et de suivre les conseils d'un homme sage, qui sauveront son patrimoine et le ramèneront sans scandale à une vie raisonnable.

M. TREILHARD dit qu'il est d'autant plus touché de la difficulté de fixer avec précision les caractères de la prodigalité, qu'on doit plus redouter de porter atteinte aux droits de propriété : les lois en respectent même les abus, quand ils ne sont pas accompagnés de caractères qui décèlent un dérangement d'esprit : c'est par cette raison qu'on a défini la propriété, non seulement le droit d'user, mais encore le droit d'abuser de sa chose. Il y aurait donc trop d'inconvénients à mettre la prodigalité simple au rang des causes d'interdiction ; mais comme la prodigalité excessive devient une véritable démence, comme le joueur, par exemple, est un individu dont les organes sont viciés, on peut sans difficulté appliquer à ces sortes de prodigues les dispositions de l'article 12.

M. TRONCHET dit que les rédacteurs du projet de Code civil avaient supprimé l'interdiction pour cause de prodigalité, en la considérant,

Par rapport à sa nature,

Par rapport aux personnes appelées à la provoquer,

Par rapport à ses effets.

Considérée dans sa nature, la cause de cette interdiction est difficile à établir, à moins qu'elle ne le soit par des actions publiques. Ainsi l'homme qui dépense chaque jour au jeu ou dans la débauche au-delà de sa fortune est certainement un prodigue ; mais quand la prodigalité ne se manifeste pas par des signes aussi éclatans, comment le prouver ? Fera-t-on rendre compte à un citoyen de l'état de sa for-

tune , de l'usage qu'il en fait , de la manière dont il l'administre , des projets qu'il a conçus pour l'améliorer? ce serait autoriser une vexation destructive du droit de propriété.

Sous le second point de vue , la demande en interdiction est odieuse de la part de la femme et des enfans.

La femme non commune en biens n'a pas un intérêt légal à empêcher les dissipations de son mari. La femme commune en biens peut user d'un moyen plus honnête de prévenir les dangers dont elle est menacée : c'est la séparation.

Les enfans ne peuvent pas être admis à scruter la conduite de leur père ; le respect qu'ils lui doivent s'y oppose.

Enfin , dans ses effets , cette sorte d'interdiction est inutile ; car elle ne peut être poursuivie que quand la fortune du prodigue est déjà dérangée.

Il est donc préférable de traiter l'individu notoirement prodigue comme un homme en démence ; et, dans la réalité , celui-là est certainement privé de la raison , qui se réduit à la misère par le jeu et par la débauche.

Quant à l'État , il n'a pas d'intérêt à l'interdiction d'un prodigue. Ses dissipations ne diminuent pas la masse des richesses nationales ; elles se bornent à déplacer les biens.

La prodigalité est même , sous un rapport , moins nuisible que l'avarice , puisqu'elle tient dans la circulation ce que l'avarice en retire , et répand ainsi des richesses que celle-ci rend inutiles à tous.

M. PORTALIS discute les trois motifs qui ont déterminé les rédacteurs du projet de Code civil.

En considérant l'interdiction du prodigue dans sa nature , on a dit qu'il est difficile de fixer les limites au-delà desquelles commence la prodigalité , parce que la propriété est le droit d'user et d'abuser.

Ce motif pourrait faire impression , s'il s'agissait d'introduire une action nouvelle et jusqu'ici inconnue ; mais comme la prodigalité est depuis long-temps une cause d'interdiction , l'expérience et l'usage ont éclairé sur la manière de recon-

naître quand elle existe. Celui-là n'est sans doute pas considéré comme prodigue, qui n'abuse que dans une certaine mesure du droit de disposer de ses biens. L'interdiction n'est que pour celui qui, par de folles dissipations, anéantit son patrimoine. C'est aux tribunaux à peser les faits de prodigalité qui sont allégués.

A la vérité, il y a toujours un peu d'arbitraire dans la manière de juger ces sortes de procès ; mais le même inconvénient se rencontre dans d'autres matières et tient à la nature des choses : sera-ce une raison de ne pas porter de loi ? Non, sans doute ; car ce serait rendre le jugement encore plus arbitraire. Dans les matières où il n'y a rien d'arbitraire, les lois doivent déterminer l'application des principes qu'elles consacrent ; dans les matières où le législateur ne peut aller jusque là, les lois doivent du moins poser des principes pour guider la décision du juge.

Sous le rapport des personnes, il ne suffit pas de s'arrêter à la femme et aux enfans ; la famille aussi doit être comptée pour quelque chose. Il faut voir encore le ministère public, qui est chargé de réprimer les scandales capables de troubler l'ordre.

Quant aux effets de l'interdiction du prodigue, ils ne sont pas aussi illusoires qu'on le prétend. Si l'interdiction ne conserve pas au dissipateur la totalité de sa fortune, elle lui en conserve du moins les débris d'autant plus intéressans pour lui qu'ils sont sa dernière ressource. Elle signale le prodigue à la société, afin que personne ne traite avec lui.

On a dit que peu importe au trésor public dans quelles mains les biens sont placés, pourvu qu'ils demeurent dans l'État.

Ce n'est pas ici une question de finances, c'est une question de mœurs et d'intérêt social. Le corps de la société a intérêt que ses membres ne se réduisent pas à un état qui les incite au crime, à ce que chacun ait un patrimoine qui devienne la garantie de sa conduite. Il est d'ailleurs du devoir

de la société de protéger les citoyens contre eux-mêmes : ce principe est la base des lois sur l'interdiction pour démence ou fureur, des lois sur les tutelles. Le prodigue, comme le mineur, comme le furieux, est dans une position qui appelle la protection des lois, d'autant que les vices et les passions auxquels on doit attribuer ses excès sont de nature à inquiéter la société.

La prodigalité, a-t-on dit, répand les richesses et les rend utiles. Cette prodigalité qui consomme et qui reçoit l'équivalent de ce qu'elle donne n'est pas celle dont s'occupent les lois : la vraie prodigalité dissipe sans objet ; elle ne produit que désordre et scandale : aussi les lois l'appellent-elles *nequitia*.

Il est possible que l'action contre les prodigues soit mal reçue dans une capitale où les goûts, les fantaisies, le luxe ont tant d'empire, où l'esprit d'ordre et d'économie sont moins connus : mais dans les départemens, où l'esprit de famille et les principes d'une sage administration se sont mieux conservés, cette action ne trouvera que des apologistes.

Voyons maintenant si l'article 12 peut suppléer l'interdiction pour prodigalité ; il est difficile d'en être persuadé. La prodigalité, poussée à un certain degré, dégénère, il est vrai, en démence ; mais comme elle n'en a pas le nom, le juge ne lui appliquera pas les dispositions de cet article.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que puisque l'on est d'accord qu'il y a des prodigues, et que la prodigalité est un mal, la conséquence de cet assentiment doit être de chercher un remède.

On a objecté que le remède viendrait trop tard, qu'il ne sauverait au prodigue que les débris de sa fortune. Mais outre que ces débris sont précieux, l'interdiction lui conservera le nouveau patrimoine que des successions peuvent lui former.

On a dit que l'article 12 donne aux juges assez de latitude pour lier le prodigue ; c'est une erreur. Les effets de l'ar-

article 12 sont restreints par l'article 2, au cas où l'interdiction a été demandée pour démence ou fureur. Les tribunaux ne se croiront donc pas autorisés à l'appliquer à l'individu contre lequel on n'alléguera que des faits de prodigalité. Si l'on veut qu'il s'étende jusque là, il faut s'en expliquer : il faut dire, par exemple, que le prodigue sera traité comme l'homme en démence, et que le juge pourra lui donner un conseil.

On a craint les abus de l'interdiction pour prodigalité : cependant il serait difficile d'en citer peut-être un seul exemple. Rarement ces demandes réussissaient, parce que la prodigalité est trop difficile à établir ; rarement même elles étaient formées, parce qu'il y avait, pour lier le prodigue, d'autres moyens qui n'existent plus, comme l'exhérédation, les substitutions, etc.

Mais, dit-on, il sera donc permis de fouiller dans les affaires de celui qu'on voudra interdire, de lui faire rendre compte de la manière dont il use de sa propriété, de faire valoir contre lui des spéculations fausses et malheureuses ? Non, car il ne sera permis d'invoquer que des faits notoires. Quant aux fausses spéculations, il est impossible de les considérer comme des actes de prodigalité.

Ainsi, rien ne s'oppose à ce qu'on prenne des mesures pour défendre le prodigue contre ses propres excès ; et dès lors il faut y pourvoir, afin qu'on ne dise pas que, dans un siècle où il y a tant de dissipateurs, la loi a entendu donner à chacun la faculté de se ruiner.

M. EMMERY dit que la section n'a jamais entendu prohiber l'interdiction du dissipateur : elle avait cru cependant ne devoir pas mettre directement la prodigalité au nombre des causes d'interdiction. Elle avait pensé que l'article 12 donnait aux tribunaux le pouvoir d'enchaîner le prodigue ; on vient de prouver que, tel qu'il est présenté, il ne produirait pas cet effet ; mais on peut en changer la rédaction, et dire que si des faits de prodigalité sont articulés au soutien de la demande en interdiction pour démence, les tribunaux, en

rejetant la cause de démence, seront néanmoins autorisés à donner un conseil sans l'intervention duquel celui contre lequel l'interdiction aura été demandée ne pourra ni aliéner ni engager ses biens.

LE CONSUL CAMBACÉRÈS propose de dire que les faits notoires de prodigalité pourront donner lieu à l'interdiction ou à la nomination d'un conseil.

Cette proposition est adoptée.

La suite de la discussion du titre est ajournée.

(Procès-verbal de la séance du 20 brumaire an XI. — 11 novembre 1802.)

On reprend la discussion du titre *de la Majorité et de l'Interdiction*, présenté dans la séance du 13 brumaire.

Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 sont 490 à 500 adoptés.

L'article 14 est discuté.

501

M. BIGOT-PRÉAMENEU pense qu'un jugement sujet à appel ne doit pas être affiché.

M. REGNAUD (de Saint-Jean-d'Angely) dit que cette formalité est nécessaire pour empêcher des tiers d'être trompés.

M. TRONCHET dit que cette considération avait déterminé les rédacteurs du projet de Code civil à proposer de former un tableau à quatre colonnes, dont l'une aurait contenu le nom de la personne contre laquelle serait intervenu le jugement; la seconde, son domicile; la troisième, la mention du jugement de première instance; la quatrième, la mention du jugement qui, sur l'appel, aurait confirmé ou infirmé le premier. Il est nécessaire, en effet, que le soupçon qui s'élève contre celui dont l'interdiction est poursuivie soit connu du public.

M. BIGOT-PRÉAMENEU dit qu'il est cependant bien rigoureux de proclamer ainsi, avant que le tribunal d'appel ait rendu son jugement, le nom d'un citoyen auquel on peut avoir intenté un procès injuste.

M. EMMERY observe que cet article renvoie les détails d'exécution à un règlement , et que d'ailleurs l'article 18 fait apercevoir à quelle époque le jugement d'interdiction aura son effet.

M. BIGOT-PRÉAMENEU adopte cette observation , et ajoute que d'ailleurs la présomption est contre celui que frappe déjà un premier jugement.

L'article est adopté.

Les articles 15, 16 et 17 sont adoptés.

L'article 18 est discuté.

M. BIGOT-PRÉAMENEU dit que , pour mettre le système complet en harmonie , il conviendrait de réduire à un mois le délai de l'appel.

M. TRONCHET voudrait que le jugement de première instance fût exécuté provisoirement. L'interdiction en effet n'est prononcée que pour l'intérêt de l'interdit ; la loi ne doit donc pas l'abandonner pendant un mois aux suggestions et aux intrigues.

M. TREILHARD observe qu'on ne peut nommer par provision un tuteur à celui qu'on veut interdire. Quel rôle jouerait ce tuteur ? Il ne plaiderait pas sans doute contre le jugement qui l'aurait nommé ; et s'il plaiderait pour le soutenir , le défendeur à l'interdiction ne serait plus défendu , puisqu'il ne pourrait l'être qu'avec l'assistance du tuteur qui serait son adversaire.

M. PORTALIS dit que , comme la demande en interdiction peut être fondée , il est nécessaire de prendre des précautions provisoires en faveur du défendeur ; car il ne suffit pas de pourvoir à la sûreté des biens , il faut souvent pourvoir encore à la sûreté de la personne. La loi doit donc autoriser le juge à prendre de ces sortes de précautions lorsque les circonstances l'exigent.

M. TREILHARD dit que ces précautions ne sont qu'un incident sur lequel les juges statuent suivant les circonstances ;

mais la question principale est de savoir si le jugement de première instance recevra provisoirement son exécution par la nomination du tuteur ; ce qui ne lui paraît pas admissible.

M. EMMERY dit que ces deux questions ont une étroite analogie.

Il pense qu'on leverait toutes les difficultés en ajoutant à l'article 10 que l'administrateur pourra être également chargé du soin de la personne.

Cet amendement est adopté.

L'article est également adopté.

Les articles 19, 20, 21, 22 et 23 sont adoptés.

506 à 510

L'article 24 est discuté.

511

LE CONSUL CAMBACÉRÈS dit que la famille ne doit être appelée qu'à donner un avis soumis ensuite aux tribunaux. Sans cette précaution, les enfans pourraient abuser de la disposition établie par cet article.

L'article est adopté avec cet amendement.

L'article 25 est adopté.

512

Le titre est renvoyé à la section pour en présenter une rédaction conforme aux amendemens adoptés dans la séance du 13 de ce mois et dans celle de ce jour.

(Procès-verbal de la séance du 4 frimaire an XI. — 25 novembre 1801.)

M. EMMERY présente une nouvelle rédaction du titre *de la Majorité, de l'Interdiction et du Conseil judiciaire*, faite d'après les amendemens adoptés dans les séances des 13 et 20 brumaire derniers.

LE CONSEIL l'adopte en ces termes :

CHAPITRE 1^{er}.

De la Majorité.

Art. 1^{er} (le même que l'article 1^{er} de la rédaction du 13 brumaire an XI). 188

CHAPITRE II.

De l'Interdiction.

489 à 496 Art. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 (*les mêmes que ceux du procès-verbal du 13 brumaire an XI*).

497 Art. 10. « Après le premier interrogatoire , le tribunal
« commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour
« prendre soin de la personne et des biens du défendeur. »

498 à 510 Art. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23
(*les mêmes que ceux de la rédaction contenue au procès-verbal du 13 brumaire an XI*).

511 Art. 24. « Lorsqu'il sera question du mariage de l'enfant
« d'un interdit, la dot ou l'avancement d'hoirie, et les autres
« conventions matrimoniales, seront réglées par un avis du
« conseil de famille, homologué par le tribunal sur les con-
« clusions du commissaire du gouvernement. »

512 Art. 25 (*le même que celui du procès-verbal du 13 brumaire an XI*).

CHAPITRE III.

Du Conseil judiciaire.

513 Art. 26. « Il peut être défendu aux prodigues d'intenter
« procès, d'emprunter, d'aliéner ni de grever leurs biens
« d'hypothèque, sans l'assistance d'un conseil qui leur est
« nommé par le tribunal. »

514 Art. 27. « Cette défense peut être provoquée par ceux qui
« ont droit de demander l'interdiction; leur demande doit
« être instruite et jugée de la même manière. »

LE CONSUL ordonne que le titre ci-dessus sera communi-
qué par le secrétaire général du Conseil au président de la
section de législation du Tribunat.

COMMUNICATION OFFICIEUSE.

Cette communication fut faite le 5 frimaire an XI

(26 novembre 1802); la section du Tribunat examina le projet dans sa séance du 10 frimaire, et arrêta les observations suivantes.

OBSERVATIONS.

La section entend un rapport au nom d'une commission sur le projet de loi intitulé *de la Majorité, de l'Interdiction et du Conseil judiciaire*.

Après des observations générales sur l'ensemble du projet, on passe à la discussion article par article.

On rappellera seulement ceux sur lesquels la section propose des observations. 49

Art. 4. En remplacement de cet article la section propose la rédaction suivante :

« Si l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux ni par les parens, elle peut être demandée par le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance. »

Il résulte de l'article du projet que la partie publique ne doit demander l'interdiction que dans un seul des cas énoncés en l'article 2, qui est celui de la fureur, et lorsque l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux ni par les parens.

Mais la section pense que ce droit doit être conféré à la partie publique dans tous les cas, lorsque l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux, ni par les parens, ou lorsqu'il n'y en a point.

Si, dans le cas de la fureur, la société a un intérêt plus direct à faire demander l'interdiction, et de plus à prendre d'autres mesures qui rentrent dans le domaine de la police, afin d'éviter des accidens, il ne paraît pas moins certain que dans les autres cas la même disposition doit avoir lieu, soit dans l'intérêt de l'individu pour l'empêcher de tomber dans la misère, soit dans celui de la société qui serait obligée de lui donner asile dans un de ses hospices.

Cependant, dans le cas d'imbécillité et de démence, même lorsqu'il y aurait un époux ou des parens qui négligeraient

de provoquer l'interdiction, il peut se présenter des circonstances d'après lesquelles il y aurait de l'inconvénient à faire au ministère public un devoir de cette provocation. C'est pour concilier ce que peuvent exiger les circonstances avec ce qu'on doit généralement aux citoyens qui sont dans un état d'imbécillité ou de démence, que cette mesure est confiée au ministère public par forme de pouvoir discrétionnel, en disant, non pas *qu'il doit*, mais *qu'il peut provoquer l'interdiction*.

Enfin, il a paru à propos de déterminer précisément le fonctionnaire public revêtu de ce pouvoir. Ce ne peut être que le commissaire du gouvernement. Les officiers chargés de la sûreté publique ne peuvent l'être lorsqu'il s'agit de prévenir les accidens.

493 Art. 5. D'après la rédaction proposée sur l'article 4, il devient nécessaire de substituer à ces mots de l'article 5, *devant le tribunal de première instance*, ceux-ci : *devant ce tribunal*.

495 Art. 8. La section propose de substituer à cet article la rédaction suivante :

« Ceux qui auront provoqué l'interdiction ne feront point partie du conseil de famille.

« L'époux ou l'épouse de la personne dont on provoque l'interdiction est admis au conseil de famille, sans voix délibérative.

« Il en est de même des enfans qui peuvent être appelés au conseil de famille, et n'y ont point voix délibérative, encore qu'ils n'aient point provoqué l'interdiction. »

La rédaction du premier paragraphe a pour objet d'établir d'une manière précise que, si ceux qui auraient provoqué l'interdiction se trouvaient dans le cas d'être membres du conseil de famille, d'après le mode qui en est prescrit au titre *des Tutelles*, ils seront alors remplacés par d'autres parens ou amis pour la formation du conseil, dans lequel ils ne doivent avoir que l'admission.

Quant aux deux nouveaux paragraphes que la section

propose, elle s'est décidée sur ce qu'il lui a paru moral que l'époux et les enfans de celui qu'il est question d'interdire ne puissent jamais être obligés, pour eux-mêmes, de délibérer sur cette matière. Indépendamment de cette répugnance, qu'il est à propos de ménager, la sagesse doit prescrire cette mesure, sous le rapport de l'intérêt de celui dont l'interdiction est provoquée.

Cette disposition était écrite dans le projet présenté au gouvernement par les quatre jurisconsultes qui en avaient été chargés au titre *de l'Interdiction*, chapitre II, art 10; et elle est trop raisonnable pour ne pas la rappeler.

Art. 9. La section propose d'ajouter à la fin de cet article, 496
dans l'un et l'autre cas, le commissaire du gouvernement sera présent à l'interrogatoire.

Il est sans doute peu d'affaires aussi importantes qu'une interdiction, et en cette matière l'interrogatoire est la pièce la plus essentielle. Lorsqu'un juge ne peut voir celui dont on provoque l'interdiction, il désire au moins une espèce de tableau de ses mouvemens, de ses traits, de son attitude, de tout ce qui, en un mot, peut peindre son état physique et moral, qu'on ne retrouvera souvent qu'imparfaitement dans le récit froid et presque inanimé de ses réponses.

Il est donc bien intéressant que l'interrogatoire se fasse devant tout le tribunal.

Cependant, lorsqu'il est question de se déplacer, il faut, quoiqu'à regret, se contenter d'un juge commis par le tribunal; mais au moins doit-il être assisté du commissaire du gouvernement, dont la surveillance doit être aussi éclairée qu'active dans une matière aussi importante; surtout si on fait attention que, dans plusieurs cas, le commissaire du gouvernement peut être le moteur, d'après les articles précédens.

D'ailleurs, l'article du projet, en parlant seulement du tribunal, laissait du doute sur la question de savoir si le

commissaire du gouvernement devait ou non être présent à l'interrogatoire.

Tels sont les motifs de l'addition proposée.

498 Art. 11. La section propose de supprimer les derniers mots, *et sur les conclusions du commissaire du gouvernement.*

Il faudrait employer ces mots sur plusieurs articles ; ils devraient même se trouver à l'article 10 ; pour éviter ces répétitions, il a paru plus convenable d'en faire une règle générale dans un article qu'on proposera dans la suite.

499 Art. 12. La section propose de substituer à cet article la rédaction suivante :

« En rejetant la demande en interdiction , le tribunal
« pourra néanmoins , si les circonstances l'exigent, ordonner
« que le défendeur ne pourra désormais plaider, transiger,
« emprunter, recevoir un capital mobilier, ni en donner dé-
« charge, aliéner, ni grever ses biens d'hypothèques, sans
« l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par le même
« jugement. »

Ces expressions *intenter procès* employées dans l'article du projet, ne sont relatives qu'au cas de la demande. Le mot *plaider* comprend ce cas et celui de la défense.

Ensuite, la section a pensé que l'interdit devait être assimilé à un mineur non émancipé, et que celui à qui on donne un conseil devait être comparé à un mineur émancipé. Il paraît donc dans l'ordre de prendre, à l'égard de celui qui a un conseil, les mêmes précautions prescrites par rapport au mineur émancipé par l'article 7 du chapitre III du projet de loi sur *la minorité, la tutelle et l'émancipation*, où l'on voit que le mineur émancipé ne peut recevoir et donner décharge d'un capital mobilier sans l'assistance d'un curateur. Il y a parité de raison.

502 Art. 15. La section propose de substituer à cet article la rédaction suivante :

« Tout jugement portant interdiction ou nomination d'un

« conseil aura son effet du jour qu'il aura été rendu. Tous
 « actes passés postérieurement par l'interdit, ou par celui au-
 « quel un conseil aura été nommé, sans l'assistance de ce
 « conseil, sont nuls de droit. »

La disposition prise dans le projet de loi relativement à l'interdit doit avoir également lieu par rapport à celui à qui il a été nommé un conseil; et c'est ici le lieu de s'en expliquer, dès que l'article précédent prescrit la nomination d'un conseil dans le cas où l'on ne croirait pas devoir aller jusqu'à l'interdiction.

Art. 16. D'après la rédaction proposée sur l'article précé- 503
 dent, il devient nécessaire de dire, *les actes antérieurs au jugement qui a prononcé l'interdiction*, en laissant subsister le reste de l'article.

L'article 15, d'après la rédaction proposée, prononcera la nullité des actes postérieurs au jugement, passés, soit par l'interdit, soit par celui à qui il a été nommé un conseil, sans l'assistance de ce conseil. L'article 16 est relatif aux actes antérieurs. Ce qui y est prescrit ne peut avoir lieu que par rapport à l'interdit : il convient donc de marquer la restriction pour que l'application ne se fasse pas au cas de la simple nomination du conseil.

Art. 18. La section propose en remplacement de cet article 505
 la rédaction suivante :

« S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction rendu
 « en première instance, ou, s'il est confirmé, sur l'appel,
 « l'interdit sera pourvu d'un tuteur et d'un subrogé tuteur,
 « suivant les règles prescrites au titre *des Tutelles*. L'admi-
 « nistrateur provisoire cessera ses fonctions, et rendra compte
 « au tuteur, s'il ne l'est pas lui-même. »

L'article du projet, en disant *il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé tuteur à l'interdit*, laisse supposer que, dans tous les cas, il faut une nomination de tuteur à l'interdit. Il en est cependant dans lesquels il n'y a pas lieu à une nomination; ce qui arrive non seulement dans le cas de

l'article 19, mais encore si l'interdit a des ascendans. Dans tous les cas, il y a une tutelle de droit, et cela a paru être rappelé dans la rédaction proposée.

509 Art. 22. La section propose de dire : *les lois sur la tutelle*, au lieu de ces mots : *les réglemens sur la tutelle*. Tout ce qu'on a voulu rappeler est *législation*, et non *règlement*.

513 Art. 26. Par les mêmes raisons, déduites sur l'article 12, la section propose la rédaction suivante :

« Il peut être défendu aux prodigues de plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, ni en donner décharge, aliéner ni grever leurs biens d'hypothèques, sans l'assistance du conseil qui leur est nommé par le tribunal. »

514 Art. 27. Après avoir dit, *cette défense peut être provoquée par ceux qui ont droit de demander l'interdiction*, il convient d'ajouter, *excepté toutefois le commissaire du gouvernement*, en laissant subsister le reste de l'article.

La section, sur l'article 4, a émis le vœu que l'interdiction pût être provoquée par le commissaire du gouvernement, au moins dans certains cas. Mais elle ne pense pas que ce droit doive être conféré à ce magistrat, lorsqu'il ne s'agit que de la provocation de la nomination d'un conseil pour cause de prodigalité. Il y a alors un moindre intérêt pour l'individu et pour la société; et on craindrait, en attribuant cette faculté au commissaire du gouvernement, de porter quelque atteinte à la liberté individuelle. On a donc cru devoir proposer cette exception, dans l'hypothèse que la rédaction proposée sur l'article 4 soit admise.

La section pense que c'est par une simple omission que l'on n'a pas appliqué au prodigue, auquel il a été nommé un conseil, la disposition établie en l'article 15. Cela pourrait, à la vérité, s'induire de la rédaction proposée par la section sur cet article. Il est cependant à propos de l'exprimer, pour lever toute équivoque, par un nouvel article.

On propose en conséquence la rédaction suivante :

« La disposition de l'article 15 est applicable au prodigue
« pour lequel la nomination d'un conseil aura été ordonnée. »

Enfin, d'après ce qui a été dit sur l'article 11, la section 515 propose de terminer par un nouvel article ainsi conçu :

« En matière d'interdiction et de nomination de conseil,
« tout jugement sera rendu sur les conclusions du commis-
« saire du gouvernement. »

Le projet ayant été rapporté à la section du Conseil d'État, il s'engagea entre elle et la section du Tribunat une conférence pour s'entendre sur les changemens proposés.

RÉDACTION DÉFINITIVE DU CONSEIL D'ÉTAT.

(Procès-verbal de la séance du 21 ventose an XI. — 12 mars 1803.)

M. EMMERY, d'après la conférence tenue avec le Tribunat, présente la rédaction définitive du titre *de la Majorité, de l'Interdiction et du Conseil judiciaire*.

LE CONSEIL l'adopte en ces termes :

CHAPITRE I^{er}.

De la Majorité.

Art. 1^{er}. « La majorité est fixée à vingt-un ans accomplis. 488
« A cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile,
« sauf la restriction portée au titre *du Mariage*. »

CHAPITRE II.

De l'Interdiction.

Art. 2. « Le majeur qui est dans un état habituel d'imbé- 489
« cillité, de démence ou de fureur, doit être interdit, même
« lorsque cet état présente des intervalles lucides. »

Art. 3. « Tout parent est recevable à provoquer l'interdic- 490

« tion de son parent ; il en est de même de l'un des époux à
« l'égard de l'autre. »

491 Art. 4. « Dans le cas de fureur , si l'interdiction n'est pro-
« voquée ni par l'époux ni par les parens , elle doit l'être par
« le commissaire du gouvernement , qui , dans les cas d'im-
« bécillité ou de démence , peut aussi la provoquer contre
« un individu qui n'a ni époux , ni épouse , ni parent connu. »

492 Art. 5. « Toute demande en interdiction sera portée devant
« le tribunal de première instance. »

493 Art. 6. « Les faits d'imbécillité , de démence ou de fu-
« reur , seront articulés par écrit. Ceux qui poursuivront
« l'interdiction présenteront les témoins et les pièces. »

494 Art. 7. « Le tribunal ordonnera que le conseil de famille ,
« formé selon le mode déterminé à la section IV du cha-
« pitre II du titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Éman-*
« *cipation* , donne son avis sur l'état de la personne dont
« l'interdiction est demandée. »

495 Art. 8. « Ceux qui auront provoqué l'interdiction ne pour-
« ront faire partie du conseil de famille ; cependant l'époux
« ou l'épouse et les enfans de la personne dont l'interdiction
« sera provoquée pourront y être admis sans y avoir voix
« délibérative. »

496 Art. 9. « Après avoir reçu l'avis du conseil de famille , le
« tribunal interrogera le défendeur à la chambre du conseil ;
« s'il ne peut s'y présenter , il sera interrogé dans sa de-
« meure par l'un des juges à ce commis , assisté du greffier.
« Dans tous les cas , le commissaire du gouvernement sera
« présent à l'interrogatoire. »

497 Art. 10. « Après le premier interrogatoire , le tribunal
« commettra , s'il y a lieu , un administrateur provisoire pour
« prendre soin de la personne et des biens du défendeur. »

498 Art. 11. « Le jugement sur une demande en interdiction
« ne pourra être rendu qu'à l'audience publique , les parties
« entendues ou appelées. »

499 Art. 12. « En rejetant la demande en interdiction , le tri-

« bunal pourra néanmoins, si les circonstances l'exigent,
« ordonner que le défendeur ne pourra désormais plaider,
« transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier ni en
« donner décharge, aliéner, ni grever ses biens d'hypothèque,
« sans l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par
« le même jugement. »

Art. 13. « En cas d'appel du jugement rendu en première 500
« instance, le tribunal d'appel pourra, s'il le juge nécessaire,
« interroger de nouveau, ou faire interroger par un
« commissaire, la personne dont l'interdiction est demandée. »

Art. 14. « Tout jugement portant interdiction ou nomination 501
« d'un conseil sera, à la diligence des demandeurs, levé, signifié à partie, et inscrit, dans les dix jours, sur
« les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement. »

Art. 15. « L'interdiction ou la nomination d'un conseil 502
« aura son effet du jour du jugement; tous actes passés postérieurement par l'interdit ou sans l'assistance du conseil
« seront nuls de droit. »

Art. 16. « Les actes antérieurs à l'interdiction pourront 503
« être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits. »

Art. 17. « Après la mort d'un individu, les actes par lui 504
« faits ne pourront être attaqués pour cause de démence, qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou
« provoquée avant son décès, à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué. »

Art. 18. « S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction 505
« rendu en première instance, ou s'il est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un
« subrogé tuteur à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Émancipation.
« L'administrateur provisoire cessera ses fonctions, et rendra
« compte au tuteur, s'il ne l'est pas lui-même. »

- 506 Art. 19. « Le mari est de droit le tuteur de sa femme in-
« terdite. »
- 507 Art. 20. « La femme pourra être nommée tutrice de son
« mari. En ce cas, le conseil de famille réglera la forme et
« les conditions de l'administration ; sauf le recours devant
« les tribunaux de la part de la femme qui se croirait lésée
« par l'arrêté de la famille. »
- 508 Art. 21. « Nul, à l'exception des époux, des ascendants et
« descendants, ne sera tenu de conserver la tutelle d'un in-
« terdit au-delà de dix ans. Al'expiration de ce délai, le tuteur
« pourra demander et devra obtenir son remplacement. »
- 509 Art. 22. « L'interdit est assimilé au mineur pour sa per-
« sonne et pour ses biens ; les lois sur la tutelle des mineurs
« s'appliqueront à la tutelle des interdits. »
- 510 Art. 23. « Les revenus d'un interdit doivent être essen-
« tiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa
« guérison. Selon les caractères de sa maladie et l'état de sa
« fortune, le conseil de famille pourra arrêter qu'il sera
« traité dans son domicile, ou qu'il sera placé dans une
« maison de santé et même dans un hospice. »
- 511 Art. 24. « Lorsqu'il sera question du mariage de l'enfant
« d'un interdit, la dot ou l'avancement d'hoirie, et les au-
« tres conventions matrimoniales, seront réglées par un avis
« du conseil de famille, homologué par le tribunal sur les
« conclusions du commissaire du gouvernement. »
- 512 Art. 25. « L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont
« déterminée ; néanmoins, la main-levée ne sera prononcée
« qu'en observant les formalités prescrites pour parvenir à
« l'interdiction ; et l'interdit ne pourra reprendre l'exercice
« de ses droits qu'après le jugement de main-levée. »

CHAPITRE III.

Du Conseil judiciaire.

- 513 Art. 26. « Il peut être défendu aux prodigues de plaider.
« de transiger, d'emprunter, de recevoir un capital mobilier

« et d'en donner décharge, d'aliéner ni de grever leurs biens
 « d'hypothèque, sans l'assistance d'un conseil qui leur est
 « nommé par le tribunal. »

Art. 27. « La défense de procéder sans l'assistance d'un 514
 « conseil peut être provoquée par ceux qui ont droit de de-
 « mander l'interdiction ; leur demande doit être instruite et
 « jugée de la même manière.

« Cette défense ne peut être levée qu'en observant les
 « mêmes formalités. »

Art. 28. « Aucun jugement en matière d'interdiction ou de 515
 « nomination de conseil ne pourra être rendu, soit en pre-
 « mière instance, soit en cause d'appel, que sur les conclu-
 « sions du commissaire du gouvernement. »

M. Emmery fut nommé avec MM. Treilhard et Gouvion-Saint-Cyr pour présenter ce projet au Corps législatif dans sa séance du 28 ventose an XI (19 mars 1803), et pour en soutenir la discussion dans celle du 8 germinal.

PRÉSENTATION AU CORPS LÉGISLATIF,

ET EXPOSÉ DES MOTIFS, PAR M. EMMERY.

Législateurs, nous vous apportons le complément de la première partie du Code civil.

Tout ce qui concerne les personnes sera réglé, lorsqu'aux lois qui vous ont été présentées depuis le commencement de la session on pourra joindre celle sur *la Majorité, l'Interdiction et le Conseil judiciaire*.

Le titre de cette loi annonce sa division en trois chapitres.

Le premier, relatif à la majorité, ne comprend qu'un seul 468
 article, en vertu duquel la majorité resterait fixée à vingt-un ans accomplis.

Les progrès de la civilisation, en bien comme en mal, ont déterminé l'innovation faite sur ce point il y a douze

ans; on n'a pas remarqué qu'il en fût résulté des inconvénients capables de motiver un nouveau changement.

La Constitution donne à vingt-un ans l'exercice des droits politiques; la loi ne peut pas refuser au même âge l'exercice des droits civils.

Le majeur de vingt-un ans restera donc capable de tous les actes de la vie civile, à l'exception d'un seul, qui est aussi le plus important de tous : vous entendez, législateurs, que je veux parler du mariage. Il serait superflu que je m'attachasse à reproduire les motifs de cette exception, bien sentis par tous les hommes sages, et déjà développés à cette tribune mieux que je ne pourrais le faire.

Le chapitre II traite de l'interdiction.

489 Et d'abord quelles personnes sont dans ce cas?

Les majeurs en état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, lors même qu'il y a des intervalles lucides.

Ce n'est pas sur quelques actes isolés qu'on s'avisera jamais de décider qu'un homme a perdu le sens et la raison : telle est la triste condition de l'humanité, que le plus sage n'est pas exempt d'erreurs. Mais lorsque la raison n'est plus qu'un accident dans la vie de l'homme, lorsqu'elle ne s'y laisse apercevoir que de loin en loin, tandis que les paroles et les actions de tous les jours sont les paroles et les actions d'un insensé, on peut dire qu'il existe un état habituel de démence; c'est alors le cas de l'interdiction.

Le mineur sorti de l'enfance n'est qu'un interdit frappé par une disposition générale de la loi, qui est uniquement fondée sur les défauts ordinaires de la jeunesse, sur son état habituel. Il est à présumer que ces défauts s'affaibliront de jour à autre; car chez le mineur les progrès de la raison doivent naturellement suivre ceux de l'âge. Il est rare au contraire que le majeur qui a une fois éprouvé des pertes en ce genre parvienne à les réparer complètement : sa condition est pire que celle du mineur; la loi lui doit au moins la même protection et les mêmes secours.

Par qui l'interdiction peut-elle être provoquée? Ici la loi ⁴⁹⁰ distingue le cas de l'imbécillité ou de la démence, et celui de la fureur. On a pensé que la famille devait rester l'arbitre du sort de celui dont l'état n'intéressait, strictement parlant, que la famille. Lorsque la sûreté publique n'est pas compromise, forcerez-vous le fils, le frère, l'épouse, à proclamer l'humiliation d'un père, d'un frère, d'un époux? Si les intéressés à la conservation des biens ne se plaignent pas, personne n'a droit de se plaindre. L'interdiction pour cause d'imbécillité ou de démence ne pourra donc être provoquée que par un parent, ou par l'un des époux à l'égard de l'autre.

Il n'y a qu'un cas d'excepté; c'est celui d'une personne ⁴⁹¹ imbécile ou en démence, qui n'aurait ni époux, ni épouse, ni parent connu : alors, sans imposer à la partie publique l'obligation d'agir, on lui en donne le pouvoir; elle en usera si l'intérêt du malade l'exige; cependant elle ne sera pas forcée de faire, sans nécessité, un éclat fâcheux.

C'est autre chose s'il s'agit d'un furieux dont les excès menacent le repos et la sûreté publics; c'est alors pour le commissaire du gouvernement un devoir rigoureux de provoquer l'interdiction de l'être dangereux et nuisible. L'intérêt de tous doit ici prévaloir sur les égards et les ménagemens particuliers.

Toute demande en interdiction sera portée devant le tri- ⁴⁹²⁻⁴⁹⁴⁻
bunal de première instance de l'arrondissement. Le conseil ⁴⁹⁵
de famille sera consulté; et pour que son avis soit plus impartial, on écarte du conseil les parens qui ont provoqué l'interdiction. Ils se sont rendus parties; ils ne doivent pas rester parmi les juges.

Cependant on a cru convenable que l'époux ou l'épouse et les enfans de la personne dont l'interdiction est demandée pussent être admis au conseil de famille sans y avoir voix délibérative; parce qu'en général ils sont plus en état de donner sur les faits et sur les habitudes du malade les éclair-

cissemens nécessaires ; parce que , si l'interdiction était provoquée par d'autres parens plus éloignés , l'époux , l'épouse ou les enfans seraient intéressés personnellement à contredire une démarche qui réfléchirait désagréablement sur eux ; parce que , lors même que l'époux , l'épouse ou les enfans , cédant à la nécessité la plus impérieuse , auraient eux-mêmes formé la demande à fin d'interdiction , ils ne voudraient pas toujours associer le public aux révélations qu'ils seraient disposés à faire à la famille , dont l'avis , donné en pleine connaissance de cause , serait ensuite d'un plus grand poids.

496 Après que la famille a donné son avis , le défendeur est interrogé à la chambre du conseil , à moins qu'il ne puisse s'y présenter ; auquel cas il est interrogé dans sa demeure par un des juges , assisté du greffier , et toujours en présence du commissaire du gouvernement.

Lorsque cet interrogatoire ne peut pas avoir lieu en présence de tout le tribunal , ce n'est pas trop que deux magistrats y assistent et puissent former leur opinion sur d'autres et moins fugitives impressions que celles que laisse après elle la lecture d'un procès-verbal. Le maintien , l'air , le ton , le geste du répondant déterminent autant , et quelquefois plus que ses paroles , le véritable sens de sa réponse , qui sera mieux saisie , plus sainement interprétée , par ceux qui l'auront vu et entendu faire.

500 Le tribunal d'appel sera toujours le maître d'interroger ou de faire interroger de nouveau la personne dont l'interdiction est demandée ; on ne saurait prendre trop de précaution pour préparer un jugement en dernier ressort sur une question d'état.

499 Il est possible qu'une personne dont l'interdiction aura été demandée pour cause d'imbécillité ou de démence ne paraisse pas être en cet état , mais qu'il soit bien prouvé qu'à raison de la faiblesse de son esprit , ou de l'ascendant de quelque passion dominante , elle soit peu capable de la

direction de ses affaires. Alors le juge serait embarrassé, si la loi ne lui permettait pas d'employer un autre remède que celui de l'interdiction.

Le juge, en semblables circonstances, pourra intimer la défense de plaider, transiger, emprunter, recevoir des remboursements, aliéner ni hypothéquer, sans l'assistance d'un conseil qui sera nommé par le jugement.

Vous apercevez, législateurs, la différence notable qui existe entre l'interdiction absolue et le simple assujétissement à prendre, dans certains cas spécifiés, l'avis d'un conseil.

Ceux auxquels on donne un conseil ne sont pas incapables des actes de la vie civile. Ils ne peuvent s'obliger, en contractant dans les cas prévus, sans l'assistance de leur conseil ; mais, en général, ils sont habiles à contracter, ils peuvent se marier, ils peuvent faire un testament ; ce que ne peuvent pas les interdits pour cause d'imbécillité, de démence ou de fureur.

Tout l'objet de la nomination d'un conseil étant de prévenir le préjudice que pourraient éprouver ceux en faveur desquels elle est faite, ce serait aller directement contre le but qu'on se propose, si ceux-ci pouvaient être obligés à renoncer aux avantages certains qu'ils se seraient procurés sans l'intervention de leur conseil.

Le jugement portant interdiction ou nomination d'un conseil doit être rendu à l'audience publique. On impose au demandeur l'obligation de le faire lever, signifier à partie, et inscrire, dans les dix jours, sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire, et dans les études des notaires de l'arrondissement. Ces précautions sont prises dans l'intérêt des tiers : il faudra, pour en assurer l'observation, descendre dans quelques détails qui seraient au-dessous de la majesté de la loi. Il y sera pourvu par des réglemens d'administration publique, dès que le notariat sera tout-à-fait organisé.

497-505 Aussitôt après le premier interrogatoire, le tribunal saisi de la demande peut, s'il y a lieu, commettre un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur : mais après le jugement définitif cette administration provisoire cesse ; il faut un tuteur et un protuteur à la personne interdite.

Il peut arriver qu'elle soit en tutelle lors de son interdiction ; alors la tutelle continue, sinon le tuteur et le protuteur sont établis dans les formes accoutumées. Cependant le mari est de droit tuteur de sa femme interdite, et la femme peut être nommée tutrice à son mari.

506-507 On a compris que le tuteur d'un interdit, s'il était obligé à porter sa charge tant que durerait l'interdiction, serait de pire condition que le tuteur d'un mineur.

La minorité a son terme certain, marqué par la loi ; l'interdiction n'en a d'autre que la vie, dont la durée est incertaine et peut se prolonger dans une très-longue suite d'années.

On a dû poser en principe qu'après dix ans de gestion, le tuteur de l'interdit serait remplacé, s'il demandait à l'être, à moins que la tutelle ne fût exercée par un mari, par une épouse, par un ascendant ou par un descendant de l'interdit ; car la loi n'impose pas à ceux-ci un devoir nouveau : l'obligation de protéger, de défendre l'être infortuné qui les touche d'aussi près, vient de la nature ; et ils ne voudront pas enfreindre ses sacrés préceptes, tant qu'ils auront la possibilité de les accomplir.

509-510 En général, l'interdit est assimilé au mineur pour tout ce qui concerne sa personne et ses biens ; ses revenus doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison. Cette dernière disposition de la loi n'aurait peut-être pas le même degré d'utilité, si en pareil cas le cri de l'humanité n'était pas trop souvent étouffé, et si l'intérêt ne parlait pas beaucoup plus haut qu'elle. Il est bon que les magistrats soient avertis que la loi condamne la sor-

dide économie qu'on voudrait exercer sur l'infortune la plus touchante et la plus digne de pitié.

S'il est question de marier l'enfant d'un interdit, les conventions matrimoniales seront réglées par un conseil de famille, dont l'avis aura toujours besoin d'être homologué par le tribunal, sur les conclusions du commissaire du gouvernement. Dans l'intention de la loi, cette homologation ne doit pas être une vaine formalité ; le tribunal, le commissaire du gouvernement sont étroitement obligés, par les devoirs de leur place, de s'assurer que les intérêts de l'enfant et ceux de l'interdit ne sont pas sacrifiés à des intérêts opposés qui peuvent exister au sein même de leur famille. 511

L'interdiction et la nomination d'un conseil produisent leur effet, à l'égard des tiers, du jour du jugement. Tous actes postérieurs passés par l'interdit sont nuls de droit ; il en est de même de ceux qu'il est défendu de faire sans l'assistance d'un conseil, si la défense n'a pas été respectée. 502

Les actes antérieurs à la défense de contracter sans conseil sont inattaquables : quant à ceux antérieurs à l'interdiction, ils peuvent être annulés si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ils ont été faits. Celui qui contracte avec une personne notoirement imbécile, notoirement en démence, est lui-même notoirement de mauvaise foi : on suppose que la notoriété de la cause de l'interdiction existe par rapport à lui, et ne lui laisse aucun prétexte pour affecter une ignorance tout-à-fait invraisemblable. 503

Après la mort d'une personne interdite, on ne peut plus attaquer, pour cause d'imbécillité ou de démence, les actes par elle faits de son vivant. Deux cas sont exceptés : 504

1°. Si l'interdiction avait été sinon prononcée, du moins provoquée avant le décès de cette personne ;

2°. Si la preuve de la démence résultait de l'acte même qui serait attaqué.

Les motifs de l'exception, dans le dernier cas, sont d'une évidence frappante et n'ont pas besoin de développement.

Il faut prendre garde que , dans le premier cas , on ne prescrit pas aux juges l'obligation de rejeter ou d'admettre des actions qui peuvent être légitimes et fondées , et néanmoins paraître suspectes par cela même qu'elles sont tardives ; on laisse aux tribunaux le pouvoir de peser les circonstances , qui se présentent sous tant de combinaisons différentes , qu'elles mettent en défaut la sagacité du plus habile législateur.

5.2 Enfin , l'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée ; mais , par respect pour le jugement qui l'a prononcée , et plus encore pour la sûreté publique , il faut qu'il intervienne un jugement de main-levée , et que les mêmes formalités qui ont précédé et accompagné le premier garantissent encore la sagesse du second : alors seulement l'interdit peut reprendre l'exercice de ses droits.

ch. 3 Le troisième et dernier chapitre est relatif aux prodigues. Vous avez pu remarquer, citoyens législateurs , que jusqu'à présent il n'en avait pas été question. On a même douté long-temps s'il y avait des mesures à prendre contre la prodigalité.

5.3 Elle est sans doute l'abus de la propriété ; mais la propriété elle-même ne se compose-t-elle pas du droit d'user et du droit d'abuser ? Comment , dit-on , punir un homme parce qu'il a joui de son droit , parce qu'il a fait de sa chose , non pas le meilleur , non pas même un bon usage , mais enfin un usage qui n'était pas défendu , et qui lui convenait à lui propriétaire , maître à ce titre de disposer de sa propriété selon son bon plaisir ?

Cependant les Romains , par qui la propriété avait été définie *jus utendi, abutendi*, les Romains eux-mêmes admirent l'interdiction des prodigues : c'est que l'objet d'une sage législation doit être d'établir ce qui convient le mieux à la société pour qui les lois sont faites , sans s'attacher avec une minutieuse précision à toutes les conséquences que le raisonnement peut faire sortir d'un principe abstrait.

L'État, intéressé à la conservation des familles, ne peut admettre que le droit de propriété soit pour un citoyen le droit de ruiner sa famille en contentant de misérables fantaisies ou même de honteux caprices.

Sans doute le propriétaire peut impunément abuser de sa chose, et le *jus abutendi* est respecté, puisque l'acte fait par le propriétaire libre est toujours valable ; la preuve de prodigalité ne résulte pas d'un seul abus, ni même de plusieurs, en choses de peu d'importance. Mais si l'abus tourne en habitude, il n'y a plus moyen de dissimuler que le dissipateur est une espèce de fou qui manque de discernement pour se conduire, et auquel il serait dangereux de laisser l'entier et libre exercice d'un droit dont il n'use pas, dont il ne sait pas user, mais dont il abuse continuellement.

Ce n'était pas pour le punir d'avoir fait des actes qu'il avait eu réellement le droit de faire, qu'on interdisait le prodigue, mais parce qu'on le voyait incapable d'exercer son droit de propriété avec sagesse et en suivant les lumières de la droite raison.

La loi romaine disait expressément que le prodigue resterait en curatelle *quamdiu sanos mores receperit*, tant que ses habitudes ne seraient pas rectifiées, et que ses mœurs ne seraient pas devenues saines et pures ; par où nous voyons que la loi romaine portait plus son attention et sa sévérité sur le principe des actions du prodigue que sur ses actions mêmes : en effet, la prodigalité est presque toujours la suite d'autres passions pernicieuses, d'autres penchans très-condamnables. Ce sont ces vices qu'on attaque en ôtant au prodigue les moyens d'abuser de sa fortune.

On ne vous propose cependant pas, législateurs, d'user à l'égard du prodigue du remède extrême de l'interdiction. Il a paru qu'il suffisait de lui donner un conseil sans lequel il ne pourrait plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, en donner décharge, aliéner, ni grever ses biens d'hypothèques. Déjà je vous ai fait remarquer en quoi dif-

serent essentiellement l'interdiction et la dation de conseil. Ce que j'ai dit à cet égard me paraît propre à justifier la mesure proposée relativement aux prodigues.

- 514 Ceux qui ont droit de demander l'interdiction pour cause d'imbécillité et de démence pourront provoquer contre les prodigues la défense de plaider, de contracter sans conseil; leur demande sera instruite et jugée suivant les règles prescrites pour l'interdiction : il en sera de même lorsqu'il sera question de lever cette défense.

COMMUNICATION OFFICIELLE AU TRIBUNAT.

Le projet fut adressé au Tribunat avec l'exposé des motifs, le 30 ventose an XI (21 mars 1803), et M. Bertrand de Greuille en fit le rapport à l'assemblée générale dans la séance du 5 germinal suivant.

RAPPORT FAIT PAR LE TRIBUN BERTRAND DE GREUILLE.

Tribuns, je viens, au nom de la section de législation, vous offrir le résultat de ses méditations sur le onzième titre du Code civil, il traite de la *majorité*, de l'*interdiction*, du *conseil judiciaire*, et cette division indique naturellement celle que je dois suivre dans la discussion à laquelle je vais me livrer.

- 488 La majorité qui, dans notre ancienne législation, avait été portée à l'âge de vingt-cinq ans, se trouve par le projet actuel fixée à celui de vingt-un ans accomplis. Cette disposition n'est plus une innovation, puisque déjà la loi du 20 septembre 1792, et le décret du 21 janvier suivant, l'ont introduite parmi nous : ainsi, depuis plus de dix années, elle a pleinement produit dans la société tous ses effets civils; elle a servi de base à une multitude de transactions importantes : des partages se sont opérés, des ventes se sont consommées

sous ses favorables auspices , et ce serait , sans contredit , jeter aujourd'hui l'inquiétude dans l'esprit de ces nombreux contractans , que d'altérer en quelque sorte la bonne foi de leurs conventions par l'anéantissement du principe qui les a déterminées , ou sans lequel au moins elles n'auraient jamais été légalement consenties.

Ce danger d'une législation sans cesse vacillante , appuyé de l'approbation que vous avez donnée au projet de loi qui fixe la cessation de la minorité à vingt-un ans , pourrait me dispenser d'entrer dans des développemens plus étendus. Mais lorsqu'il s'agit de fixer les lois d'un grand peuple , lorsque des idées nouvelles viennent s'entrechoquer avec des souvenirs anciens , il faut tout entendre , tout dire , tout aplanir : je ne dois donc pas dissimuler ici les regrets manifestés par quelques bons esprits sur l'abandon de la règle autrefois en usage ; et je dois une réponse aux plus sérieuses de leurs objections , ne fût-ce que par respect pour la pureté des motifs qui les ont dictées.

Ils ont invoqué l'usage contraire de tous les peuples policés ; ils ont argumenté de la séduction , qui assiège ordinairement l'inexpérience d'un jeune homme de vingt-un ans ; ils l'ont représenté entraîné par l'effervescence de son âge , cédant avec facilité à tous les genres de corruption qui l'entourent et le pressent , et cherchant inutilement le guide , le protecteur et l'appui sans lequel on le verrait bientôt consumer sa fortune , dégrader sa jeunesse , avilir son âme , pour vieillir ensuite dans la honte , la misère et le malheur.

Il faut convenir que ces craintes peuvent être justifiées par le scandale de quelques exemples propres à effrayer l'imagination des hommes sensibles et vertueux ; mais à côté de cet affligeant tableau ne puis-je pas placer en opposition l'espoir consolant qu'offrent avec avantage les grands et heureux changemens qui , depuis la révolution , se sont opérés dans les choses et dans les personnes ? Ne dois-je pas d'abord porter votre attention sur ces nombreux lycées qui s'organisent par

tout le territoire français, et où les enfans iront en foule recevoir les impressions durables des premières leçons de sagesse et de morale? D'un autre côté, la jeunesse *n'est* plus aujourd'hui ce qu'elle était naguère : le germe de la *liberté* a devancé chez elle les progrès de la raison ; les ressorts de son esprit ont pris plus de mouvement et d'activité. En général, elle se dirige vers le but le plus utile comme le plus honorable ; tourmentée du besoin d'apprendre, on la voit se livrer avec une noble ardeur à tous les genres d'instruction et de connaissances : or, l'étude et les sciences élèvent l'âme. Elles nourrissent les cœurs ; elles mûrissent l'esprit ; elles forment le caractère ; elles apprennent à connaître et à aimer ce qui est bien, à discerner et à fuir ce qui est mal ; elles enchainent les passions fougueuses ; elles suppléent aux fructueuses leçons de l'expérience.

Ainsi le jeune homme parvenu à sa vingt-unième année peut utilement jouir de toute l'étendue de ses droits civils. En le livrant alors à lui-même, on le rend plus attentif à la nature et aux conséquences des engagements qu'il contracte. Il en connaît, il en apprécie toute l'importance, toute la stabilité. Il sait que sa jeunesse ne servira plus, comme autrefois, de prétexte pour en faire prononcer la nullité, et cette idée le met en garde contre les tentations d'une dissipation insensée.

L'usage des peuples policés sur lequel on s'appuie n'était pas même général dans toute la France. Les coutumes de Normandie, d'Amiens, de Bretagne, de Douai, d'Anjou, etc., avaient introduit une majorité précoce de vingt ans, que l'on a pratiquée pendant des siècles sans de graves inconvéniens. Enfin la Constitution proclame l'individu qui a atteint sa vingt-unième année citoyen de la République ; à cet âge, elle lui confie ses plus chers intérêts, elle lui confère toute la dignité de l'homme libre, et il faut bien que le droit civil se trouve en harmonie avec le droit politique.

D'un autre côté, l'émancipation qui aura précédé l'âge de

la majorité n'aura-t-elle pas déjà préparé le jeune homme à la nécessité d'user de son patrimoine avec discrétion et économie ? N'offrira-t-il pas aussi à la société et aux bonnes mœurs la garantie précieuse d'une éducation épurée par l'action bienfaisante de notre nouvelle magistrature paternelle , et ne doit-on pas également compter au besoin sur les salutaires effets des remontrances officieuses et énergiques de quelques parens estimables et attentifs ? Si néanmoins on avait encore à gémir sur de honteux écarts, ces écarts peu fréquens serviraient de préservatif. Eh ! depuis quand , au reste , l'abus que l'on peut faire d'une chose détruit-il son excellence , et doit-il empêcher son admission ? Certes , on a trop souvent abusé de la religion et de la philosophie. Dirait-on pour cela qu'il faut proclamer l'athéisme , ou se rouler dans la fange de la sottise et des préjugés ? Non , sans doute : gardons-nous donc de faire un pas rétrograde ; laissons la majorité fixée à vingt-un ans ; n'enlevons pas à nos enfans ce grand et utile moyen d'émulation ; mais préparons leur jeune cœur par nos soins affectueux , par de nombreux sacrifices pour le développement de leurs talens , par de sages avis , et surtout par de sévères exemples , à recevoir le bienfait de cette nouvelle majorité , et à jouir avantageusement pour la patrie et pour eux-mêmes de l'intégralité de leurs droits civils et politiques.

Toutefois cette jouissance doit être soumise aux restrictions portées au titre *du Mariage*.

En effet , cet acte , le plus saint , le plus grave de tous ceux que l'homme vivant en société peut contracter , a une influence trop directe sur le bonheur ou le malheur de la vie , pour ne pas l'entourer de toute la sagesse , la prévoyance et l'affection paternelles. Il tient de si près à la nature , que le législateur a dû se mettre en garde contre tous les caprices ou les fantaisies d'une imagination ardente , et contre les faciles égaremens d'un cœur susceptible de trop de faiblesse. Il a dû craindre que le choix d'un époux , rejeté par un père,

ne fût plutôt décidé par l'entraînante impétuosité de la plus brûlante des passions, que déterminé par le sentiment et la réflexion. D'ailleurs, on n'introduit pas dans une famille une personne étrangère, on ne l'identifie pas, pour ainsi dire, avec elle, sans éprouver le besoin de l'y voir reçue et accueillie avec tous les égards dont elle doit apprendre à se rendre digne. Ce n'est donc qu'après une longue et judicieuse épreuve que l'autorité de la loi, accompagnée de toutes les formes de respect dû à l'autorité paternelle, peut venir suppléer un consentement qu'elle suppose alors avoir été mal à propos refusé à un attachement épuré par le temps et la résistance, et fortifié par la tendresse et l'estime réciproques. Une indiscrete précipitation dans une matière aussi délicate pourrait transformer le plus doux et le plus nécessaire de tous les liens dans la plus pesante et la plus insupportable de toutes les chaînes. L'amendement indiqué par le projet est donc basé sur une prudence désirable, et il ne fait, au surplus, que reproduire ici un principe que vous avez déjà consacré lors de l'assentiment que vous avez donné au titre du Code civil sur le *mariage*.

Mais l'homme devenu majeur n'est pas à l'abri de tous les maux qui fondent trop souvent sur sa frêle existence. Soit erreur de la nature, soit maladie, tous ses organes, toute la symétrie de son être, toutes les habitudes de son corps se trouvent quelquefois dans un état de contraction ou d'affaïssement. Son esprit ne se prête qu'à des conceptions désordonnées, il ne peut plus administrer sa personne et ses biens : il devient même, pour tous ses concitoyens, un objet de pitié, de dérision ou de crainte; et s'il demeure habituellement dans cette pénible et douloureuse position, son intérêt, celui de la société, s'accordent également pour exiger impérieusement qu'on le prive de l'exercice de ses droits civils, ou, en d'autres termes, qu'il soit pourvu à son interdiction : c'est aussi ce que l'article 483-489 du projet, en cela conforme à la loi romaine, a sagement et utilement ordonne.

L'article suivant attribue à l'époux et à tout autre parent indistinctement le droit de provoquer cette interdiction. Il est juste, en effet, de donner aux membres d'une famille les moyens de conserver la fortune et la vie à celui d'entre eux qui, par sa désorganisation morale et physique, est menacé de perdre l'une et l'autre. Ils ont un intérêt direct et personnel à cette conservation, et de plus une solidarité d'honneur et d'affection qui doit leur mériter toute confiance.

Cependant, il peut se trouver des parens peu dignes de ce titre, dont la négligence ou l'indifférence appellent hautement, et surtout dans le cas de fureur, l'intervention du ministère public. Il peut se faire aussi qu'un homme se trouve atteint de folie dans un pays éloigné, sans connaissances et sans amis; enfin, les enfans naturels, qui n'ont d'autre protection que celle de la loi, d'autres parens que les agens de la loi, ne peuvent pas être laissés abandonnés à eux-mêmes, et livrés à tous les hasards dangereux d'un délire habituel. L'article 485-491 obvie à tous ces graves inconvéniens. Il porte : « Dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est provoquée ni par l'époux ni par les parens, elle doit l'être par le « commissaire du gouvernement, qui, dans les cas d'imbécillité ou de démence, peut aussi la provoquer contre un « individu qui n'a ni époux, ni épouse, ni parens connus. »

Il est bon d'observer ici que les dispositions de cet article restreignent l'action du ministère public au seul cas de fureur, et ne l'autorisent point à la diriger contre l'homme en état de démence ou d'imbécillité qui se trouverait abandonné de sa famille. Quelques personnes ont pensé que cette restriction de pouvoir n'était pas sans danger; elles ont appréhendé l'insouciance trop ordinaire de parens peu fortunés, laissant dans la misère et la divagation leur parent imbécile. Elles ont craint qu'il ne demeurât à la charge de la société, qui se verrait forcée de le recueillir pour le déposer dans un de ces asiles, dernière ressource de l'homme souffrant et malheureux. Elles en concluaient qu'il fallait investir le magistrat

charge du ministère public d'un pouvoir discrétionnel, pour agir d'office lorsqu'il aurait inutilement stimulé l'affection ou le zèle engourdi d'une famille.

Mais il faut avouer aussi qu'il n'était pas sans inconvénient de laisser sur ce point trop de latitude au commissaire du gouvernement. Les familles sont ordinairement jalouses de cacher avec soin des infirmités de ce genre ; elles s'en affligent, elles en craignent la publicité, elles redoutent l'inutile caquetage des amis, les malignes observations des ennemis ; elles appréhendent surtout qu'une portion de l'humiliation du père ne rejaillisse sur ses enfans : ainsi, soit intérêt, amour-propre, bienséance ou affection, elles s'enveloppent du mystère, et elles déguisent la nature du mal, sans cependant négliger aucun des soins ou des remèdes nécessaires pour rendre au malade la santé, la raison, et par suite la jouissance de ses biens. Le zèle indiscret d'un commissaire romprait infailliblement cette touchante harmonie, dérangerait toutes ces combinaisons salutaires ; son ministère serait au moins desobligeant, s'il n'était pas nuisible ; et l'homme en démence perdrait beaucoup aux froissemens et aux désagremens que ferait éprouver à ses parens l'éclat scandaleux d'une procédure intempestive et irréfléchie.

Ces considérations, puisées dans l'honneur et l'intérêt des familles, ont dû faire donner la préférence au système adopté, comme offrant d'ailleurs des chances plus favorables à l'humanité.

491-500 Les articles 488 et 494-492 et 500 désignent le tribunal de première instance, et en cas de pourvoi, celui d'appel, comme devant connaître et juger définitivement ces sortes de demandes. L'importance de la matière se refusait à toute autre indication.

493 à 495 Les articles suivans prescrivent la forme et l'instruction. Il faut articuler les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur ; il faut réunir les principaux parens en conseil de famille, pour donner leur avis sur les causes et la nécessité de

L'interdiction demandée ; mais ceux qui l'auront provoquée n'auront pas voix délibérative dans le conseil : car ils ne peuvent être juges du mérite de leur propre demande, et le défendeur à l'interdiction aura, par ce moyen, plus d'avantage pour résister avec succès aux efforts injustes et possibles d'une cupidité malfaisante et criminelle. Les enfans et l'époux de celui qu'il est question d'interdire seront aussi privés du droit de prendre part à la délibération du conseil. Il eût été en effet inconvenant et peu moral de les mettre dans la cruelle obligation de prononcer contre un père ou un époux malheureux et humilié, qu'ils doivent uniquement et constamment entourer de soins, de respect et de tendresse.

Vient ensuite l'interrogatoire, toujours nécessaire, du défendeur à l'interdiction. Il est fait par tout le tribunal réuni en la chambre du conseil, d'abord, afin de ne pas affecter trop vivement, par la présence du public, la timidité présumable d'un individu, trop alarmé déjà de se voir soumis à une épreuve aussi pénible et aussi délicate ; en second lieu, par ménagement pour sa réputation, et même par égard pour son amour-propre, dans le cas où l'inculpation d'aliénation ne se trouverait pas suffisamment justifiée. Cette prévoyance était, au reste, d'autant plus désirable, qu'elle fournit également aux juges les moyens de considérer plus attentivement les traits, les mouvemens, l'attitude du défendeur, et de fixer par suite leur opinion sur la faiblesse ou l'énergie de ses facultés intellectuelles. Au surplus, si celui qu'il s'agit d'interdire est hors d'état de se transporter au tribunal, le soin de l'interroger dans sa demeure est confié à l'un des juges, qui y procède en présence du commissaire du gouvernement ; et c'est tout ce qu'il est possible de faire pour parvenir à connaître le moral d'un homme dont l'esprit, déjà trop affaibli par la maladie, serait sans doute effrayé d'un plus grand appareil.

Cependant une demande en interdiction peut, par sa na- 497
46.

ture, par les formes qu'elle exige. par les actes qu'elle nécessite. entraîner des délais qui deviendraient préjudiciables aux intérêts du défendeur à l'interdiction. Le projet de loi éloigne à cet égard toutes les craintes, en autorisant, s'il y a lieu, la nomination d'un administrateur provisoire chargé de sa personne et de ses biens. Il va plus loin; il suppose à l'article 493-499 que la demande en interdiction a dû être rejetée, parce que l'aliénation n'est qu'instantanée, d'une nature peu alarmante, et qui affaiblit la raison sans la détruire entièrement. Alors, et suivant les circonstances, le tribunal est autorisé à pourvoir le défendeur à l'interdiction d'un conseil, sans l'assistance duquel il lui est défendu d'emprunter, d'aliéner, de grever ses biens ou même d'intenter procès. Heureuse et sage disposition! qui ménage à la justice la faculté de n'employer la sévérité et la rigueur de l'interdiction que dans les cas les plus pressans et les moins équivoques, et qui, en conservant à l'homme faible la disposition de ses revenus, le met en même temps dans l'impossibilité légale de devenir le jouet de ces êtres vils qui ne rougiraient pas de tendre des pièges à sa facilité pour engloutir sa fortune et le précipiter dans le malheur.

501 Au reste, les jugemens d'interdiction ou de nomination de conseil doivent être affichés dans la salle de l'auditoire et chez les notaires de l'arrondissement : ainsi le veut l'article 495-501. Ce sont là des avertissemens publics, propres à éclairer tous les citoyens sur l'incapacité de l'interdit; et ces avertissemens concilient tous les intérêts.

502-503 Les deux articles suivans sont la conséquence rigoureuse de l'interdiction définitivement prononcée, ou même de la simple nomination d'un conseil. Il est évident en effet que tous les actes passés postérieurement à l'un et à l'autre de ces jugemens par celui qui en est l'objet sont nuls de plein droit; et que ceux qui l'ont précédé doivent être également annulés, s'il est judiciairement et notoirement prouvé que la cause

de la demande en interdiction existât à l'époque où ces actes ont été faits : ce sont autant de vérités qu'on affaiblirait par une discussion qui n'ajouterait rien à la conviction.

Le principe consacré par l'article 498-504 n'est pas moins 504 respectable. Il porte : « Après la mort d'un individu, tous
« les actes par lui faits ne pourront être attaqués pour cause
« de démence qu'autant que son interdiction aurait été pro-
« noncée ou provoquée avant son décès, à moins que la preuve
« de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué. »

L'homme pendant la vie duquel et contre lequel on n'a pas cru devoir intenter l'action en interdiction est censé avoir joui jusqu'au dernier moment de la plénitude de ses facultés. Il ne peut pas être permis de troubler ses cendres, d'injurier sa mémoire par des recherches flétrissantes et rétroactives. Il a contracté, parce qu'il en avait le droit, le pouvoir, la volonté, qui ne lui ont jamais été contestés : d'où il suit que les actes qu'il a souscrits sont nécessairement valides, à moins que la preuve de la démence ne se trouve dans l'acte même que l'on attaque, parce que dans ce cas cette preuve de l'incapacité du contractant résulte de son propre fait, qu'elle est claire, précise, irréfragable, qu'elle est indépendante du témoignage incertain des hommes, et qu'il est au surplus impossible que la justice puisse consacrer des dispositions qui appartiennent évidemment à la folie, au lieu d'être le fruit de la raison, de la réflexion et d'une saine liberté d'esprit.

Plusieurs autres articles du projet qui traitent encore de 505-509 l'interdiction sont peu susceptibles de développement ; ils en sont l'effet immédiat : c'est ainsi que l'interdit, ayant perdu la libre jouissance de sa personne et de ses biens, doit nécessairement passer sous la puissance d'un tiers ; et ce tiers ne peut être autre qu'un tuteur ou un subrogé tuteur nommé avec les formes et les précautions indiquées au titre des *tutelles*. Ce tuteur doit recevoir les comptes de l'administrateur provisoire dont il a été parlé plus haut ; c'est le

premier acte de sa tutelle, parce que lui seul a le droit de stipuler en définitif les intérêts de l'interdit : mais ce droit est lui-même soumis aux restrictions imposées aux tuteurs des mineurs, parce que l'interdit est placé, par une fiction de la loi, dans l'état de minorité, et qu'ainsi sa personne et ses biens doivent être environnés de la même prévoyance pour en assurer de plus en plus la conservation.

510 Néanmoins, il est expressément recommandé au tuteur d'employer essentiellement les revenus de l'interdit à adoucir son sort et à hâter sa guérison. Cette disposition équitable en elle-même a le double avantage d'assurer, d'un côté, à l'interdit l'espèce et la continuité des soins dont il peut avoir besoin, et de l'autre, de prévenir les chicanes trop multipliées que quelques héritiers inquiets et intéressés pourraient susciter à un tuteur attentif, humain et complaisant. Une sage économie est toujours désirable ; mais la parcimonie fatigue les malades, ils languissent au milieu des privations et des contrariétés de tout genre. Cet état n'accélère pas le rétablissement de la santé, et surtout celui d'un homme en démence ou en fureur, qui a plus que tout autre besoin de tranquillité. On a donc dû laisser sur ce point au tuteur une large étendue de pouvoir ; on a dû aussi lui imposer l'obligation de ne faire transférer le malade dans une maison de santé, ou même dans un hospice, que sur l'avis du conseil de famille, d'abord parce que les secours qu'il reçoit dans son domicile sont en général plus appropriés à son état, par l'affection et la patience qui les administrent ; en second lieu, parce que sa translation dans une maison de santé, et particulièrement dans un hospice, pourrait déplaire à la famille ; ce qui porte à croire que le déplacement ne sera effectué, si elle est consultée, que lorsque la nature du mal ou la modicité de la fortune de l'interdit en imposeront l'absolue nécessité.

506 à 508 « Le mari est, de droit, le tuteur de sa femme interdite. »
C'est le vœu de l'article 500-506 du projet.

« Réciproquement, la femme pourra être nommée tutrice
« de son mari ; mais dans ce cas le conseil de famille réglera
« la forme et les conditions de l'administration. » C'est ce
que détermine l'article suivant. La restriction qu'il contient
est un préservatif contre l'inexpérience ordinaire des per-
sonnes du sexe dans la régie des biens et dans les affaires qui
en sont la suite. Les autres dispositions de cet article et du
précédent sont tout à la fois un hommage rendu à la puis-
sance maritale et à la tendresse conjugale. Combien ils seront
efficaces ces soins empressés et touchans qui seront dictés par
le cœur et le sentiment ! Aussi les auteurs du projet ont tel-
lement présumé de leur douce et salutaire influence, qu'ils
n'ont pas voulu que des époux, des pères, des enfans, pus-
sent s'abstenir de conserver la tutelle d'un interdit, et ils
n'ont accordé la faculté d'y renoncer qu'aux étrangers, ou
même aux autres parens, qui auraient suffisamment payé
leur dette à l'amitié ou aux bienséances de famille, en exer-
çant pendant dix ans un aussi triste ministère.

Après avoir précieusement conservé les plus grands et les 511
plus chers intérêts de l'interdit, le projet de loi déploie
toute sa sollicitude en faveur de ses enfans. C'est déjà trop
pour eux du fardeau imposé à leur tendresse et à leur sen-
sibilité ; il ne faut pas qu'ils restent victimes de l'humiliant
et pénible état de leur père ; il faut leur faciliter les moyens
de s'établir ; il faut donc qu'une autorité bienveillante et
légale remplace autant que possible l'affection et la généro-
sité d'un père qui ne peut plus être consulté, puisqu'il n'a
plus de volonté : c'est encore le conseil de famille qui vient,
dans ce cas, interposer son officieuse autorité. Il règle la dot,
les avantages et toutes les autres conventions matrimoniales ;
mais cette opération est soumise aux réquisitions du com-
missaire et à l'homologation du tribunal, qui s'assure, avant
de l'accorder, que les sacrifices que l'on exige du père sont
basés sur sa fortune, qu'ils ne sont pas exorbitans, et tels
qu'ils puissent absorber les dépenses nécessaires qu'en-

traîne la tenacité de la maladie sous laquelle il gémit.

512 Cette maladie, cependant, peut céder aux efforts de l'art et de la nature : alors l'interdit, qui a recouvré la santé et la raison, doit être admis à reprendre l'exercice de tous ses droits ; mais il convient d'apporter, dans la distribution de cet acte de justice, la même circonspection, la même prudence, qui ont été mises en usage, lorsqu'il s'est agi de les lui ravir. Il faut s'assurer de la nouvelle capacité de l'interdit, il ne faut pas se préparer des regrets par une démarche précipitée, et uniquement fondée sur des apparences trompeuses ou mensongères : aussi, dans ce cas, le projet de loi impose-t-il aux juges l'obligation d'observer la même marche et les mêmes formalités que lorsqu'ils ont dû prononcer l'interdiction ; par ce moyen on est à l'abri de toute inconsidération, et on a de plus, pour garantie particulière et spéciale de l'équité du jugement, la connaissance personnelle que les juges ont eue de l'état de l'interdit, lorsqu'ils ont été contraints de lui appliquer toute la sévérité de la loi.

Ainsi vous voyez, tribuns, que toutes les précautions de convenance, de sagesse et de justice ont été prises pour soustraire la personne et les biens de l'interdit aux grands abus qui pourraient résulter de son inquiétante situation : il ne me reste donc plus qu'à vous entretenir de la troisième partie du projet de loi, qui traite du *conseil judiciaire*.

L'article 507-513 veut qu'il en puisse être nommé au prodigue, qui, sans l'assistance de ce conseil, sera privé de la faculté d'emprunter, d'aliéner, de grever, d'hypothéquer ses biens, et même de recevoir le remboursement de ses capitaux.

513 Les Romains avaient rangé dans la même classe les prodigues et les insensés ; ils avaient considéré les uns et les autres comme ne sachant ni acquérir ni conserver, abusant de tout, dissipant tout, consumant tout. Ils les voyaient également sans règle dans leurs dépenses, sans but et sans fin dans leurs projets, ne connaissant que le gaspillage, la profusion et le désordre ; aussi leurs lois, calculant uniquement

sur l'identité des résultats, avaient-elles enlevé aux uns et aux autres indistinctement la disposition, l'administration et la jouissance de leurs biens, pour les confier à un tuteur dont elles avaient ordonné qu'ils fussent pourvus, comme s'ils fussent restés en pleine minorité.

Le projet actuel n'a pas cru devoir traiter les prodigues avec la même rigueur que les insensés. Il a pensé que ceux-ci, totalement privés de leur raison, ne sont susceptibles d'aucune réflexion, d'aucun sentiment qui puisse faire espérer leur retour à des principes d'ordre et à des idées d'économie ; tandis que les prodigues, quoique entraînés par des habitudes et un mouvement désordonnés, sont néanmoins parfois accessibles aux représentations de l'amitié, aux combinaisons de l'intérêt personnel, et qu'ainsi le flambeau de l'expérience peut encore luire pour eux et leur faire sentir le besoin d'une conduite plus réservée.

D'ailleurs, si le prodigue excède toute proportion dans ses dépenses, on peut dire au moins qu'il en agit ainsi parce qu'il en a le droit, et surtout la volonté bien constante ; tandis que l'insensé ne peut rien vouloir par lui-même ; car la volonté suppose une pensée qui la précède et la détermine, et l'insensé n'a point de pensée proprement dite : il n'a que les jeux fugitifs d'une imagination incandescente et déréglée. Or, s'il existe une différence aussi prononcée dans les facultés morales de l'un et de l'autre, la loi doit nécessairement en introduire une dans la manière de les traiter ; et c'est ce que fait le projet. Il prive l'insensé de la jouissance de ses revenus, et il le met dans la position d'un mineur à l'égard de son tuteur ; tandis qu'il enveloppe seulement le prodigue des liens de l'émancipation, et qu'ainsi il lui conserve l'entière jouissance du produit de ses biens, sans pouvoir vendre, aliéner et hypothéquer ses propriétés, hors la présence du conseil qui l'assiste. Cette interdiction partielle est d'une rigoureuse justice ; car la loi est l'ennemie du désordre : elle doit donc veiller pour le prodigue qui

ne surveille rien et absorbe tout. Elle doit veiller particulièrement pour sa femme et ses enfans, auxquels il doit au moins des alimens ; elle doit veiller même pour ses autres parens, qui, par honneur, par générosité ou par importunité, peuvent être un jour contraints de réparer son inconduite aux dépens de leur propre aisance. C'est donc avec raison que le projet de loi a créé des conseils judiciaires, et qu'il confie aux parens du prodigue le droit d'en provoquer la nomination. La demande doit en être formée devant les tribunaux, instruite et jugée de la même manière que celle de l'interdiction, parce qu'il faut mettre l'homme accusé de prodigalité dans la possibilité de justifier que le dérangement de sa fortune appartient non à l'abus qu'il en a fait, mais à de fausses combinaisons, à des spéculations malheureuses, ou à d'autres causes indépendantes de sa volonté. Par ce moyen, la justice est éclairée sur les vrais motifs qui ont déterminé la demande, et elle n'est point exposée à favoriser injustement les avides prétentions de quelques héritiers présomptifs, ou de quelques collatéraux trop empressés.

Telles sont, tribuns, les différentes dispositions du projet de loi qui est aujourd'hui soumis à votre approbation. Elles sont si sages, si concordantes entre elles, si paternelles, que, quelque faible que soit le résultat de mes efforts, il est difficile que vous ne soyez pas convaincus de leur importance et de leur utilité. Il n'aura pas échappé à votre sagacité que toute l'économie de ce projet repose entièrement sur la double et judicieuse similitude qu'il introduit entre l'interdit et le mineur non émancipé, d'une part ; et de l'autre entre l'individu placé sous l'empire du conseil judiciaire, et le mineur parvenu à l'émancipation. Il assure ainsi la puissante protection de la loi à la faiblesse et au malheur, qui dérangent trop souvent l'harmonie sociale ; il conserve les biens et la paix des familles ; il ouvre le cœur à toutes les affections morales, à tous les sentimens généreux ; il maintient tous les droits, il ménage tous les intérêts ; il est donc digne de

prendre une place honorable dans ce nouveau Code, monument durable de sagesse et de lumières, que le gouvernement pourra bientôt offrir avec gloire à la reconnaissance de tous les Français.

La section de législation vous propose par mon organe d'en voter l'adoption.

Le Tribunal vota l'adoption du projet dans la même séance, et MM. Bertrand de Greuille, Tarrible et Portiez, apportèrent son vœu au Corps législatif, le 8 germinal an XI (29 mars 1803).

DISCUSSION DEVANT LE CORPS LÉGISLATIF.

DISCOURS PRONONCÉ PAR LE TRIBUN TARRIBLE.

Législateurs, le Code civil se déploie devant vous, en laissant toujours apercevoir la chaîne qui lie ses diverses parties.

L'état civil vous a été présenté d'abord avec les éléments qui le constituent, les formes qui le constatent, et les causes qui font encourir sa privation.

A ces premières règles se rattachaient celles relatives au domicile, dont la fixation est nécessaire, soit pour la solennité des mariages, soit pour l'ordre des juridictions, soit enfin pour la régularité d'un grand nombre d'actes civils.

L'absence ne rompt pas les liens civils, mais elle jette sur l'existence de l'absent une incertitude qui appelait des dispositions particulières.

Parmi les diverses sources de l'état civil, la plus féconde et la plus pure est le mariage. Vous avez vu les formes et les conditions qui constituent ce contrat fondamental, les devoirs qu'il impose, les droits qu'il confère aux époux.

Mais la fragilité des choses humaines a exigé qu'à côté de l'image touchante du mariage l'on plaçât l'affligeant tableau de sa dissolution par la mort naturelle, par la mort civile et par le divorce.

Le mariage vous a conduits à la procréation des enfans. Vous avez reconnu qu'à lui seul est dévolu le privilège de désigner avec simplicité et certitude la famille à laquelle ils appartiennent, tandis qu'une reconnaissance émanée d'une opinion versatile, combattue quelquefois par les préjugés ou par l'intérêt, est le seul moyen que les mœurs aient permis de laisser aux enfans naturels pour retrouver un père.

Des époux, des enfans composent la famille, et dans son sein vous avez vu s'élever cette magistrature sainte qui, sous le nom de puissance paternelle, donne au père le droit de gouverner, de commander, de réprimer.

Votre sollicitude sur le sort des enfans qui, dans un âge encore tendre, ont eu le malheur de perdre les auteurs de leurs jours, avait devancé la loi sur la minorité. Elle a dû être satisfaite de ses dispositions toutes paternelles, qui remettent le dépôt sacré des enfans, de leur éducation, de leurs biens, entre les mains des parens, des alliés, même des amis, et qui promettent comme une récompense le bienfait d'une émancipation anticipée à la maturité précoce du mineur et aux soins vigilans du tuteur.

Il ne manquait au premier livre que de déterminer l'âge auquel l'homme civilisé acquiert le plein exercice de ses droits, et d'indiquer les dérangemens physiques et moraux qui le ramènent à l'état et aux besoins de l'enfance ; c'est le sujet du projet de loi que le Tribunat vient, par mon organe, discuter devant vous.

488 Le citoyen naît dans l'État avec l'investiture des droits civils ; mais il ne peut les exercer en naissant.

Comme ses facultés physiques ne se développent que par degrés, ce n'est aussi que par degrés que son discernement se forme, qu'il acquiert la connaissance des hommes et des choses, qu'il apprend l'art de gouverner ses affaires et l'art plus difficile encore de se gouverner lui-même.

La raison a son enfance comme l'habitude du corps ; et, pendant ce temps de faiblesse, le mineur, placé sous les ailes

de la puissance paternelle ou sous les soins vigilans d'un tuteur, ne peut défendre ni exercer ses droits que par leur organe.

Mais il est un terme où ces appuis doivent être retirés, et où le mineur doit se soutenir par ses propres forces.

Comment assigner ce terme? sera-ce par le degré de maturité que le mineur aura atteint? il flotterait dans une incertitude funeste; il varierait selon la trempe de l'esprit, le caractère, l'éducation du mineur; et plus souvent encore selon les opinions, les intérêts ou les passions de ceux qui seraient appelés à décider cette question importante.

L'âge, chez toutes les nations, est la mesure sur laquelle on a déterminé l'époque de la majorité.

Elle est simple, uniforme, commune à tous : elle apprend au mineur et à ceux qui ont des intérêts à démêler avec lui, le moment précis où il entre dans le plein exercice de ses droits.

La solution de cette première difficulté en crée une seconde qui a partagé les opinions.

Les uns ont désiré de voir reculer encore la majorité jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

Les autres ont pensé qu'elle devait demeurer fixée à vingt-un ans.

Les premiers ont invoqué à l'appui de leur opinion l'exemple des Romains, l'usage antique de presque toutes les nations de l'Europe et d'une grande partie de la nation française en particulier.

Ils ont cru reconnaître que la raison humaine n'atteignait sa perfection qu'à cet âge.

Ils ont fait remarquer qu'à l'âge de vingt-un ans les passions sont à leur plus haut degré d'effervescence; qu'il est prudent de les contenir encore sous le joug de la puissance paternelle ou tutélaire, jusqu'à ce que la violence de leur feu se soit tempérée.

Les seconds ont dit, avec les auteurs du projet du Code ci-

vil, que, « dans notre siècle, mille causes concouraient à former plutôt la jeunesse ; que l'esprit de société et d'industrie, plus généralement répandu, donnait aux âmes un ressort qui supplée aux leçons de l'expérience, et qui dispose chaque individu à porter plus tôt le poids de sa destinée. »

Le Tribunal a donné son assentiment à cette dernière opinion.

La nature, toujours simple et concordante dans ses desseins, a marqué dans l'homme le moment du développement de ses facultés morales par celui de ses facultés physiques.

Dans le cercle si court de la vie, une fausse prudence ne doit pas étendre l'âge de la minorité aux dépens de celui de la virilité. Ne laissons pas énerver l'homme dans les chaînes d'une trop longue dépendance. Lorsqu'on lui aura montré ses rapports avec les objets qui l'environnent, lorsqu'on lui aura inspiré le sentiment de sa dignité, on pourra, sans de grands risques, lui laisser essayer ses forces.

Dans aucun âge il n'aura plus d'ardeur et plus d'activité pour tout travail qui lui offrira des bénéfices à acquérir.

Il lui sera peut-être plus difficile de conserver ; mais, en déliant le majeur, la loi n'entend pas le soustraire au respect et à la déférence qu'il doit à son père, ou à l'homme généreux qui en a rempli envers lui les pénibles devoirs. Ainsi, lorsque leur autorité aura cessé, leurs sages conseils l'environneront encore, ils lui montreront les écueils à redouter, les périls à fuir, les pièges à éviter.

Qu'on ne soit pas trop effrayé du danger des passions. Elles sont le ressort qui donne à notre être la vie et le mouvement ; la science du législateur consiste, non à les enchaîner, mais à les bien diriger.

Que, si elles entraînaient la jeunesse dans quelque écart, du sein même du mal naîtrait le remède le plus salutaire.

L'erreur est sans doute le partage de la faible humanité ; mais ses leçons sont aussi les meilleures : elles se gravent bien

plus profondément que celles d'un froid exemple ou d'une austère doctrine.

Et, dans un siècle qui a répandu les lumières sur tous les points de la surface de notre territoire, qui, en généralisant l'instruction, a aussi généralisé les idées, leur a donné plus de profondeur et de justesse; dans un siècle où une éducation précoce et mieux dirigée a presque associé l'enfance aux combinaisons et aux calculs de l'âge mûr, ne craignons pas que l'âge de vingt-un ans soit trop souvent celui de l'inexpérience et de l'erreur.

L'illusion la plus dangereuse à cette époque de la vie serait celle de cette passion brûlante qui, croyant voir dans l'objet aimé toutes les perfections réunies, des charmes ravissans, ne trouve de bonheur que dans sa possession.

Mais ses efforts impuissans viendront se briser contre le rocher de la volonté paternelle, qui tient sous sa dépendance le mariage des enfans jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

Ainsi, l'indication de la nature, l'élan rapide que nos mœurs et notre organisation sociale donnent à l'esprit vers les connaissances utiles, la maturité précoce qui en est le fruit, la survivance des liens du respect à ceux de l'autorité, les leçons salutaires de l'expérience, la barrière opposée aux mariages inconvenans, tout concourt à justifier l'utilité de la loi qui fixera la majorité à vingt-un ans.

Mais l'homme, devenu majeur, ne cesse pas plus d'être 489-513
sous la surveillance de la loi qu'il ne cesse d'être sous son empire.

Il peut tomber dans un état de démente qui ne lui permette pas d'user des facultés qui appartiennent à son âge, ou bien une folle prodigalité peut le porter à en abuser.

L'interdiction absolue est nécessaire à l'égard de l'insensé. Privé de l'usage de sa raison, il ne peut connaître les rapports de justice, de convenance ou d'intérêt que peuvent présenter les divers objets : il ne peut apporter dans les actes civils le discernement et la volonté qui en forment l'essence. La na-

ture , en le jetant dans cet état déplorable , a opéré son interdiction dès avant qu'elle soit prononcée par un jugement.

Cet être infortuné, replongé dans des ténèbres *plus* épaisses que celles de l'enfance , doit être remis sous la conduite d'un tuteur qui prévoie et agisse pour lui.

La prodigalité est un genre de folie ; elle a besoin de secours ou de remèdes semblables.

Il est digne de remarque que le projet du Code civil de l'an VIII garde un silence parfait sur les prodigues ; et qu'à la place du conseil judiciaire énoncé dans le chapitre III de ce titre , il se contente d'offrir un *conseil volontaire* à celui qui , sans avoir perdu l'usage total de sa raison , se défie de sa faiblesse et craint d'être exposé à des surprises.

Les auteurs du projet se seraient-ils enveloppés dans ces expressions ambiguës par la crainte de blesser le droit de propriété, ou dans l'espérance de voir le prodigue , éclairé par quelques lueurs de raison , venir se ranger de lui-même sous l'égide tutelaire d'un conseil ?

Quoi qu'il en soit de ces conjectures , les doutes seuls de ces hommes consommés commandent à celui qui tente de les résoudre le respect et l'examen le plus approfondi.

Entrons donc dans cette discussion , et voyons les résultats auxquels elle nous conduira.

Le prodigue , suivant l'acception reçue dans tous les temps , est celui qui n'a ni fin ni mesure dans ses dépenses , et qui dissipe tout son patrimoine par de vaines profusions.

L'orateur romain le désigne comme dissipant sa fortune en festins , en présens , en jeux , en chasses et en dépenses , qui ne laissent après elles que des traces fugitives ou nulles.

Toutes les nations policées ont regardé les prodigues comme entachés d'un vice honteux et répréhensible.

Les lois de Solon les déclaraient infâmes , et les bannissaient des assemblées publiques.

D'autres peuples de la Grèce leur refusaient la sépulture dans le tombeau de leurs ancêtres.

Les lois romaines les punirent d'une manière plus convenable au genre de désordre qu'elles voulaient arrêter. Le préteur, suivant une formule antique, adressait au prodigue ces paroles austères : « Puisque tu dissipes , par ta mauvaise « conduite, l'héritage de tes pères, et que tu réduis tes en-
« fans à l'indigence , je t'interdis l'administration et l'aliéna-
« tion de tes biens. »

La loi qui vous est présentée reconnaît aussi la nécessité de réprimer ce vice.

Mais, moins sévère que les lois des peuples anciens, elle ne prononce pas des peines contre une passion qui peut n'être que l'effet d'une organisation malheureuse; elle lui impose un frein : elle ne frappe pas , elle n'avilit pas; elle éclaire, elle dirige. Elle donne au prodigue un conseil dont l'assistance lui est nécessaire pour agir, engager ou aliéner.

La voix du Tribunat ne s'est élevée que pour rendre hommage à la sagesse de cette disposition.

Elle ne blesse pas les attributs de la propriété.

Elle concilie avec l'intérêt public celui de la famille et celui du prodigue lui-même.

Le droit du propriétaire est sans doute de disposer de ses biens au gré de sa volonté.

Mais pourra-t-on nier que le droit d'en régler l'usage n'entre aussi dans le domaine de la loi?

Et la loi ne doit-elle pas vouloir, ne doit-elle pas ordonner ce qui est dans l'intérêt des individus, dans celui des familles, dans celui de la nation pour qui elle est faite?

Peut-elle être indifférente à ce qui tient aux bonnes mœurs, à l'esprit public, à la force de l'âme, à toutes les vertus?

Or, législateurs, voyez d'un côté le père de famille sage, prévoyant, économe;

Voyez de l'autre le prodigue en proie à ses passions déréglées.

L'un fait fructifier tout ce qui est dans ses mains laborieuses et vigilantes.

L'autre s'abandonne à une négligence qui jette sur tout ce qu'il possède le germe du dépérissement.

Celui-là conserve et augmente par degrés l'héritage paternel ;

Celui-ci le dissipe et le dévore.

L'économe, enhardi par de mûres combinaisons, sait prendre son essor et se livrer à ces spéculations heureuses qui, en répandant les utiles fruits de son industrie ou de ses travaux, ramènent autour de lui les richesses et l'abondance.

Le prodigue, toujours tourmenté par de vains et insatiables désirs, n'est occupé que du soin de se procurer les moyens de les satisfaire par des sacrifices sans bornes et sans mesure.

L'application constante de l'un tend à soigner l'éducation de ses enfans, à leur inspirer l'amour de l'ordre et du travail, à en former des citoyens utiles et vertueux.

La vanité corruptrice de l'autre abandonne sa famille dans une honteuse ignorance, et ne lui inspire qu'un goût de superfluités qui l'énerve, et la laissera sans force contre l'indigence prête à l'accabler.

Le goût du bien naît dans l'âme du premier avec la puissance de l'opérer. Des affections pures, une douce sensibilité, le portent à répandre des bienfaits et des secours sur ses proches, sur ses amis, sur tous ceux qui gémissent sous le poids des maux ou de l'infortune.

L'âme du second s'use, s'épuise, se dessèche dans l'excès des jouissances ; et ses richesses, s'écoulant rapidement, vont se perdre dans les égouts du vice et de la débauche.

La propriété, dans laquelle l'homme sage voit le berceau et l'asile de sa famille, l'attache au gouvernement qui la protège, aux lois qui maintiennent l'ordre, aux institutions qui préviennent les secousses politiques.

Le prodigue, réduit bientôt au dénûment par des profusions déréglées, devient comme étranger au sol qui l'a vu naître. Si la voix de la patrie se fait entendre, on ne trouvera chez lui qu'un cadavre, que des ruines ; ou, si son âme a con-

servé encore quelque énergie, vous le verrez, dans les mouvemens politiques, attiser le feu de la sédition ; ce sera un factieux. Catilina commença par la prodigalité ; il finit par la rébellion.

Il était donc important, il était donc nécessaire d'aborder d'un pas ferme la question de la prodigalité, et d'opposer à ce vice une digue qui pût arrêter ses désordres et ses ravages.

L'esprit public en recevra une influence salutare, et le gouvernement un plus ferme appui.

Une femme, des enfans innocens seront sauvés des horreurs et de la flétrissure de l'indigence.

Le prodigue lui-même, lorsque son œil dessillé sera en état de mesurer la profondeur de l'abîme où il se précipitait, bénira la main puissante et secourable qui l'aura arrêté et suspendu au milieu de sa chute.

J'ai exposé le système général du projet de loi, et les motifs qui l'ont fait adopter par le Tribunal.

Il me reste encore à discuter les détails, qui ont paru aussi parfaitement concordans avec leurs principes.

Il est divisé en trois chapitres intitulés : le premier, *de la majorité* ; le second, *de l'interdiction* ; le troisième, *du conseil judiciaire*.

Un seul article compose le premier, et indique avec une 488 précision admirable l'époque de la majorité, ses droits, et la modification qu'ils ont dû recevoir. Il dit tout dans ce petit nombre de paroles :

« La majorité est fixée à vingt-un ans accomplis. A cet
« âge on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf
« la restriction portée au titre *du Mariage*. »

L'interdiction exigeait de plus grands développemens, et 489 l'ordre naturel demandait d'abord l'indication des cas auxquels elle pouvait être appliquée.

L'article 483-489 les désigne en ces termes :

« Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité,

- de démence ou de fureur, doit être interdit, même lorsque
- cet état présente des intervalles lucides. »

L'imbécillité est une faiblesse d'esprit causée par l'absence ou l'oblitération des idées.

La démence est une aliénation qui ôte à celui qui en est atteint l'usage de sa raison.

La fureur n'est qu'une démence portée à un plus haut degré, qui pousse le furieux à des mouvemens dangereux pour lui-même et pour les autres.

L'homme, dans ces trois états, est privé de la faculté de comparer et de juger.

L'imbécile ne le peut, parce que son esprit, incapable de recevoir ou de retenir des perceptions, n'a aucun objet de comparaison.

L'insensé, le furieux, ne le peuvent pas non plus, parce que les objets ne se représentent souvent à leur esprit que sous des formes fantastiques, éloignées de la réalité.

Du défaut de cette faculté dérivent, d'un côté, l'impuissance d'administrer, d'agir, d'exprimer une volonté éclairée sur les choses qui les intéressent; et de l'autre, la nécessité de remettre à un tuteur le gouvernement de leur personne et de leurs biens.

Les lucurs équivoques de la raison qui reparaissent quelquefois chez les insensés et les furieux n'étaient pas un motif suffisant pour modifier l'interdiction, ou pour en interrompre la continuité.

- 499 Mais l'imbécillité a une infinité de nuances ou de degrés dont le plus haut est celui qui a été désigné, et le plus faible peut être marqué par l'ignorance, qui donne à chacun (si j'ose m'exprimer ainsi) sa part d'imbécillité sur les objets qu'il ne connaît pas.

Les degrés intermédiaires peuvent présenter un état tel que, sans ôter l'administration à l'imbécile, on puisse se contenter de lui donner un conseil qui l'éclaire et le dirige dans les actes les plus importants.

C'est à ce cas particulier qu'il faut rapporter l'article 493-499, qui veut qu'en rejetant la demande en interdiction, le tribunal puisse néanmoins, si les circonstances l'exigent, ordonner que le défendeur ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, etc., sans l'assistance d'un conseil qui lui sera nommé par le même jugement.

L'interdiction intéresse principalement les parens et les époux; le droit de la provoquer est accordé à eux seuls. Leur existence exclut le concours du ministère public, parce qu'on a craint, avec raison, que son zèle, rendu superflu par les soins de la famille, n'aboutît qu'à divulguer, contre le vœu de celle-ci, l'état affligeant d'un de ses membres. 490

La provocation directe n'est remise entre les mains du ministère public que dans le cas de la fureur, dont la surveillance entre dans ses attributions, et dans celui où l'imbécile ou l'insensé n'a ni parens ni époux. 491

Après avoir indiqué les cas où l'interdiction est applicable, et les personnes qui peuvent la provoquer, le projet de loi règle les tribunaux qui doivent en connaître, la forme de la procédure à suivre, et les effets qu'elle doit produire. 492

L'interdiction ne détruit pas l'état civil, mais elle en suspend l'exercice relativement aux actes qui exigent le concours de la volonté ou du consentement de celui qui en est frappé.

La connaissance d'une matière aussi délicate ne pouvait être confiée qu'aux tribunaux de première instance, dont la juridiction embrasse les intérêts de la plus haute importance.

L'avidité, le dessein coupable de ravir, à l'aide de l'ordre aveugle des successions, des biens que la volonté et une juste prédilection du propriétaire auraient pu transmettre en de plus dignes mains, plusieurs autres causes, pouvaient inspirer une provocation calomnieuse. Il fallait environner ce propriétaire de tous les moyens de défense propres à repousser et à confondre la calomnie.

Ils se retrouvent dans les formes tutélaires que le projet de loi a prescrites pour l'exercice de cette action.

Point d'essai de conciliation : il serait impossible avec le véritable insensé ; il serait outrageant à l'égard de celui qui aurait conservé l'intégrité de sa raison.

493 à 496 Les faits qui caractérisent l'imbecillité, la démençe ou la fureur, doivent être articulés par écrit.

Le tribunal en recherche la preuve dans les pièces et les témoignages produits par le provocateur, dans l'opinion du conseil de famille, et enfin dans les réponses du défendeur lui-même.

La réunion de ces trois moyens doit mettre la vérité dans tout son jour.

Les rapports des preuves, soit écrites, soit testimoniales, avec les faits articulés, commencent à dévoiler jusqu'à quel point on doit croire à leur réalité.

Les relations habituelles des parens avec le prétendu insensé les mettent à portée de juger son état ; tandis que l'intérêt de la famille, balancé entre le besoin de ménager l'opinion publique et celui de veiller à la conservation des biens, leur fait un devoir de le bien juger.

Leur avis, mûri dans une délibération à laquelle les provocateurs ne participent pas, ne peut qu'être d'un très-grand poids aux yeux du tribunal.

La religion des juges trouvera de nouveaux traits de lumière dans l'épreuve de l'interrogatoire, qui sera fait par le tribunal lui-même dans la chambre du conseil, ou bien par un juge assisté du commissaire et du greffier, dans la demeure du provoqué, lorsqu'il ne pourra se transporter.

C'est en effet dans ces communications familières, dégagées d'un appareil imposant et de la présence gênante du public, que l'esprit de l'interrogé conservera toute sa liberté. C'est dans la concordance des réponses avec les questions, dans la chaîne et la liaison des idées, que l'état de sa raison se manifestera.

498 Mais ensuite une discussion solennelle déploiera dans toute leur latitude les divers genres de preuves et les moyens

de défense. Elle éclairera tout à la fois le tribunal et le public, elle donnera à l'homme provoqué la plus forte garantie du respect dû à son indépendance.

C'est là le but rassurant de l'article 492-498, portant que le jugement sur une demande en interdiction ne peut être rendu qu'à l'audience publique, les parties entendues ou appelées.

L'appel est le creuset où s'épure un premier jugement. Il 500 est réservé à la partie qui se croit lésée; et le tribunal supérieur est investi du pouvoir de répéter l'épreuve de l'interrogatoire.

Il importe que l'interdiction ou la nomination d'un conseil 501 soit connue de ceux qui ont des intérêts à discuter avec l'interdit. L'inscription du jugement sur des tableaux affichés dans la salle de l'auditoire et dans l'étude des notaires de l'arrondissement les avertira qu'ils ne peuvent traiter valablement avec lui les affaires placées sous le sceau de l'interdiction.

Les effets du jugement portant interdiction ou nomination 502 d'un conseil sont définis avec la plus grande précision dans l'article 496-502.

« Tous actes, dit cet article, passés postérieurement
« par l'interdit, ou sans l'assistance d'un conseil, seront nuls
« de droit. »

Mais quel sera le sort de ceux passés avant le jugement? 503

Le projet de loi sépare ici très-judicieusement la cause des interdits d'avec la cause de ceux qui ont été simplement pourvus d'un conseil.

Il garde le silence sur ces derniers, parmi lesquels il faut compter d'avance les prodigues. Ce silence indique clairement que les actes antérieurs au jugement qui donne à un homme faible ou à un prodigue l'assistance d'un conseil doivent recevoir leur pleine exécution. Et en cela le projet de loi se conforme aux principes de tous les temps, qui, ne reconnaissant dans l'un ni dans l'autre aucune incapacité ab-

solue, ne la font commencer qu'avec le jugement qui la prononce.

A l'égard des vrais interdits, qui ne peuvent être que des furieux, des insensés ou de parfaits imbéciles, incapables de contracter, la différence de leur état en doit produire une dans la décision qui les concerne. Aussi lit-on dans l'article 497-503 que les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits.

504 Mais après la mort d'un individu, continue l'article 498-504, les actes par lui faits ne pourront être attaqués pour cause de démence qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant son décès, à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué.

Ces restrictions sont le fruit d'une sagacité profonde. Avec la vie d'un individu finit le moyen le plus sûr de résoudre le problème de sa capacité. Il aurait été trop dangereux de livrer à la cupidité des héritiers, et à l'incertitude de quelques preuves équivoques, la mémoire d'un homme qui ne peut plus la défendre, et le sort des engagements qu'il a contractés. Ainsi la loi les met sagement à l'abri de toute querelle, à moins que les preuves évidentes de la démence ne fussent déjà consignées, soit dans une procédure antérieure au décès, soit dans l'acte même que l'on attaque.

505-509 Le projet de loi s'occupe, dans les six articles suivans, des soins à donner à la personne et aux biens de l'interdit.

Il les assimile aux mineurs, et leur rend communes les dispositions relatives à la tutelle de ces derniers.

506 Le mari est le protecteur naturel de sa femme : il doit devenir son tuteur lorsqu'elle tombe dans la démence.

507 Dans le cas contraire, les auteurs du projet ne craignent pas de compromettre la dignité du mari en autorisant le conseil de famille à déférer la tutelle à son épouse.

Ils augurent assez bien de l'amour conjugal pour croire

qu'il ne s'éteindra pas avec la vie morale de son objet.

Ils présument que la femme conservera, pour la personne révérée de son époux, ce tendre empressement, ces précautions attentives, ces soins affectueux que son état rend doublement nécessaires, et que nul autre ne saurait imiter.

Mais en même temps ils ont senti qu'en retirant ainsi la femme du cercle resserré des occupations domestiques pour l'élever au gouvernement de la famille, il était prudent de l'environner des sages avis de la parenté, qui demeurent néanmoins subordonnés eux-mêmes à la sagesse supérieure des tribunaux.

La tutelle des mineurs a pour terme fixe leur majorité ; 508 celle des interdits n'en a d'autre que la durée incertaine de leur état ou de leur vie. Il n'était pas juste que le tuteur collatéral ou étranger fût retenu trop long-temps sous le poids de ce triste et pénible ministère.

On ne pouvait envisager du même œil les époux, les pères et les enfans. Que les soins réciproques qu'ils se doivent soient inépuisables comme le sentiment qui les inspire ! c'est le vœu de la nature, et ce serait l'offenser que de les regarder comme un fardeau. Le projet de loi a très-bien marqué ces nuances ; il promet que nul ne sera retenu dans la tutelle d'un interdit au-delà de dix ans ; mais il excepte de la règle les époux, les ascendans et les descendans.

Les dispositions touchantes des articles 504 et 505-510 510-511 et 511 n'ont pas besoin d'analyse pour justifier leur utilité ; elles ne frappent pas seulement l'esprit, elles remuent le cœur et y réveillent les sentimens du respect et de la reconnaissance.

Elles annoncent que les revenus d'un interdit doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison.

Elles indiquent les divers lieux où il pourra être traité selon les caractères de sa maladie et l'état de sa fortune.

Elles étendent leur prévoyance jusqu'à l'établissement des enfans et aux moyens de le procurer.

Elles confient le soin de régler ces divers objets à la sagesse et au zèle du conseil de famille.

Le législateur semble quitter sa voix imposante pour emprunter le langage d'un père dont la tendre sollicitude pourvoit à tous les besoins de ses enfans.

512 Le vœu de la loi est que l'interdit recouvre l'usage de sa raison; s'il s'accomplit, l'interdiction doit cesser avec sa cause; mais il importe que ce rétablissement soit constaté par les mêmes procédés qui ont servi à constater le dérangement: des témoins seront donc entendus, le conseil de famille sera consulté, l'interdit sera interrogé, et il ne pourra reprendre l'exercice de ses droits qu'après le jugement qui aura levé son interdiction. Telle est la sage disposition qui termine le chapitre second.

ch. 3. Le chapitre troisième traite du conseil judiciaire à donner aux prodigues; les dispositions qu'il contient sont énoncées très—simplement.

513 Il peut être défendu aux prodigues de plaider, de transiger, d'emprunter, de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, d'aliéner et de grever leurs biens d'hypothèques, sans l'assistance d'un conseil qui leur est nommé par le tribunal.

514 Cette défense peut être provoquée par ceux qui ont droit de demander l'interdiction. Elle doit être instruite, jugée et levée de la même manière.

J'ai développé, dans la première partie de ce discours, les raisons qui justifient la censure des prodigues, et les mesures proposées à leur égard.

Leur assimilation parfaite aux interdits, relativement à la provocation, à l'instruction, au jugement, à la réintégration, démontre que ces procédures reposent sur les mêmes bases et présentent les mêmes motifs d'admission. Je ne pourrais

que répéter les réflexions dont j'ai accompagné leur analyse : je les termine ici.

Je vous ai exposé fidèlement, législateurs, les impressions que le projet de loi a faites sur le Tribunat. Il a vu dans son ensemble qu'une connaissance profonde du cœur humain et de nos mœurs avait déterminé l'époque de la majorité ; que la pitié avait prêté un appui secourable à la faiblesse ou à l'égarement de la raison ; qu'enfin une juste sévérité avait donné des entraves aux prodiges.

Il a reconnu dans ses détails l'empreinte de la sagesse, de la prudence, de la régularité et de la justice ; il a donné un assentiment unanime à toutes ses dispositions.

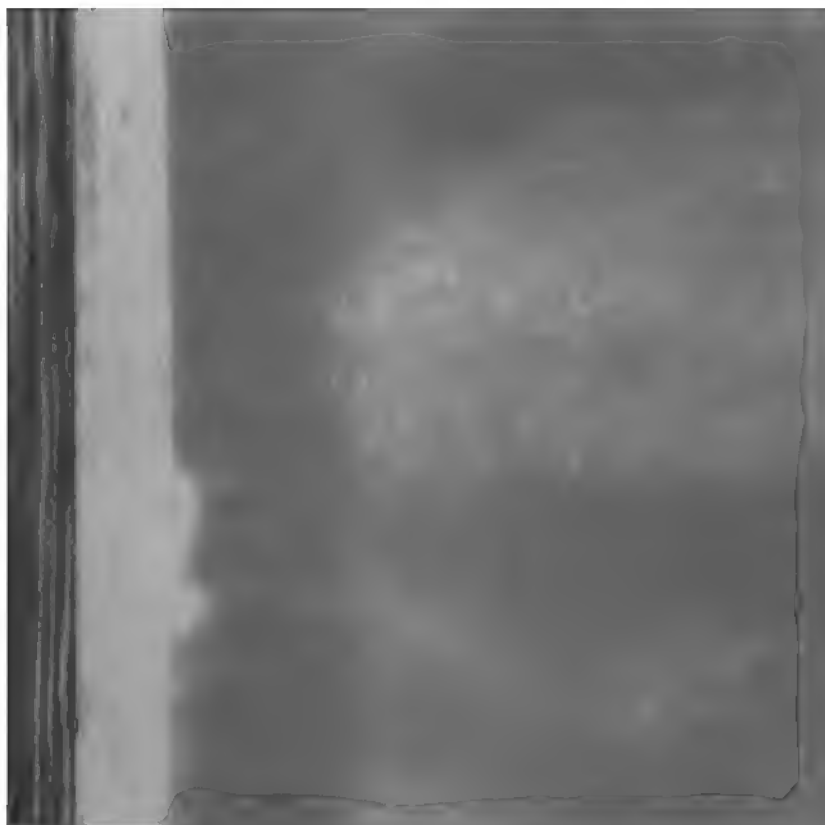
Le Corps législatif décréta le projet dans la même séance, et la promulgation en fut faite le 18 germinal an XI (8 avril 1803).

FIN DU DIXIÈME VOLUME.

5^e DES DISCUSSIONS.

—

—



1

